

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

DES MODIFICATIONS
AU
RÉGIME SUCCESSORAL FRANÇAIS
" AB INTESTAT "
AU XIX^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Soutenue dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le vendredi 16 mars 1906, à 4 heures*

PAR

CHARLES GAUDINEAU

AVOCAT A LA COUR D'APPEL D'ANGERS

ANGERS

GERMAIN & G. GRASSIN, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

40, rue du Cornet et rue Saint-Laud

1906



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548418_0016

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

ANNÉE SCOLAIRE 1905-1906

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. ☉), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ☉), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. ☉), professeur d'*Économie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (☿, A. ☉), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (*, I. ☉, C. ☿, G. O. ☿, C. I. C. ☿, O. ☿, L. ☿), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. ☉), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (I. ☉), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. ☉), professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR (A. ☉), professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS, professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GENESTAL, professeur d'*Histoire du Droit français* et chargé du cours d'*Histoire du Droit public français*.

ALLIX, professeur d'*Économie politique* et d'*Histoire de Doctrines économiques* et chargé du cours de *Législation financière*.

SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. ☉), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

DES MODIFICATIONS
AU
RÉGIME SUCCESSORAL FRANÇAIS
" AB INTESTAT "
AU XIX^E SIÈCLE

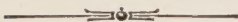
THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Soutenue dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le vendredi 16 mars 1906, à 4 heures*

PAR

CHARLES GAUDINEAU

AVOCAT A LA COUR D'APPEL D'ANGERS



ANGERS

GERMAIN & G. GRASSIN, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

40, rue du Cornet et rue Saint-Laud

—
1906

JURY D'EXAMEN

MM. GUILLOUARD, *professeur, président de la thèse.*

LEBRET, *professeur.*

DEBRAY, *professeur.*

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages juridiques et documents législatifs

- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, 4^e édition, t. VI.
- BARODET. — Projet de loi sur la limitation de la successibilité et exposé des motifs. *Journal officiel*, Documents parlementaires, annexe n° 1131.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — Précis de droit civil, t. I et III.
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — Traité des successions, 2^e édition.
- BIGENWALD (J.). — M. l'abbé Lemire et le projet Ruau. *L'Association catholique*, n° du 15 avril 1905.
- CAILLAUX (J.). — Les impôts en France. Paris, 1904.
— Discours du Ministre des finances. Chambre des députés, première séance du 22 février 1901.
- CAMPISTRON (L.). — Des droits successoraux des enfants naturels, d'après la loi du 25 mars 1896, 2^e édition. Paris, A. Rousseau, 1905.
- COLIN (Ambroise). — Projet de loi sur la limitation de la successibilité et exposé des motifs. *Journal officiel*, Documents parlementaires, annexe n° 2241.
- COLIN (Ambroise). — Le droit de succession dans le Code civil. Livre du centenaire.
- CORDELET. — Discussion du budget de 1901 ; modifications au tarif des droits de mutation par décès. Sénat, séance du 22 janvier 1901.
- COULON. — Commentaire de la loi du 25 mars 1896.
- DALLOZ. — Code civil annoté, t. IV, 1901.
— Recueil périodique de jurisprudence, années 1868, 1870, 1891, 1894, 1896, 1898, 1901 et 1902.
- DAUPHIN. — Rapport sur la proposition Letellier. Sénat, séance du 24 janvier 1895.

- DAUPHIN. — Discussion de la proposition Letellier. Sénat, séances des 19 et 22 mars 1895.
- DELAUNAY. — Projet de loi sur la limitation de la successibilité et exposé des motifs. *Journal officiel*. Documents parlementaires.
- DEMOLOMBE. — Traité des successions, t. I à IV.
- DUVERGIER. — Rapport sur la loi du 14 juillet 1866, t. LXVI.
- FENET. — Recueil des travaux préparatoires du Code civil, t. I, IV et XII.
- FUZIER-HERMANN. — Répertoire général alphabétique du droit français, 1905. V. Successions.
- GERBAULT (E.) et DUBOURG (L.). — Code des droits successoraux des époux. Paris, Pedone-Lauriel, 1892.
- HAUSSONVILLE (Vicomte d'). — Rapport sur la loi du 25 mars 1873. *Journal officiel* du 18 août 1872.
- HENRY (Paul). — Revue du notariat, année 1896 (commentaires de la loi du 25 mars 1896).
- HUMBERT. — Rapport des Facultés de droit sur le projet Delsol. *Journal officiel* du 29 décembre 1875.
- JULLIEN. — Rapport sur la proposition Letellier. Chambre des députés, séance du 16 novembre 1891.
- JULLIEN. — Discussion sur la proposition Letellier. Chambre des députés, séance du 21 juillet 1893.
- LAMARZELLE (DE). — Discussion du budget de 1901 ; modifications au tarif des droits de mutations par décès. Sénat, séance du 16 janvier 1901.
- LEMIRE (abbé). — Page d'histoire. *Le Coin de terre et le Foyer*, numéro de janvier 1904.
- MÉNARD (A.). — Exposé de l'amendement sur les modifications au tarif des droits de mutation par décès. Chambre des députés, séance du 16 novembre 1900.
- MESUREUR. — Rapport sur les modifications au tarif des droits de mutation par décès. Chambre des députés. *Journal officiel* du 10 novembre 1900.
- PAVIE (R.). — Des substitutions prohibées. Paris, Institut international de bibliographie scientifique, 1903 (thèse de doctorat).
- PICAUD (Léon). — Des partages d'ascendants comme moyen d'éviter la dispersion de la petite propriété paysanne. Paris, A. Rousseau, 1902 (thèse de doctorat).
- PIOU (J.). — Rapport du 20 mars 1886. *Journal officiel*.
— Chambre des députés, séance du 26 février 1891. *Journal officiel* du 27.

- PLANIOI. — Traité élémentaire de droit civil français, 2^e édition.
- POINCARÉ. — Exposé des motifs du projet de 1894. Chambre des députés, séance du 24 juillet 1894. Documents parlementaires, annexe n° 885.
- ROTHE (Tancrède). — Traité de droit naturel, t. III. La famille. Paris, Larose, 1896.
- SIBERT. — Rapport des Cours et Tribunaux sur le projet Delsol. *Journal officiel* du 9 mars 1876.
- SIEGFRIED. — Exposé des motifs et proposition de loi. Chambre des députés, séance du 5 mars 1892. *Journal officiel*, annexe n° 1940.
- Rapport du 29 novembre 1892. *Journal officiel*, annexe n° 2375.
- Rapport du 23 novembre 1894. *Journal officiel*, annexe n° 1012.
- SIREY. — Recueil général des lois et arrêts. Années 1851 et 1857.
- SOREL (Albert). — Le Code civil. Livre du centenaire. Introduction.
- TAUDIERE. — Chambre des députés. Séance du 22 mars 1890. *Journal officiel* du 23.
- VALLIER (Ernest). — Le fondement du droit successoral. Paris, Larose, 1903. (Thèse de doctorat.)
- VIOLET (P.). — Histoire du droit civil français, 3^e édition. Paris, Larose, 1905.
- WALDECK-ROUSSEAU. — Discussion du budget de 1901 ; modifications au tarif des droits de mutation par décès. Sénat, séance du 17 janvier 1901.

II. Ouvrages économiques

- BLONDEL (Georges). — Effet désastreux du partage forcé en France, année 1898.
- BRANDT (D^r Alexandre DE). — Droit et coutumes des populations rurales de la France en matière successorale. Paris, Larose, 1901.
- CILLEULS (A. DES). — La population. Paris, 1902.
- COLIN (Ambroise). — L'influence des lois successorales sur l'expansion de la France. *La Réforme sociale*, 1903.
- FLOUR DE SAINT-GENIS. — L'idée sociale de l'héritage. *La Réforme sociale*, livraison du 16 avril 1904.
- FLOUR DE SAINT-GENIS. — Les frais de procédure et l'héritage rural. *La Réforme sociale*, livraison du 16 juin 1904.

- FLOUR DE SAINT-GENIS. — L'héritage rural et la famille française. *La Réforme sociale*, livraison du 16 novembre 1904.
- GRASSERIE (Raoul de la). — De l'indisponibilité et de l'indivisibilité partielles du patrimoine. — *La Réforme sociale*, 1898.
- JUNG (Jules). — Famille ; Population. Paris, Guillaumin, 1904.
- LEMIRE (abbé). — *Le Coin de terre et le Foyer*, organe de la ligue du Coin de terre et du Foyer. Années 1904 et 1905.
- LE PLAY. — *La Réforme sociale en France*, 8^e édition, 1902, tome 1^{er}.
- LE PLAY. — L'organisation de la famille, 4^e édition 1895.
- VAISSIÈRE (P. de). — Les Gentilshommes campagnards de l'ancienne France.

III. Législation comparée

- BLONDEL (G.). — Les lois du partage successoral dans la région rhénane. *La Réforme sociale*, année 1898.
- BLONDEL (G.). — L'enquête allemande sur le régime successoral. *La Réforme sociale*, année 1901.
- BUREAU (Paul). — Le Homestead ou l'insaisissabilité de la petite propriété foncière. Paris, A. Rousseau, 1895.
- CAZAJEUX (J.). — Une loi anglaise sur les petits domaines agricoles. Enquête de la Société d'économie sociale, 2^e série, fascicule 4.
- FUZIER-HERMANN. — Répertoire général alphabétique du droit français, 1905. V. Successions. Droit comparé.
- LEGRAND (Georges). — Les réformes du régime successoral et la loi Von der Bruggen en Belgique. Enquête de la Société d'économie sociale, 3^e série, fascicule 3.
- POBEDONTSEFF (M.). — Le Homestead en Russie. Enquête de la Société d'économie sociale, 2^e série, fascicule 4.
- SAINT-MAUR (François). — La petite propriété rurale. Cours spécial de doctorat professé à la Faculté de droit d'Angers, en l'année scolaire 1903 et 1904.
- SALEILLES. — Les successions en droit comparé. Cours professé à la Faculté de droit de Paris, en l'année scolaire 1901-1902.
- SANTANGELO-SPOTO-IPPOLITO (Prof.). — La protection de la petite propriété en Italie. Enquête de la Société d'économie sociale, 2^e série, fascicule 4.
- VERDELOT (Pierre). — Du bien de famille en Allemagne et de la possibilité de son institution en France. Paris, A. Rousseau, 1899.

INTRODUCTION

L'évolution du régime successoral français au xix^e siècle nous a paru une question particulièrement intéressante à étudier. Depuis cent ans, la France est régie par une législation successorale qui fut une date dans l'histoire de notre droit, dont l'apparition coïncida avec un état de choses nouveau, qui devait, en conséquence, refléter l'image de notre société au lendemain de la Révolution. On l'a dit, en effet, avec raison : « L'histoire des révolutions politiques et sociales est écrite dans l'histoire du droit de succession (1) ».

Depuis 1804, la société française s'est profondément transformée. La famille légitime, base de la société, a vu se limiter le nombre de ses membres, qu'une communauté d'origine appelait à une communauté d'existence. Des personnes étrangères sont venues prendre la place des parents absents. Le foyer, soutien naturel de la famille, s'est divisé, a été vendu, a disparu. La propriété, sans laquelle toute existence humaine serait impossible, s'est considérablement

(1) Schützemberger, *Les lois de l'ordre moral*, t. I, l. XIII, ch. vi, p. 436.

accrue, déplacée et modifiée. Tout, en un mot, dans la société moderne, respire une nouveauté, une mobilité, une instabilité inconnues jusque-là.

Cette transformation de la société, au cours du *xix^e* siècle, a dû avoir sa répercussion sur le régime successoral inauguré par le Code Napoléon. Si, en effet, « le droit, a dit Demolombe, est une science active et militante, toujours en présence des faits qu'elle a pour mission de gouverner (1) », il est également l'image des mœurs, des institutions et de l'évolution des sociétés.

Le Code civil tout entier pourrait être utilisé à cette démonstration. Mais il serait banal, aujourd'hui, d'établir que, par exemple, le Code Napoléon n'est pas le produit spontané des conceptions révolutionnaires. Tout le monde sait, bien qu'on écrive encore le contraire, que la France existait avant 1789, qu'elle avait une législation codifiée, même celle des Coutumes, une jurisprudence connue, une organisation judiciaire complète... Tocqueville a pu dire avec raison que la Révolution n'a fait qu'accomplir d'un seul coup ce que la Monarchie préparait par transactions successives.

La lumière est faite également sur cette opinion, que le Code civil aurait rompu avec nos mœurs nationales. On avait songé un instant, il est vrai, à rompre avec le passé. On avait rêvé d'un Code si clair que tout citoyen pourrait en comprendre les dispositions avec sa seule intelligence naturelle. Sieyès et Camba-

(1) Demolombe, t. 1, préface, p. 4.

cérès en furent séduits. Mais il y a loin d'un rêve à sa réalisation. On dut bientôt reconnaître la nécessité de reprendre la tradition. Notre législation a donc toujours été inspirée par nos mœurs et nos traditions. C'est pourquoi M. Albert Sorel a pu résumer en cette heureuse formule les sources où puisa le législateur de 1804 : « Le Code civil, c'est la jurisprudence du droit romain et l'usage des coutumes combinés ensemble et adaptés à la *Déclaration des droits de l'homme*, selon les mœurs, convenances et conditions de la nation française (1)... »

Ce qui est vrai du Code civil, pris dans son ensemble, l'est tout autant, et même davantage, de la législation successorale, en particulier.

M. Le Play a dit et démontré, dans sa *Réforme sociale en France*, que « les régimes de succession, plus que toutes les autres institutions civiles, ont le pouvoir de rendre fécondes ou stériles la propriété et les familles de propriétaires. » C'est la raison même de l'intérêt particulier qui s'attache à cette étude spéciale.

On a reconnu, par ailleurs, que le droit des successions est, dans le Code civil, la partie la plus *représentative* de la moyenne des idées, des tendances et des préjugés de l'époque (2). La raison en est, probablement, que c'était la question la plus délicate à résoudre à cause des principes opposés qu'elle mettait

(1) Albert Sorel, *Le Code civil — Livre du centenaire*, Introduction, p. xxix.

(2) Ambroise Colin, *Le droit de succession dans le Code civil — Livre du centenaire*, p. 297.

en jeu, des intérêts qui s'y trouvaient engagés et des luttes dont elle venait d'être l'objet. La solution adoptée fut donc, là surtout, une ingénieuse combinaison où chacun retrouva, au milieu de concessions nécessaires, quelques-unes de ses règles particulières dans la loi qui devenait la règle de tous.

Cette dernière considération explique pourquoi le régime successoral a pu paraître la partie du Code civil la plus favorable à l'étude des transformations d'une société et des principes qui la dirigent.

Notre étude de l'évolution du régime successoral français sera limitée aux successions *ab intestat*. La raison de cette limitation est double.

Tout d'abord, la question des successions testamentaires a été maintes fois traitée depuis 25 ans, et de façon très complète, par un grand nombre de jurisconsultes et sociologues. Elle a fourni le thème de discussions retentissantes, elle a donné lieu à de nombreuses enquêtes, notamment celles de la Société d'économie sociale... En un mot, la discussion semble épuisée sur ce terrain ; il serait très difficile de l'y faire progresser et nous ne pourrions nous exposer qu'à des redites.

Par ailleurs on s'est exagéré, croyons-nous, l'influence de la succession testamentaire au cours du XIX^e siècle. Elle n'a pu avoir l'influence qu'on lui attribue, car on en a très peu profité. Admettons même qu'une plus grande liberté de disposition eût déterminé les individus à en faire un plus large emploi ; il semble impossible d'affirmer qu'elle aurait eu une influence prépondérante. Au contraire, le nombre des

personnes mortes *ab intestat* a été et sera longtemps encore en France l'immense majorité.

C'est parce que la succession *ab intestat* est la moins étudiée et cependant la plus grosse de conséquences sur la société que nous l'avons choisie de préférence à la succession testamentaire et que nous l'avons examinée exclusivement.

L'étude de l'évolution du régime successoral *ab intestat* comporte nécessairement l'examen d'un point de départ et celui d'un point d'arrivée. La comparaison entre l'un et l'autre indiquera le chemin parcouru.

De plus, les transformations juridiques sont ordinairement lentes et progressives. Pour comprendre l'évolution du régime successoral, en particulier, il ne suffirait pas de connaître les principes qui ont guidé le législateur à l'origine et ceux qui ont prévalu à une époque postérieure. Encore faut-il suivre pas à pas leur application, leur développement ou leur disparition. Une étude historique est donc indispensable.

C'est la raison pour laquelle cette étude a été divisée en trois parties.

Dans une première partie, nous examinerons les principes fondamentaux du régime successoral établi par les législateurs de 1806.

L'étude historique des principales transformations subies par le régime successoral français au cours du XIX^e siècle fera l'objet de la seconde partie.

Une troisième partie mettra en lumière les principes nouveaux et les tendances nouvelles qui régissent le régime successoral en 1905.

PREMIÈRE PARTIE

Principes fondamentaux du régime successoral
établi par le Code civil

GÉNÉRALITÉS

Il était nécessaire, au début de cette étude, de résumer les principes qui ont guidé le législateur de 1804 dans la réglementation du régime successoral *ab intestat*. C'est du rapprochement de ces principes avec les règles qui paraissent dominer les plus récentes manifestations législatives en notre matière qu'apparaîtra la solution du problème que nous nous proposons d'examiner.

Nous nous efforcerons donc, dans cette première partie, de dégager les principes qui ont inspiré la législation successorale du Code Napoléon, soit par rapport à la nature du droit de succession, soit par rapport à son objet, soit, enfin, par rapport aux sujets qui sont appelés à en bénéficier.

Les questions du fondement du droit de succession, de la composition du patrimoine héréditaire et celle de la dévolution de l'hérédité feront l'objet des trois paragraphes suivants.

§ I. *Le fondement du droit de succession*

Le droit de succession est-il une institution que l'on puisse considérer comme le résultat de l'ordre naturel des choses, ou bien n'est-il qu'une création purement artificielle de la loi ? Cette question, qui semble purement théorique, est cependant féconde en conséquences pra-

tiques très importantes. Si le droit de succession a une origine naturelle, il n'est au pouvoir de personne de le supprimer ; le législateur ne peut le méconnaître sans dépasser ses droits ; il est indépendant et au-dessus des changements d'opinion fréquents et contradictoires : il est stable. Si, au contraire, le droit de succession est une création artificielle de la loi, le législateur qui l'aurait institué a le droit de le supprimer à sa guise, selon l'utilité ou les inconvénients qu'il présente à la société. Il est alors éminemment instable.

Le législateur de 1804, en tête de son œuvre, reconnaissait l'existence de principes du droit antérieurs et supérieurs à la législation positive. « Il existe, disait-il, dans le *Livre préliminaire*, un droit universel et immuable, source de toutes les lois positives ; il n'est que la raison naturelle en tant qu'elle gouverne tous les hommes. » Si ce livre préliminaire fut écarté, pour des considérations de rédaction, il n'en fut pas de même des idées qu'il contenait. C'est encore à ces principes que doit recourir le magistrat chargé d'appliquer la loi dans une hypothèse nouvelle : « Quand on n'est dirigé par rien de ce qui est établi et connu, lit-on dans le *Discours préliminaire*, quand il s'agit d'un fait absolument nouveau, on remonte aux principes du droit naturel (1). » Faisant enfin l'application de ces principes généraux au droit spécial de propriété, le législateur a dit encore dans le même discours : « Le droit de propriété est donc en soi une institution directe de la nature et la manière dont il s'exerce est un accessoire, un développement, une conséquence du droit lui-même (2). »

(1) Fenet, t. I, p. 471.

(2) Fenet, t. I, p. 518.

Il semblait donc que cette conception générale du droit, et spécialement l'application relative à la propriété, l'auraient amené logiquement à conclure à la base *naturelle* du droit de succession.

« Mais le droit de propriété finit avec la vie du propriétaire; conséquemment, après la mort du propriétaire, que deviennent ses biens rendus vacants après son décès? Le bon sens, la raison, le bien public, ne permettent pas qu'ils soient abandonnés : il y a de puissants motifs de convenance et d'équité de les laisser à la famille du propriétaire; mais, à parler exactement, aucun membre de cette famille ne peut les réclamer à titre rigoureux de propriété (1). » Le législateur en conclut que l'intervention de l'État est indispensable. « Le droit de succéder en général est donc d'*institution sociale*. »

Pourquoi les législateurs de 1804 ont-ils cru que le droit de succéder était une création de la loi? On ne peut supposer qu'ils aient poussé l'amour de la conciliation jusqu'à faire la part du droit naturel et celle du *Contrat social*. Il est plus vraisemblable de penser qu'ici, comme dans bien d'autres questions, ils ont subi, sans peut-être s'en rendre compte, l'influence des doctrines philosophiques du XVIII^e siècle. Ce manque de logique, cet abandon des principes sont fort explicables pour l'époque à laquelle ils légiféraient; ils n'en sont pas moins injustifiables. L'importance pratique de cette conception du fondement du droit successoral apparaîtra lors de l'examen des projets qui tendent à exproprier les particuliers au profit de l'État, soit en limitant la successibilité, soit en augmentant démesurément les impôts.

(1) Fenet, t. I, p. 518.

§ II. *La composition du patrimoine héréditaire*

Le droit successoral, ainsi établi, s'exerçait sur l'ensemble du patrimoine, sans distinction aucune, relative à la nature ou à l'origine des biens.

La distinction entre les meubles et les immeubles subsistait toujours, bien qu'elle ait perdu de l'importance; mais elle n'avait plus aucune influence dans l'organisation successorale.

Ici, le législateur de 1804 a été bien inspiré. On l'a beaucoup accusé d'avoir cru, comme à un dogme, à l'ancienne maxime : *Res mobilis, res vilis*. Il est intéressant de constater qu'en la circonstance il a su s'en affranchir.

Sous l'ancien régime, les immeubles constituaient la partie principale des patrimoines; ils étaient considérés comme ayant seuls de la valeur. Ils étaient, en conséquence, jalousement conservés dans les familles au moyen d'une dévolution spéciale. Le nom, le rang, la situation sociale y étaient engagés. Les meubles, au contraire, biens regardés comme sans importance, étaient d'ordinaire partagés également entre les héritiers. Peu importait qu'ils sortissent de la famille.

Au moment de la promulgation du Code civil, les meubles avaient déjà pris de l'importance, ils étaient moins méprisés qu'auparavant. Toutefois, les immeubles conservaient encore une importance prépondérante. Il n'y a donc rien de surprenant de voir la législature consacrer aux immeubles, dans d'autres parties du Code, une attention toute spéciale.

Au titre des successions, l'abandon de l'ancienne distinction entre meubles et immeubles au profit de l'idée

de l'unité du patrimoine héréditaire a été fort heureux (1). Il semble avoir prévu l'inutilité de quelques-unes des distinctions anciennes. La complication de l'ancienne dévolution héréditaire l'amena à une formule d'unification radicale. Elle le fut même à l'excès.

Le législateur de 1804 a peut-être été moins bien inspiré en supprimant la distinction de l'origine des biens dans la dévolution successorale.

L'ancienne distinction entre les propres et les acquêts était fort raisonnable et généralement suivie.

Les *propres* étaient les biens que le *de cujus* tenait de ses ancêtres et qui étaient réputés appartenir à la famille, les détenteurs n'en ayant que la jouissance. La famille avait constitué ce patrimoine, la famille entière devait en profiter.

Les *acquêts* étaient les acquisitions faites, les économies réalisées par le défunt. Il pouvait en disposer à son gré et dans un intérêt tout individuel.

Cette distinction, qui était dans les mœurs plus que dans les lois, avait le grand avantage d'assurer la perpétuité des foyers et la stabilité des familles.

En la supprimant (2), le législateur n'avait pas prévu qu'aucune autre institution ne garantirait à sa place les familles contre la dispersion, les foyers contre leur destruction. C'est pour avoir été imprévoyants à cet endroit que les législateurs modernes ont dû rechercher des

(1) La dernière trace de cette distinction, en la matière, subsistait dans la législation fiscale de l'an VII. Nous verrons qu'elle a disparu en 1901.

(2) La distinction de l'origine des biens, pour la dévolution successorale, ne subsistait plus que dans quelques cas exceptionnels de successions dites « anormales. » Ce sont des vestiges de l'ancien état de choses, des ruines appelées à disparaître avec le temps.

réformes législatives aptes à la reconstitution des « biens de famille » des foyers ouvriers et paysans et mettre les individus à l'abri du « prolétariat ». Ce sont ces tentatives de restauration des foyers que nous étudierons au chapitre intitulé *Le bien de famille*. Il ne s'agit plus, il est vrai, de rétablir l'ancien principe de la distinction des biens d'après leur origine ; mais d'un procédé nouveau, conforme aux mœurs nouvelles, répondant à la nécessité de mobilité et de libre échange des patrimoines, tout en s'efforçant d'atteindre le même résultat.

§ III. *La dévolution de l'hérédité*

Quelles étaient les personnes désignées par le législateur de 1804 pour profiter de l'hérédité et dans quelles proportions plusieurs personnes devaient-elles la partager ?

Étaient seuls héritiers réguliers les membres de la famille légitime. Cette mesure est ainsi justifiée par ce passage du *Discours préliminaire* relatif à la famille : « Les enfants qui naissent d'un mariage régulier sont appelés légitimes parce qu'ils sont le fruit d'un engagement dont la légitimité et la validité ne peuvent être incertaines aux yeux des lois... Sans un mariage public et solennel, toutes les questions de filiation resteraient dans le nuage, la maternité pourrait être certaine, la paternité ne le serait jamais... » « L'état des enfants nés hors mariage est toujours plus ou moins incertain, parce que, n'étant aidé d'aucune présomption de droit, il ne repose que sur des faits obscurs dont la preuve est souvent impossible... Il faut que ces enfants soient reconnus par les auteurs de leurs jours pour pouvoir réclamer leurs droits. S'il en

était autrement, l'honneur des femmes, la paix des ménages, la fortune des citoyens seraient continuellement en péril (1). »

Ainsi se trouvent justifiés, à la fois, et la faveur dont jouissaient exclusivement les parents légitimes et le traitement inférieur infligé aux parents naturels.

Sans doute, le législateur de 1804, plus humain que ceux de l'ancien régime, avait permis aux enfants naturels de recueillir une partie de la succession de leurs père et mère et aux parents naturels celle de leurs enfants morts sans postérité. Il avait subi en cela l'heureuse influence du droit révolutionnaire. Mais il avait su, en l'espèce, s'arrêter à une sage limite. La limite, dont il est question ici, n'est pas tant celle de la quotité du patrimoine recueilli, question d'appréciation arbitraire, mais plutôt du titre en vertu duquel les parents naturels succédaient. Ils n'étaient point assimilés aux parents légitimes; ils n'étaient que des héritiers *irréguliers*.

Le conjoint survivant n'était également qu'un héritier irrégulier, pour la même raison qu'il ne faisait pas partie de la famille légitime. Sa participation dans la succession avec les héritiers réguliers s'opposait à la conservation des biens dans la famille. Le conjoint était d'un autre sang, une sorte d'étranger à la famille, telle qu'on la concevait sous l'ancien régime; il fut donc écarté. Lorsqu'il était appelé à posséder, c'était seulement à défaut de tous autres héritiers et par préférence à l'État.

L'État était appelé à recueillir tout ou partie des patrimoines héréditaires dans deux cas : en l'absence de tous héritiers et par le moyen de l'impôt sur les successions.

L'État recueillait bien rarement la totalité d'une héré-

(1) Fenet, t. I, p. 498, 499, 501 et 502.

dité sous l'ancien régime, où la successibilité était illimitée. Sous l'empire du code de 1804, il en fut autrement. Par mesure d'ordre public, la successibilité fut fixée au douzième degré. Il en résulta que les héritages vacants devinrent plus nombreux. Mais aucune tendance générale ne s'était encore manifestée de favoriser le fisc au détriment des proches parents. Si l'État profitait plus fréquemment des patrimoines héréditaires, par suite de la limitation de la successibilité, il recueillait toujours ces biens au même titre.

Il ne s'appropriait que les biens vacants et sans maître ; jamais il ne fut considéré comme un héritier.

L'impôt successoral n'eut jamais d'autre nature que celle de la fiscalité. Le droit du centième denier, bien que devenu assez élevé à la fin de l'ancien régime, n'avait pas perdu son caractère primitif.

Un second principe formulé par le législateur de 1804 était l'égalité entre les cohéritiers ayant des titres égaux. Il donnait ainsi satisfaction aux principales critiques dirigées en 1789 contre le régime successoral existant. Tous les cahiers des États-Généraux qui traitaient la question successorale demandaient la suppression du droit d'ainesse. Curieuse remarque, cette réforme est surtout réclamée par le Tiers-État, qui avait le moins souffert de l'institution. Il se rua sur cette forteresse apparente, comme il s'était rué sur la Bastille, sans se douter qu'elle était surtout fréquentée par des aristocrates.

Le droit d'ainesse était cependant d'une application plutôt exceptionnelle au XVIII^e siècle. A la veille de 1789, il n'était guère pratiqué dans toute sa rigueur que par 20.000 familles pour toute la France. Il était, de plus, limité aux immeubles nobles. Dans la plupart des cou-

tumes même, les biens, objet du privilège, se limitaient au manoir et au *vol du chapon*. Le régime de la transmission intégrale, imposé jadis par des considérations politiques, ne recevait donc plus qu'une application restreinte. La même observation garde sa valeur en ce qui concerne le privilège de masculinité. Les renonciations des filles dotées à la succession de leurs parents était d'un usage courant, mais presque exclusivement dans la noblesse (1). En dehors de ces traditions nobiliaires, l'inégalité entre les cohéritiers était encore pratiquée, il est vrai, dans plusieurs provinces, notamment dans le Midi. Les pays basques, notamment, pratiquaient l'aînesse roturière. On la rencontrait encore dans le Limousin et au Nord, dans le pays de Caux. Malgré ces pratiques imposées, soit par la coutume, soit par la tradition, le droit successoral *ab intestat* consacrait le régime d'égalité.

La suppression des diverses inégalités encore en vigueur, ne fit que consacrer la règle générale et éliminer les exceptions.

(1) P. de Vaissière, *Les Gentilshommes campagnards de l'ancienne France (passim)*.

DEUXIÈME PARTIE

Étude historique
de l'évolution successorale “ ab intestat ”
au cours du XIX^e siècle

GÉNÉRALITÉS

Pendant tout le XIX^e siècle, la réforme du régime successoral établi par le Code Napoléon a vivement préoccupé les esprits. On lui a successivement attribué la cause de tant de maux, que la nécessité s'imposait d'y apporter des remèdes. Ils furent nombreux et variés.

Les attaques ont été dirigées d'abord contre le principe de l'égalité entre les enfants. Deux tentatives ont été faites pour réformer ou améliorer ce point de la législation successorale. La première fut présentée en 1826 par M. de Peyronnet ; elle avait pour but de restaurer une sorte de droit d'ainesse. Elle échoua. La seconde fut préconisée par M. Le Play, sous le Second Empire. Elle revendiquait le droit, pour le père de famille, de disposer plus librement de ses biens par testament. La chute du régime l'empêcha d'aboutir.

Sous la Troisième République, l'attention est principalement tournée vers la détermination des personnes appelées à succéder. Une double tendance se manifeste. L'une désire augmenter les droits de certains successibles et même en créer de nouveaux. Ce sont : la loi de 1891 augmentant les droits successoraux du conjoint survivant et celle de 1896 améliorant la situation des enfants naturels ; de plus, les projets relatifs à la limitation de la successibilité et les nouveaux impôts successoraux tendant au même but : rendre l'État successible.

L'autre tend à limiter le nombre des héritiers. Toute une école, en effet, demande la transformation de la successibilité au détriment de la famille. Ce sont les divers projets supprimant le droit successoral des collatéraux éloignés. Ce sont encore les nouveaux droits d'enregistrement qui ont perdu leur caractère d'un impôt ordinaire et ont pris celui d'une véritable expropriation.

De nos jours, enfin, l'attention du Parlement est tout particulièrement tournée vers la consolidation des foyers. On a constaté les inconvénients des législations qui ont pour résultat final de déraciner du sol des familles entières, en les privant de la maison qui les abritait et des terres qui les nourrissaient. Quelques mesures ont déjà été prises, notamment en 1894 et en 1896, pour protéger les habitations ouvrières. Des projets nombreux ont été étudiés. Ils sont bien accueillis par les législateurs et par l'opinion. Ils seront, sans doute, demain la charte d'affranchissement des petits héritages.

Toutefois, les projets français ne sauraient, en cette matière notamment, être étudiés isolément, car ils s'inspirent souvent de réformes déjà réalisées dans d'autres pays. Aussi en rapprocherons-nous les principales législations étrangères qui nous ont devancés dans cette voie.

Ces diverses réformes feront l'objet d'autant de chapitres d'importance inégale, proportionnée à l'intérêt de chacune.

Les premières, relatives à l'égalité entre les enfants, ne seront rappelées qu'à titre historique. Les principes juridiques qu'elles concernent se rapportent principalement à la liberté de disposer par testament. Fidèle au plan adopté de limiter le sujet aux successions *ab intestat*,

nous nous abstiendrons de rappeler les débats retentissants auxquels a donné lieu la liberté de tester. D'autres ont traité la question avec grand soin ; nous ne saurions mieux faire que de renvoyer le lecteur à leurs ouvrages et à leurs articles (1).

Les réformes relatives aux modifications apportées ou projetées dans le régime successoral *ab intestat*, retiendront toute notre attention. Elles seront étudiées principalement au point de vue des idées qui les ont inspirées et des tendances qu'elles révèlent. Leurs conséquences pratiques seront signalées, bien qu'il soit impossible d'entrer dans les détails d'application de chacune d'elles. Ces diverses réformes seront successivement exa-

(1) F. Le Play, *La réforme sociale en France*, 8^e édition, 1901, t. I., l. II et III.

Enquête sur l'application des lois de succession faite sous les auspices de la Société d'économie sociale :

— *La liberté de tester*, Discussion sur le régime des successions. — Session de 1867 de la Société d'économie sociale (1^{re} fascicule, hors série).

— *L'autorité paternelle et le droit de succession des enfants*, 2^e série, fascicule 3.

— *La liberté testamentaire chez les peuples étrangers*, 3^e série, fascicule 1^{er}, 1898.

G. Albert, *La liberté de tester*, 1895.

La Réforme sociale (Revue de la Société d'économie sociale) :

— *Effets désastreux du partage forcé en France*, 1898, 4^e série, t. V, p. 873 et s.

— *Opinions en faveur de la liberté de tester*, 1895, 3^e série, t. IX, p. 669. — 1899, 4^e série, t. VIII, p. 852.

— *La liberté de tester admise par Auguste Comte*, 1900, 4^e série, t. IX, p. 914.

— *Influence du partage forcé sur la diminution de la population*, 1900, 4^e série, t. IX, p. 460. — 1902, 5^e série, t. III, p. 669, 673, 683 et s., et t. L, p. 812 et 825.

— *L'influence des lois successorales sur l'expansion de la race*, 1903, 5^e série, t. VI.

— *Importance de la liberté testamentaire pour l'expansion coloniale*, 1899, 4^e série, t. VIII, p. 348.

minées selon l'ordre chronologique dans lequel elles ont apparû. Aucune autre classification n'est plus logique en l'espèce. Il y aura lieu toutefois d'étudier à part la question de « l'État successible », qui est plus spéciale, et celle du « Bien de famille », car elle est plus complexe.

CHAPITRE PREMIER

Tentatives destinées à rompre l'égalité entre les enfants

Il serait inexact de croire que les tentatives destinées à rompre l'égalité entre les enfants aient eu pour but le rétablissement du droit d'aînesse, tel qu'il existait sous l'ancien régime. Le droit d'aînesse avait vécu. On avait su le rendre si impopulaire que l'on n'osait même plus prononcer son nom. Eût-on voulu le ressusciter qu'il n'aurait pu vivre ; car les biens nobles, sur lesquels il s'exerçait jadis, n'existaient plus qu'à l'état de souvenir. Il ne s'agissait donc que d'établir une inégalité nouvelle entre les enfants, une sorte de droit d'aînesse compatible avec les idées, les mœurs et les institutions de l'ère nouvelle.

Deux moyens ont été proposés : le premier avait les avantages de la célérité et de la certitude avec les inconvénients résultant de son caractère aristocratique et obligatoire. Ce fut celui de M. de Peyronnet. Le second, préconisé par M. Le Play, aurait eu des résultats plus lents et plus problématiques ; mais il avait de grandes chances de succès, grâce à son principe d'absolue liberté. L'un avait la prétention de transformer les mœurs successorales par une loi ; l'autre désirait seulement restituer au père de famille une liberté naturelle dont l'exercice lui avait été rendu impossible. M. de Peyronnet voulait rétablir ou consolider de grosses fortunes foncières dans l'in-

térêt exclusif d'une restauration monarchique; M. Le Play désirait enraciner dans le sol de France des familles plus stables et plus prospères dans le but désintéressé d'opérer une véritable restauration sociale.

§ I. *Projet de Peyronnet*

Le 31 janvier 1826, le discours du roi Charles X aux deux Chambres annonçait que « des moyens seraient proposés pour rétablir l'accord qui doit exister entre la loi politique et la loi civile et en vue de conserver le patrimoine des familles, sans restreindre cependant la liberté de disposer de ses biens... Le morcellement progressif de la propriété foncière est essentiellement contraire aux principes du gouvernement monarchique... La conservation des familles amène et garantit la stabilité politique, qui est le premier besoin des États et qui est surtout celui de la France après tant de vicissitudes. »

Quelques jours plus tard, le 10 février, M. de Peyronnet, garde des sceaux, présentait à la Chambre des Pairs un projet de loi dont voici les trois premiers articles :

Article premier. — Dans toute succession déférée à la ligne directe descendante et payant 300 francs d'impôt foncier, si le défunt n'a pas disposé de la quotité disponible, cette quotité sera attribuée à titre de *préciput légal au premier né des enfants mâles* du propriétaire décédé. — Si le défunt a disposé d'une part de la quotité disponible, le préciput légal se composera de la partie de cette quotité dont il n'aura pas disposé. — Le préciput légal sera prélevé *sur les immeubles* de la succession et, en cas d'insuffisance, sur les meubles.

Article 2. — Les dispositions des deux premiers paragraphes de l'article qui précède cesseront d'avoir leur

plein effet lorsque le défunt en aura formellement exprimé la volonté entre vifs ou par testament.

L'article 3 permettait les substitutions entre toutes personnes.

Le projet de Peyronnet ouvrait donc la porte au droit d'ainesse à la fois et dans la succession *ab intestat* et par le testament.

Les raisons invoquées à l'appui du projet étaient nombreuses et de toute nature ; politiques d'abord et surtout. Le Roi les avait indiquées ; ses partisans les développèrent avec insistance et maladresse. Leurs arguments politiques peuvent se résumer d'un mot : une monarchie a besoin de privilégié. Le garde des sceaux donna quelques motifs d'ordre juridique. Les majorats n'étaient qu'une mesure de conservation destinée à maintenir les grosses fortunes déjà existantes. La quotité disponible organisée par le Code civil était inefficace, parce qu'elle exigeait l'intervention active du père de famille. Or ce dernier n'en profitait pas. Force était donc de corriger les mœurs par une loi. On ne parla guère des raisons d'ordre économique et social que pour les écarter. On semblait trop convaincu que le morcellement de la propriété foncière et le développement de la richesse mobilière tendaient fatalement à favoriser la République.

Très mal accueilli par l'opinion, le projet échoua lamentablement. Ce fut une occasion facile de manifester contre un régime qui déplaisait.

Seul l'article relatif aux substitutions fut voté, malgré une très vive opposition, et devint la loi du 17 mai 1826 (1) Sans nous arrêter à l'examen de cette loi, qui rentre dans

(1) René Pavie, *Des substitutions prohibées*. Paris, 1903. Institut international de bibliographie scientifique.

le domaine du régime successoral testamentaire, qu'il suffise de constater son inutilité. Aussitôt après les événements de 1830, l'hérédité de la Pairie fut supprimée ; les majorats, les substitutions n'eurent plus guère alors de raison d'être. Les premiers furent abolis par la loi du 12 mai 1835, les secondes par celle du 7 mai 1849. Enfin, le 7 mars 1905, la Chambre des députés a voté le rachat des derniers majorats.

Aucune autre tentative sérieuse ne fut faite pour les rétablir en France. Il en a été de même du droit d'aînesse. On a beaucoup reproché à M. Le Play d'avoir voulu le rétablir par des moyens différents de ceux proposés sous la Restauration. Rien n'est moins exact. L'institution du droit d'aînesse suppose une obligation légale à laquelle un chef de famille ne peut se soustraire. C'était bien, en partie, l'idée de M. de Peyronnet proposant l'institution d'un préciput légal, qui serait devenu le droit commun. Toutefois, à la différence de ce qui existait sous l'ancien régime, le chef de famille pouvait déroger à ce droit commun par l'expression d'une volonté contraire. Toute autre était l'idée de M. Le Play, qui admettait l'égalité entre les enfants comme droit commun, mais qui demandait pour le père de famille la libre faculté d'avantager un ou plusieurs de ses enfants.

§ II. *Idées de M. Le Play*

Les études poursuivies par M. Le Play sur la famille, sur son organisation dans les divers pays de l'Europe l'avaient amené à cette conclusion que la prospérité des familles dépend beaucoup de leur stabilité. Ce qui donne la sécurité aux familles, c'est la permanence du foyer. Le régime successoral du partage égal et forcé, en ruinant les

foyers tend à disperser les membres de la famille. C'est une cause permanente et principale de leur instabilité, de leur faiblesse. Pour rendre aux familles la stabilité qui leur manque et qui leur est indispensable, M. Le Play reconnaissait la nécessité de s'opposer au morcellement des héritages et principalement des petits héritages. Cette réforme n'impliquait pas nécessairement la restauration du droit d'ainesse, car l'héritage pouvait, par la libre volonté du père, être attribué à un autre enfant que l'aîné. Il pouvait même ne pas être partagé du tout, au moins temporairement, après la mort du père de famille.

On ne peut donc assimiler plus longtemps à la tentative de M. de Peyronnet les projets de réforme de M. Le Play. Nous verrons, au contraire, que, loin d'être le successeur des légitimistes, l'auteur de la *Réforme sociale en France* a été le précurseur de la restauration du *Coin de terre et du foyer*.

CHAPITRE II

La succession du conjoint survivant

§ I. *Historique*

Le code de 1804 n'appelait le conjoint survivant à la succession qu'à défaut de tous autres héritiers. La raison de cette disposition est historique. Il n'y faudrait pas voir le résultat d'une simple omission des rédacteurs du code. Ceux-ci auraient-ils cru attribuer au conjoint un droit d'usufruit sur le tiers de la succession alors qu'il n'en était rien ? Une innovation si importante n'aurait pu être oubliée même dans les hasards d'une discussion législative (1).

Le conjoint ne succédait qu'à défaut de tous autres héritiers, parce que sa vocation héréditaire s'opposait à l'idée de conservation des biens dans la famille. Il s'agissait, en effet, de la famille stable, telle que la concevaient les rédacteurs du code, et non de cette famille

(1) MM. Baudry-Lacantinerie et Walh, dans leur traité de droit civil (1^{re} édition, t. I, n° 504), soutiennent l'opinion contraire. Ils la fondent sur une réponse de M. Treilhard dans la séance du Conseil d'État du 9 nivôse an XI (Fenet, t. XII, p. 38, art. 768 à 773). Or, incontestablement, M. Treilhard y commet une double erreur. De plus, M. Malleville avait présenté cette innovation : de donner au conjoint survivant un droit d'usufruit d'un tiers sur la succession. Mais elle avait été repoussée par Portalis et Tronchet. C'est pourquoi elle ne fut pas même discutée au Conseil d'État. On ne peut donc fonder sur le mot de Treilhard, qui ne répond même pas à la question posée, aucune argumentation historique.

actuelle, si réduite et si instable. Le conjoint, que l'on considère aujourd'hui avec quelque raison comme le centre même de la famille, était encore, il y a un siècle, un peu regardé comme un étranger. En effet, le centre des familles stables, ce sont plutôt les ancêtres.

Par ailleurs, la dévolution successorale, réglée par le code, est basée sur les liens du sang. Introduire le conjoint dans l'ordre successoral eût été faire table rase de la tradition et ouvrir la porte à toutes sortes de convoitises. Le conjoint était d'un autre sang; il fut écarté.

Cependant, bien qu'étranger à la famille, on le préférait encore à l'État. Le droit successoral accordé par le code civil au conjoint survivant apparaît comme une mesure destinée autant à restreindre les droits de l'État sur les patrimoines privés qu'à favoriser une nouvelle catégorie d'héritiers.

Le résultat de ce régime était donc la confirmation du droit du conjoint survivant à l'héritage. Mais, en fait, il n'héritait guère.

Sa situation, sous l'empire du code, était même pire que sous l'ancien régime. Elle n'était pas, alors, si mauvaise qu'on le suppose généralement; car les régimes matrimoniaux, les gains légaux de survie devenus de plus en plus importants, la pratique des donations entre époux, atténuaient considérablement les vices de sa vocation héréditaire. Sous l'empire du code, les gains légaux n'existaient plus, la Révolution les avait abolis; les régimes matrimoniaux étaient moins favorables; seuls, restaient les avantages... contractuels ou testamentaires, véritable prime à la cupidité (1)!

(1) Avis de la Cour de Lyon sur le projet Delsol, rapport Sibert (*Journal Officiel* du 9 mars 1876, p. 1631 et s.).

« Il est d'un mauvais système législatif de laisser aux « volontés individuelles le soin de remédier aux imper-
« fections voulues de la loi; il vaut mieux prévenir le
« mal quand on le peut, plutôt que d'en indiquer le
« remède (1). »

Une réforme s'imposait en France, d'autant plus que nous avons été devancés dans cette voie par presque toutes les législations européennes. En Italie, en Espagne, en Autriche-Hongrie, en Angleterre, aux États-Unis et en Danemark, le conjoint survivant a toujours dans la succession une part en usufruit et, dans presque tous ces pays, une part en pleine propriété lui est attribuée à défaut de descendants ou d'ascendants, ou de frères ou sœurs. En Allemagne et en Russie, il a même toujours droit à une part en pleine propriété. Il en résulte que le code civil français n'était plus guère suivi, sur ce point, qu'en Belgique et dans quelques cantons suisses.

Cette situation préoccupa vivement les législateurs français, pendant toute la seconde moitié du XIX^e siècle. Des améliorations de détail précédèrent la grande réforme de 1891. Ce furent d'abord les lois du 11 avril 1831, article 19, relatives aux veuves des militaires, et du 9 juin 1853, accordant aux veuves de tous les fonctionnaires de l'État le droit à une partie de la pension de retraite de leur mari. Il s'agit moins ici, il est vrai, d'un véritable droit de succession que d'une libéralité de l'État. Il en est autrement de la loi du 14 juillet 1866, relative au droit de propriété artistique et littéraire. Elle organisa (article 1^{er}, § 2) un véritable droit de succession *ab intestat* en faveur du conjoint d'un *auteur* prédécédé. L'héritage de la propriété artistique et littéraire était seul en cause dans l'es-

(1) E. Vallier, *Le fondement du droit successoral*, p. 368.

pèce ; mais c'était « en attendant une réforme plus générale... (1) ».

On voulut encore récompenser le conjoint qui serait allé retrouver à la colonie pénitentiaire son époux déporté. Dans l'intérêt même de la colonisation (2) on lui accorda un droit successoral important. La loi du 25 mars 1873 (article 13) donne au conjoint un droit d'usufruit égal au tiers des biens lorsqu'il se trouve en présence de descendants légitimes. En l'absence de descendants, il a droit à la moitié de la succession en pleine propriété. Un décret du 31 août 1878 étendit cette disposition aux condamnés à la transportation.

Vint enfin la loi du 9 mars 1891. Si cette réforme fut lente, rarement on vit une loi aussi sérieusement préparée. En 1872, M. Delsol, reprenant l'idée émise sans succès par M. Bourzat en 1849, déposa un projet de loi modifiant les articles 753, 755, 758 et 767 du code civil. Ce projet fut pris en considération le 21 mars 1873 par l'Assemblée nationale. Il fut soumis ensuite aux appréciations des Facultés de droit, de la Cour de cassation et des différentes Cours d'appel. Les observations précieuses de ces spécialistes furent condensées en deux remarquables rapports : l'un de M. Humbert, résumant l'avis des Facultés ; l'autre de M. Sébert, résumant l'avis des Cours. Le Sénat adopta le projet Delsol, en mars 1877, en le modifiant. La Chambre le vota en première lecture, le 9 novembre 1886, à la suite d'un remarquable rapport de M. Piou. La législature ayant pris fin avant qu'on pût passer à une seconde lecture, c'est en 1889 seulement qu'il

(1) Duvergier, *Rapport sur la loi du 14 juillet 1866*, t. LXVI, p. 281.

(2) Rapport du V^e d'Haussonville (*Journal Officiel* du 18 août 1872).

revint à l'ordre du jour. L'urgence fut déclarée, grâce aux instances du rapporteur, M. Piou, et le projet fut voté le 22 mars 1890. Enfin, après un double retour au Sénat et à la Chambre, l'adoption définitive fut acquise le 26 février 1891. La promulgation est du 9 mars 1891.

§ II. *Textes comparés de l'ancienne et de la nouvelle législation*

Ancien article 767

Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de sa succession appartiennent au conjoint non divorcé qui lui survit.

Nouvel article 767

Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de sa succession appartiennent en pleine propriété au conjoint non divorcé qui lui survit et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée.

Le conjoint survivant non divorcé qui ne succède pas à la pleine propriété et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée a sur la succession du prédécédé *un droit d'usufruit* qui est :

D'un quart, si le défunt laisse un ou plusieurs enfants issus du mariage ;

D'une part d'enfant légitime le moins prenant, sans qu'elle puisse excéder le quart, si le défunt a des enfants nés d'un précédent mariage ;

De moitié dans tous les autres cas, quels que soient le nombre et la qualité des héritiers.

Le calcul sera opéré sur une masse faite de tous les biens existant au décès du *de cujus*, auxquels seront réunis fictivement ceux dont il aurait disposé, soit par acte entre vifs, soit par acte testamentaire, au profit des successibles, sans dispense de rapport.

Mais l'époux survivant ne pourra exercer son droit que sur les biens dont le prédécédé n'aura disposé ni par acte entre vifs, ni par acte testamentaire, et sans préjudicier aux droits de réserve, ni aux droits de retour.

Il cessera de l'exercer dans le cas où il aurait reçu du défunt des libéralités, même faites par préciput et hors part, dont le montant atteindrait celui des droits que la présente loi lui attribue ; et, si ce montant était inférieur, il ne pourrait réclamer que le complément de son usufruit.

Jusqu'au partage définitif les héritiers peuvent exiger, moyennant sûretés suffisantes, que l'usufruit de l'époux survivant soit converti en une rente viagère équivalente. S'ils sont en désaccord, la conversion sera facultative pour les tribunaux.

En cas de nouveau mariage, l'usufruit du conjoint cesse s'il existe des descendants du défunt.

Ancien article 205

Les enfants doivent des aliments à leurs père et mère et autres ascendants qui sont dans le besoin.

Nouvel article 205

Les enfants doivent des aliments à leurs père et mère ou autres ascendants qui sont dans le besoin. La succession de l'époux prédécédé en doit, dans le même cas, à l'époux survivant. Le délai pour les réclamer est d'un an à partir du décès et se prolonge, en cas de partage, jusqu'à son achèvement.

La pension alimentaire est prélevée sur l'hérédité. Elle est supportée par tous les héritiers et, en cas d'insuffisance, par tous les légataires particuliers, proportionnellement à leur émolument.

Toutefois, si le défunt a expressément déclaré que tel legs sera acquitté de préférence aux autres, il sera fait application de l'article 927 du Code civil.

Il ne saurait être question d'examiner ici les détails d'application de cette loi. Cette étude a déjà été faite maintes fois. Elle l'a été, notamment, d'une façon très complète et très juridique, par MM. E. Gerbault et L. Dubourg, du barreau de Caen, dans leur *Code des droits successoraux des époux* (1). Nous ne la recommanderons pas après eux.

Ce qu'il importe de souligner, ce sont les innovations contenues dans cette loi de 1891 et ses tendances.

§ III. *Innovations*

Les innovations contenues dans la loi du 9 mars 1891 consistent en ce que le conjoint survivant, qui n'était presque jamais appelé à succéder sous l'empire du Code, le sera désormais dans tous les cas. En fait, il n'héritera pas toujours ; car, en dehors des déchéances légales qu'il peut encourir, le *de cujus* peut encore disposer de toute sa fortune à son détriment. Mais, à l'inverse de ce qui était, tandis que l'époux survivant n'héritait guère que des libéralités qu'il avait reçues de son conjoint, aujourd'hui, il héritera toujours, à moins que le *de cujus* n'ait contrarié les dispositions de la loi. Lors même qu'il n'hériterait pas, ou si la succession recueillie ne l'empêchait pas de se trouver dans le besoin, il lui a été reconnu une créance alimentaire sur la succession du prédécédé.

Nous examinerons donc successivement quels sont actuellement les droits successoraux du conjoint survivant, s'il est seul héritier d'abord ; puis, lorsqu'il se trouve en concours avec d'autres héritiers ; enfin quelles

(1) E. Gerbault et L. Dubourg, *Code des droits successoraux des époux*. Paris, 1892, Pedone-Lauriel, éditeurs.

sont les limites de ses droits successoraux et quelles dernières ressources ont été mises à sa disposition, dans le cas où il se trouverait encore dans le besoin.

Le conjoint survivant n'hérite du tout, qu'à défaut de tous autres succesibles. L'existence d'un héritier légitime, même au douzième degré, ou d'un héritier naturel quelconque, limite son droit successoral. Il est tenu alors de concourir avec ces derniers. Sa vocation héréditaire s'en trouvera non seulement diminuée d'étendue mais transformée. Car, s'il est seul, il héritera en pleine propriété, s'il a des cohéritiers, il ne succédera qu'à titre d'usufruitier.

Le droit du conjoint survivant succédant en pleine propriété, à défaut de tous autres héritiers, a été maintenu par le nouvel article 767, tel qu'il était autrefois. La question s'est posée toutefois de savoir s'il ne convenait pas d'appeler l'époux survivant à succéder ainsi à un rang préférable. M. Delsol avait primitivement proposé que le défunt « succède à la moitié des biens, s'il n'y a pas eu « contre lui de jugement de séparation de corps *et que les parents soient au sixième degré* ». A l'appui de ce projet de réforme, M. Delsol donnait les raisons suivantes : « Le lien conjugal, qu'on ne saurait trop affermir, veut que l'époux ait un autre rang dans l'ordre des successions... Il ne paraît pas conforme à la bienséance et à l'équité que le conjoint survivant, dont le travail et l'économie ont été souvent fort utiles à la conservation ou au développement de la fortune de l'autre époux, soit relégué après tous les parents au degré successible, après les enfants naturels, et vienne seulement par préférence à l'État... Le législateur, en réglant la dévolution des biens après décès, a été guidé par cette double pensée : fortifier la famille et se conformer à l'affection présumée du défunt. N'est-il

pas évident qu'au delà du sixième degré, par exemple, les rapports de parenté n'ont plus ce caractère étroit et intime qui commande au législateur la dévolution totale des biens aux héritiers du sang ? N'est-il pas certain que le conjoint prime de beaucoup, dans ce cas, tous les successibles naturels dans l'affection présumée du défunt ? Pourquoi, dès lors, ne pas l'appeler à concourir tout au moins avec eux dans le partage de la succession ? » Seule, la Cour d'Alger approuva cette disposition, en proposant même une quote part de propriété plus forte pour le conjoint. Toutes les autres Cours et la grande majorité des Facultés de droit combattirent cette première partie de la loi. La Cour de Dijon a parfaitement résumé les raisons de cette attitude : « A toutes les époques, chez tous les peuples policés, la communauté d'origine, la consanguinité est la base fondamentale de l'ordre successif établi par la loi. Ce droit de succession est si intimement lié à la constitution de la famille et au droit de propriété lui-même qu'on ne saurait y porter atteinte sans les ébranler profondément ; le Code civil s'est inspiré de ces grands principes, dont l'observation est une nécessité sociale. Il en fait la pierre angulaire de la loi des successions. Toute dévolution héréditaire des biens à titre légitime et régulier dérive de la consanguinité. Conséquent avec ce principe, il ne pouvait faire du conjoint qu'un successeur irrégulier, et non un héritier légitime ; car le conjoint n'est pas un parent ; il appartient à une autre famille et toute attribution héréditaire en sa faveur aboutirait fatalement à ce résultat de faire passer dans sa propre famille, étrangère à celle du défunt, la portion des biens qui lui serait dévolue. Il est donc impossible d'admettre la première partie de la proposition de M. Delsol, à moins de bouleverser de fond en comble l'économie de nos lois sur les

successions. » De fait, cette proposition fut rejetée. Les législateurs de 1891 eurent raison ; car, « si on intercalait à un degré quelconque de la ligne des parents le droit si différent du conjoint, on briserait à cet endroit même la chaîne de la consanguinité et l'on donnerait une arme puissante à ceux qui voudraient rapprocher de la souche le droit du fisc ». L'occasion se présentera plus loin de rechercher si la chaîne de la consanguinité a été maintenue intacte. Constatons seulement ici que le législateur de 1891, loin de la rompre, comme il y avait été invité, a tenu à la maintenir.

Lorsque le conjoint survivant se trouve en concours avec d'autres héritiers il ne succède jamais en pleine propriété, mais seulement en usufruit. C'est dans ce droit d'usufruit que réside la principale amélioration faite à la situation de l'époux survivant.

Faut-il y voir une innovation rompant avec le passé ? M. Piou s'est chargé de démontrer à la Chambre qu'il n'en était rien. « La réforme que consacre ce projet de loi n'est pas une innovation, mais bien plutôt un retour aux traditions les plus certaines de notre législation nationale. Aussi loin qu'on remonte dans l'histoire de notre droit, on y trouve les intérêts de l'époux garantis par des gains nuptiaux et de survie, variables dans leur quotité et dans leur nature, mais toujours calculés avec une sage libéralité. » Sans doute le droit d'usufruit actuel est bien différent des coutumes de l'ancien régime par son organisation et son application ; mais le principe qui l'a fait établir est toujours le même. Il peut se résumer en cette maxime : conserver à l'époux survivant une situation égale à celle qu'il avait eue pendant le mariage, tout en respectant le principe de la conservation des biens dans la famille. Dans

quelles proportions ce droit d'usufruit devait-il concourir avec les droits des autres héritiers ?

Tout d'abord, devait-il être fixé d'une manière invariable, quels que fussent les héritiers en concours avec le conjoint survivant ? La question était de nature à diviser les esprits. Le but de cet usufruit étant de maintenir la position du conjoint survivant, la quotité aurait dû en être invariable. Il suffisait d'assurer au conjoint survivant des revenus sensiblement égaux à ceux dont il jouissait pendant le mariage : par exemple, un droit d'usufruit d'un tiers, comme la chose avait été proposée. En effet, les besoins de l'époux qui survit sont indépendants du nombre et de la qualité des héritiers avec lesquels il est appelé à concourir. De plus, graduer l'importance de l'usufruit en raison inverse du nombre des enfants du défunt, n'était-ce pas encourager les époux à limiter leur postérité ? On prétendait, d'autre part, avec quelque raison, que le collatéral au 12^e degré avait moins de titres qu'un descendant pour limiter les droits du conjoint survivant.

La solution adoptée par le législateur de 1891 est assez heureuse. Elle gradue la quotité de l'usufruit, tantôt d'après la qualité, tantôt d'après le nombre des héritiers, en tenant compte, le mieux possible, des objections présentées :

A) En présence de descendants issus du mariage, l'usufruit est invariablement fixé au quart des biens ;

B) En présence d'enfants nés d'un précédent mariage, le droit d'usufruit est gradué selon le nombre des cohéritiers, sans toutefois pouvoir excéder le quart ;

C) Enfin, à défaut de descendants, le droit est toujours de la moitié, quels que soient le nombre et la qualité des héritiers en présence.

Pourquoi le droit d'usufruit a-t-il été fixé au quart en présence d'enfants issus du mariage ? Cette mesure est le résultat de discussions longues et complexes qu'il ne saurait être question d'analyser. Une double idée a guidé le législateur : assurer à l'épouse un usufruit suffisant pour que cette disposition ne fût pas illusoire, mais le maintenir dans de sages limites, afin que le conjoint ne fût pas porté à le restreindre par des dispositions testamentaires. Le principe de la fixité de l'usufruit, en présence d'enfants issus du mariage étant admis, il fallait en déterminer la quotité. Elle ne pouvait guère varier que du tiers au quart. Le tiers représentait peut-être mieux la part réelle des revenus du conjoint pendant le mariage et maintenait davantage sa situation.

Mais il s'agissait d'enfants, en l'espèce. L'époux prédécédé a, vis-à-vis de ses enfants, des devoirs stricts et étendus, qu'il importe de ne pas trop limiter. Enfin, l'affection que doivent aux père et mère leurs propres enfants est une garantie qui autorise à penser qu'il sera toujours fait à l'auteur survivant une situation convenable. Le législateur, décidé par ce dernier argument, fixa la mesure au quart, avec l'idée qu'il s'agissait d'un minimum, laissant à la piété filiale le soin de le compléter au besoin.

La situation du conjoint est sensiblement différente en présence d'enfants nés d'un précédent mariage. Si on ne peut espérer la même piété filiale de la part d'un enfant vis-à-vis d'un beau-père ou d'une belle-mère, on ne peut demander à ces derniers d'aimer les enfants d'un autre père ou d'une autre mère à l'égal des leurs.

Il était donc nécessaire de protéger les droits des enfants du premier lit. Le projet primitif de M. Delsol avait résolu la difficulté d'une manière satisfaisante, en limitant le droit d'usufruit du conjoint survivant à une part d'enfant

légitime le moins prenant, sans qu'il puisse excéder le quart. Ainsi, l'enfant d'un précédent mariage ne serait jamais sacrifié à ses beaux-parents. Cette disposition avait de plus l'avantage d'être en parfaite harmonie avec d'autres règles du Code civil. Elle concordait spécialement avec l'article 1098 qui dispose : « L'homme ou la femme qui, ayant des enfants d'un autre lit, contractera un subséquent mariage, ne pourra donner à son nouvel époux qu'une part d'enfant légitime le moins prenant et sans que, dans aucun cas, ces donations puissent excéder le quart des biens. » A la fois très rationnelle et bien juridique, cette proposition fut consacrée par le législateur.

En l'absence de tout enfant légitime, le projet Delsol n'eut pas le même succès. Il fut profondément modifié. Il portait qu'en présence d'ascendants ou de collatéraux jusqu'au septième degré, l'époux survivant aurait droit à un usufruit sur la moitié des biens. Au delà du septième degré, il devait hériter en pleine propriété. Nous avons déjà vu que cette dernière disposition avait été écartée par respect pour les droits de la famille légitime. La question se posait donc de savoir comment elle serait remplacée. Fallait-il assimiler les droits du collatéral au 12^e degré à ceux d'un père ou d'un frère ? Divers avis des facultés avaient réclamé des distinctions, une graduation correspondante au degré de parenté ou à l'affection présumée. Leur avis ne prévalut pas.

Les législateurs ont fixé invariablement à la moitié de la succession les droits d'usufruit du conjoint survivant, quels que soient le nombre et la qualité d'héritiers en présence. Cette mesure fut prise dans un but de simplification. On peut la regretter, car, en l'espèce, la question est plutôt tranchée que résolue ; elle donnera lieu à beau-

coup de difficultés et naissance à bien des injustices. N'est-il pas surprenant déjà qu'un père ou qu'un frère ne soit pas mieux traité vis-à-vis du conjoint qu'un collatéral au 12° degré? Et, puisque la loi de 1891 a assimilé les droits des enfants naturels à ceux des collatéraux, il se trouve qu'un enfant naturel n'est pas mieux traité vis-à-vis du conjoint survivant qu'un collatéral au 12° degré. Nous verrons cependant que, plus tard, le législateur de 1896 posera le principe contraire. Les difficultés proviennent de ce fait que, si la mesure de la moitié est à peine suffisante avec des collatéraux éloignés, elle semble excessive lorsque le conjoint survivant se trouve en concours avec des ascendants et des collatéraux privilégiés. Deux usufruits se trouvent en présence : celui de l'époux survivant, qui est de la moitié, et celui de l'ascendant sur le tiers des biens auxquels il ne succède pas en propriété (article 754 du Code civil). L'usufruit de l'ascendant subit-il une réduction par suite du prélèvement de l'usufruit du conjoint? La question est controversée. Selon une première opinion, l'usufruit du conjoint survivant doit s'exercer d'abord également, moitié sur la part de l'ascendant, moitié sur celle du collatéral. Puis l'ascendant, à son tour, exercera son droit d'usufruit sur le reste de la propriété attribuée aux collatéraux, déduction faite du prélèvement du conjoint.

Une pareille solution léserait incontestablement le droit de réserve de l'ascendant. Il deviendrait illusoire, n'ayant plus à s'exercer que sur une infime partie de la succession. Or, l'intention du législateur a été, d'après M. Piou, « que l'époux survivant ne puisse exercer son droit que sur les parties de la succession qui resteront libres après l'acquittement complet des droits quelconques de

réserve (1) ». Aussi un second système semble-t-il préférable. Il demande que l'ascendant prélève d'abord son droit du tiers sur la part dévolue aux collatéraux, abstraction faite de l'usufruit du conjoint. Ainsi, le droit de réserve de l'ascendant se trouve sauvegardé, mais le collatéral se trouve réduit à une nue propriété. La condition des frères et sœurs était donc spécialement difficile quand, avant la loi de finances du 28 février 1901, ils étaient tenus de payer le droit de mutation par décès sur la valeur de leur part en pleine propriété. Ce cas spécial démontre, et d'autres encore peuvent se présenter, que la fixation à la moitié de la part d'usufruit du conjoint survivant est, dans certains cas, excessive. Une sage graduation aurait été préférable en l'espèce.

Le conjoint survivant est donc appelé à succéder aujourd'hui dans tous les cas qui peuvent se présenter, qu'il y ait des héritiers ou qu'il n'y en ait pas. Mais, en fait, il n'héritera pas toujours, pas complètement, pas nécessairement.

Tout d'abord, il n'héritera pas nécessairement parce qu'il n'est pas héritier réservataire. La question de savoir si le conjoint a droit à une réserve a été posée en ces termes par M. Delsol :

« Doit-on accorder à l'époux survivant une réserve légale?... Il faut qu'un époux puisse exhériter son conjoint, si celui-ci a une fortune personnelle suffisante, ou s'il a donné au défunt de graves sujets de mécontentement. Dans le cas, par exemple, où l'époux qui décède a une fortune moindre que son conjoint, il est juste qu'il puisse

(1) Rapport du 20 mars 1886, p. 9.

restituer à ses héritiers légitimes la part de ses biens que la loi destinait à l'époux survivant; d'un autre côté, il est nécessaire que, si l'un des époux a souffert toute sa vie du caractère ou de la conduite de l'autre, il conserve du moins la faculté de ne pas lui laisser en mourant une partie de sa succession. »

Les Facultés de droit se sont prononcées en majorité en faveur de la solution présentée par M. Delsol.

Le rapport de M. Humbert résume parfaitement leurs avis : « La qualité de réservataire a été réclamée au profit de l'époux par la Faculté de Toulouse et par la minorité de la Faculté de Poitiers.

« On a dit, en ce sens, que le douaire était une sorte de légitime, puisque l'épouse pouvait faire rescinder les aliénations consenties par le mari sur les biens grevés du douaire. Il fallait mettre l'intérêt sacré du droit de l'épouse à l'abri d'une disposition injuste, d'une erreur ou d'une ingratitude non motivée.

« Mais presque toutes les Facultés s'accordent à reconnaître que, sous l'empire du Code civil, la quotité disponible n'est pas assez large pour être encore restreinte par de nouvelles limitations apportées à la liberté de disposer à titre gratuit (1). Si la réserve se justifie, à l'égard des ascendants et des descendants, par des devoirs de famille plus étroits dont elle est la sanction, les mêmes motifs ne s'appliquent pas aux époux, dont le lien purement volontaire et viager n'engendre que des obligations de fidélité, secours et assistance; elles doivent être armées d'une sanction plus sévère que l'indignité, qui rend seule à l'ascendant ou au descendant le droit de disposer de tous ses biens. La morale exige que... l'époux puisse punir son

(1) Rapport de la Faculté de Douai.

conjoint qui s'est rendu indigne de son affection. Il pourra faire tomber la présomption de la loi en disposant au profit d'autres personnes que son conjoint (1). »

Aucun droit de réserve n'ayant été reconnu en 1891 au conjoint survivant, il n'héritera par nécessairement. L'époux prédécédé est libre de disposer, soit partiellement, soit en totalité, de sa fortune au profit d'autres personnes que son conjoint. Il ne s'agit pas là d'une exhérédation expresse, qui est impossible, mais d'une voie indirecte qui atteint le même but.

Si le conjoint survivant peut être écarté de la succession que la loi lui accorde, tantôt en pleine propriété, tantôt en usufruit, il lui reste encore une ressource : le droit alimentaire qui lui a été reconnu sur la succession. Nous verrons si cette créance alimentaire sur l'héritage est un véritable droit de succession. S'il en était un, ne faudrait-il pas voir là une réserve ? En fait, le résultat est le même que si la désignation juridique était exacte.

C'est un droit alimentaire, conditionnel et variable comme toutes les créances alimentaires : conditionnel, car il ne saurait être exercé que si l'existence du conjoint survivant n'est pas suffisamment assurée par ailleurs ; variable, avec les besoins mêmes de l'époux qui survit. Toutefois, le droit alimentaire du conjoint survivant présente ce caractère spécial de s'exercer, non contre des personnes, mais contre une hérédité. Il en résulte plusieurs conséquences, qui le différencient du droit alimentaire entre ascendants et descendants, par exemple. Tout d'abord ce droit de l'époux ne pourra s'exercer que pendant un temps très limité, dans le délai d'un an à partir de l'ouverture de la succession ou jusqu'à la liquidation

(1) *Journal Officiel*, 29 décembre 1875.

définitive du partage. L'importance des aliments sera indépendante de la fortune personnelle des divers héritiers, mais basée exclusivement d'après l'actif de la succession, déduction faite du passif. Le droit alimentaire se trouvera donc réduit à néant si le passif d'une succession absorbe l'actif, même si la fortune personnelle des héritiers était considérable. Les legs sont susceptibles de réduction au profit du droit alimentaire du conjoint survivant, à moins d'une disposition contraire du *de cujus*. Il y a donc bien là une sorte de réserve vis-à-vis des légataires. Une dernière conséquence sera que, la quotité du droit une fois fixée, elle ne pourra varier que dans une circonstance : si les besoins de l'époux survivant viennent à diminuer ou à cesser totalement. Mais ni le conjoint survivant, ni les héritiers ne pourront se prévaloir d'un changement de situation ; car le droit alimentaire n'est fixé que d'après l'état de la succession au moment de son ouverture.

Toutes ces différences entre le droit alimentaire du conjoint survivant et les autres créances alimentaires ont fait croire qu'il y avait peut-être là un véritable droit de réserve.

Pour qu'il y eût droit de réserve, il aurait fallu que le droit alimentaire eût le caractère de droit successoral. En démontrant que le droit alimentaire n'est pas un droit de succession, nous aurons réfuté du même coup son caractère de droit de réserve.

Le droit alimentaire n'est pas un droit de succession, mais une simple dette de la succession, ou encore une créance contre la succession. Cela résulte des travaux préparatoires de la loi de 1891. Le projet primitif de M. Delsol consacrait le droit alimentaire du conjoint à l'article 767, par conséquent au titre des successions. La Chambre des Députés modifia ce dispositif après le

rapport de M. Piou, qui faisait remarquer ceci : « La dette alimentaire, créée par le projet de loi, a sa place naturelle au chapitre qui traite des obligations naissant du mariage ; nous proposons donc de l'inscrire à l'article 205 du Code civil. » C'est ce qui explique la place occupée par l'article 2 de la loi du 9 mars 1891, au titre : *du Mariage*. Nous avons vu plus haut que les héritiers peuvent demander la réduction ou la suppression de la pension alimentaire précédemment fixée, lorsque l'époux se trouve, après coup, dans une situation convenable. Cela prouve que les héritiers ont en face d'eux « un créancier dont il est toujours facile de vérifier l'état et d'apprécier le droit. Si l'époux survivant conservait sa pension quand ses besoins auraient cessé, il se trouverait la recevoir, non plus à titre de créance alimentaire, mais à titre de droit successoral, ce qui serait contraire à la pensée de la loi », d'après le langage même de M. Piou.

A propos d'un jugement du tribunal d'Avesnes, du 13 juillet 1894, lequel reconnaît implicitement le caractère de créance au droit de l'époux survivant, en vertu de l'article 205 du Code civil, M. Marcel Planiol a fait justement remarquer : « La loi de 1891 a donc créé un nouvel exemple d'un genre d'aliments dus *en remplacement* d'une part héréditaire. »

Il n'est donc pas douteux que le droit alimentaire du conjoint survivant ne soit pas un droit successoral, bien qu'il doive s'exercer contre l'hérédité ; il constitue seulement une dette de l'hérédité.

Puisqu'il ne s'agit pas d'un droit successoral ici, il ne saurait être question, dans cette étude, de calculer les conséquences de cette importante innovation. Il était nécessaire toutefois d'établir les titres de ce droit de créance, puisqu'ils ont été et sont encore discutés.

Nombreuses sont donc les innovations apportées par le législateur de 1891 à la quotité des droits successoraux de l'époux survivant.

La nature de son titre héréditaire a-t-elle subi, en conséquence, quelque modification? Le législateur de 1804 avait considéré l'époux survivant comme un successeur *irrégulier, dépourvu* par suite de la *saisine*. Il ne pouvait être le continuateur de la personne juridique du défunt, car le droit de succéder *in universum jus defuncti* était réservé aux seuls parents légitimes (1).

La raison de cette disposition est historique. On la rattache à une survivance de l'ancienne co-propriété familiale du droit germanique. Elle s'inspire également de nos coutumes. Après elles, les rédacteurs du code Napoléon avaient estimé que la qualité d'héritier régulier était déterminée par les liens du sang. Or, le conjoint était d'un autre sang; il ne pouvait donc être un continuateur de la personne du *de cujus*, un héritier régulier.

Dans le courant du xix^e siècle, la situation sociale du conjoint s'est transformée. Il n'occupe plus seulement dans la famille la place secondaire qui était la sienne autrefois lorsqu'il vivait au foyer commun en présence des aïeux. Les foyers se sont divisés, multipliés; le nombre des membres qu'ils abritent s'est restreint. La conséquence est que le conjoint y a pris une place prépondérante. Par ailleurs, l'ancienne considération exclusive des liens du sang a subi une limitation au profit de l'idée d'affection présumée. Cette évolution dans les idées et dans les mœurs devait-elle se traduire en une modification de la nature du droit successoral du conjoint sur-

(1) Article 727 du code civil.

vivant ? Cette question, d'apparence purement théorique, entraîne cependant de grosses conséquences pratiques. Sa solution déterminera, en effet, si indiscutablement le conjoint survivant sera tenu seulement *intra vires emolument*, ou s'il le sera *in universum jus defuncti*.

La nature du titre héréditaire du conjoint survivant fut discutée par M. Taudière (1). Lorsqu'il succédera en usufruit, en concours avec d'autres héritiers, quelle sera sa contribution aux dettes de la succession ? Le rapporteur de la Commission, M. Piou, répondit « que la loi devait poser des principes généraux sans descendre aux détails d'application et sans tirer de ces principes les conséquences qui y sont implicitement renfermées... Une fois le principe fondamental posé, elle laisse aux tribunaux et aux intéressés le soin d'en faire sortir les déductions qui en dérivent. Il suffit de bien définir la situation légale de l'époux bénéficiaire et de le désigner comme un *successeur irrégulier* pour que la question de la contribution aux dettes se trouve aussitôt tranchée. Le successeur irrégulier n'y contribue, en effet, qu'en proportion de son émolument, et cela en vertu des principes généraux de notre législation civile (2) ».

La Chambre des députés ratifia l'opinion de M. Piou et maintint à l'époux survivant son ancien titre d'héritier irrégulier. Les conséquences sont les suivantes :

A) Si le conjoint survivant succède en usufruit, il n'est tenu que dans la mesure de son enrichissement. Cette solution s'impose d'abord à raison du caractère de son droit successoral, qui est, ici, à titre particulier. Il est évident,

(1) Chambre des députés, séance du 22 mars 1890. — (*Journal officiel* du 23, p. 604).

(2) Chambre des députés, séance du 26 février 1891. — (*Journal officiel* du 27, p. 447).

en effet, que n'héritant que d'un usufruit, il ne succède ni pour le tout, ni à une quote-part du tout. Il reçoit seulement une part déterminée, un démembrement du droit de propriété. Cette part présente, en l'espèce, ce caractère d'un droit essentiellement temporaire. La même solution résulterait également, mais d'une façon moins évidente, de son titre d'héritier irrégulier.

B) Si le conjoint survivant succède en propriété, il n'est encore tenu que dans la limite de son enrichissement. Ici, la seule raison qui justifie cette solution est son titre de successeur irrégulier. Cette solution n'est pas évidente, avons-nous déjà fait remarquer, elle a même été vivement discutée.

M. Demolombe a enseigné (1) et la jurisprudence a consacré (2) cette opinion : les héritiers irréguliers sont tenus, comme les autres, des dettes de la succession, même *ultra vires*. L'envoi en possession opère, dit-on, une *saisine de fait*, équivalente à la saisine de droit dont sont pourvus les héritiers réguliers et produisant les mêmes effets, notamment au point de vue de la contribution aux dettes.

L'opinion contraire est plus conforme à l'esprit du Code civil, rédigé sous l'empire du vieil adage : *Deus solus heredem facere potest, non homo*. L'idée de la « saisine de fait » est moderne (3). De plus, elle ne trouve d'appui dans aucun texte du Code (4). On ne peut suppléer au silence du législateur.

Mais, ajoute M. Demolombe : les successeurs irrégu-

(1) Demolombe, t. XIII, p. 160.

(2) Cass. 13 août 1851. Sirey, 1851. I. 657.

(3) Gerbault et Dubourg, *Code des droits successoraux des époux*, p. 207 et s.

(4) Aubry et Rau, t. VI, § 582.

liers, appelés à recueillir une quote-part de la succession, représentent le *de cujus* pour leur part, parce que toute personne a *nécessairement un représentant* dans celui qui est appelé à recueillir sa succession. Remplaçant les héritiers réguliers, ils sont tenus, en conséquence, d'une obligation *personnelle*. Cela revient à dire qu'ils sont tenus même *ultra vires*.

Le principe de la nécessité de représenter le *de cujus* n'est pas si absolu qu'on le prétend. Ainsi l'État, successeur irrégulier, n'a jamais été tenu des dettes *ultra vires*, pour cette raison qu'il est inapte à le représenter (1). Il se trouve donc des cas où, nécessairement, la personne du *de cujus* n'est pas représentée. Or, il n'y a pas lieu de distinguer le cas de l'État de celui du conjoint survivant, puisque leurs titres héréditaires sont absolument identiques. C'est pourquoi nous sommes fondé à dire : le conjoint survivant ne représente pas la personne du défunt et il n'est tenu qu'*intra vires hereditatis*.

(1) Aubry et Rau, t. VI, § 639, note 23, *in fine*.

CHAPITRE III

La succession des parents naturels

Tandis que les droits successoraux du conjoint survivant recevaient du Parlement une solution heureuse, une autre catégorie de successibles revendiquait de nouveaux droits sur l'héritage.

Les parents naturels, estimait-on, n'avaient reçu du législateur de 1804 qu'une part insuffisante dans la succession de leurs auteurs prédécédés ; ils étaient, de plus, traités par lui d'une façon humiliante.

Cette législation, ajoutait-on, ne correspond plus aux mœurs actuelles. Si l'on regardait en France, ne s'apercevait-on pas que les sévères dispositions successorales prises au début du siècle contre la filiation naturelle n'avaient ni provoqué une diminution du nombre des enfants naturels, ni même contribué à les faire reconnaître.

En jetant un coup d'œil sur les législations étrangères, on pouvait distinguer une tendance chez certains peuples à traiter les enfants naturels d'une manière plus favorable. C'étaient les lois italienne et espagnole qui accordent aux enfants naturels une quote part successorale très supérieure à celle fixée par le Code de 1804. C'étaient même les lois autrichiennes, celles de la Suisse orientale (Glaris et Argovie) et celles de la Norvège reconnaissant des droits égaux aux enfants naturels et aux enfants légi-

times vis-à-vis de la succession de leur mère. C'était, enfin, le canton de Berne (Suisse centrale) modifiant, en 1863, le régime du Code civil français et assimilant presque complètement enfants naturels et enfants légitimes dans la succession de leurs parents.

Si certains pays avaient conservé leur législation particulière, si d'autres, comme la Belgique et les Pays-Bas, avaient respecté les dispositions du Code civil français, il n'en résultait pas moins une tendance générale à se montrer plus favorable aux enfants naturels.

Issue de ces idées, la loi du 25 mars 1896 a modifié toute la législation successorale relative aux parents naturels. Elle s'occupe à la fois de la succession des enfants naturels reconnus sur les biens de leur père et mère et des droits des parents sur les biens de l'enfant naturel décédé sans postérité.

Après avoir résumé l'histoire de la confection de cette loi et comparé ses dispositions à celles de l'ancienne législation, nous serons donc amenés à étudier, dans deux paragraphes successifs, d'une part les droits des enfants naturels sur la succession de leur père et mère et, de l'autre, ceux des parents sur la succession de l'enfant naturel mort sans postérité.

L'origine législative de la loi du 25 mars 1896 remonte à l'année 1888. A la date du 22 octobre, une proposition de loi fut présentée à la Chambre par M. Letellier. La même proposition fut présentée de nouveau le 18 mars 1890. Prise en considération le 3 février 1891, elle fut adoptée, après un rapport de M. Jullien, à la date du 21 juillet 1893. Transmise immédiatement au Sénat, elle fut reprise par M. Demôle, en 1894. Le projet fut largement modifié à la suite du rapport de M. Dauphin (24 janvier 1895). Après

une double délibération, la Chambre adopta, enfin, le texte du Sénat, le 21 mars 1896.

La promulgation est du 25 mars 1896.

§ I. *Textes comparés de l'ancienne et de la nouvelle législation*

Anciens textes

ART. 756. — § 1. Les enfants naturels ne sont point héritiers ; la loi ne leur accorde de droits sur les biens de leurs père ou mère décédés que lorsqu'ils ont été légalement reconnus.

§ 2. Elle ne leur accorde aucun droit sur les biens des parents de leur père ou mère.

ART. 757. — § 1. Le droit de l'enfant naturel sur les biens de ses père ou mère décédés est réglé ainsi qu'il suit :

§ 2. Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, ce droit est *d'un tiers* de la portion héréditaire que l'enfant naturel aurait eue s'il eût été légitime ;

§ 3. Il est de *la moitié* lorsque les père ou mère ne laissent pas de descendants, mais bien des ascendants ou des frères ou sœurs ;

Loi de 1896

ART. 756. — La loi n'accorde de droits aux enfants naturels sur les biens de leurs père ou mère décédés que lorsqu'ils ont été légalement reconnus. Les enfants naturels, légalement reconnus, sont appelés en qualité *d'héritiers* à la succession de leur père ou de leur mère décédés.

ART. 757. — La loi n'accorde aucun droit aux enfants naturels sur les biens des parents de leur père ou de leur mère.

ART. 758. — Le droit héréditaire de l'enfant naturel de la succession de ses père ou mère est fixé ainsi qu'il suit :

Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, ce droit est de *la moitié* de la portion héréditaire qu'il aurait eue s'il eût été légitime.

ART. 759. — Le droit est *des trois quarts*, lorsque les père ou mère ne laissent pas de descendants, mais bien des ascendants ou des frères ou

§ 4. Il est des *trois quarts* lorsque les père ou mère ne laissent ni descendants, ni ascendants, ni frères, ni sœurs.

ART. 758. — L'enfant naturel a droit à la totalité des biens, lorsque ses père ou mère ne laissent pas de parents au degré successible.

ART. 759. — En cas de prédécès de l'enfant naturel, ses enfants ou descendants peuvent réclamer les droits fixés par les articles précédents.

ART. 760. — L'enfant naturel ou ses descendants sont tenus d'imputer sur ce qu'ils ont droit de prétendre, tout ce qu'ils ont reçu du père ou de la mère dont la succession est ouverte, et qui serait sujet à rapport...

ART. 761. — Toute réclamation leur est interdite lorsqu'ils ont reçu, du vivant de leur père ou de leur mère, la moitié de ce qui leur est attribué par les articles précédents, avec déclaration expresse de la part de leur père ou mère, que leur intention est de réduire l'enfant naturel à la portion qu'ils lui ont assigné.

Dans le cas où cette portion serait inférieure à la moitié de ce qui devrait revenir à l'enfant naturel, il ne pourra réclamer que le sup-

sœurs ou des descendants légitimes de frères ou sœurs.

ART. 760. — L'enfant naturel a droit à la *totalité* des biens lorsque ses père ou mère ne laissent ni descendants, ni ascendants, ni frères ou sœurs, ni descendants légitimes de frères ou sœurs.

ART. 761. — En cas de prédécès des enfants naturels, leurs enfants et descendants peuvent réclamer les droits fixés par les articles précédents.

(*Les dispositions des anciens articles 760 et 761 sont abrogées. Toutefois, la loi du 25 mars 1896 contient, à son article 9, la disposition transitoire suivante :*)

Toute réclamation sera interdite à l'enfant naturel lorsqu'il aura reçu, du vivant de ses père et mère, avant la date de la promulgation de la présente loi, la moitié de ce qui lui est attribué par les articles 758, 759, 760 et 761 précédents, avec déclaration expresse de leur père ou mère que leur intention est de réduire l'enfant naturel à la portion qu'ils lui ont assignée. Dans le cas où cette portion serait inférieure à la moitié de ce qui devrait revenir à l'enfant naturel, il ne pourra réclamer que le

plément nécessaire pour parfaire cette moitié.

ART. 762. — Les dispositions des articles 757 et 758 ne sont pas applicables aux enfants adultérins ou incestueux. La loi ne leur accorde que des aliments.

ART. 763. — Ces aliments sont réglés eu égard aux facultés du père ou de la mère, au nombre et à la qualité des enfants légitimes.

ART. 764. — Lorsque le père ou la mère de l'enfant adultérin ou incestueux lui auront fait apprendre un art mécanique, ou lorsque l'un d'eux lui aura assuré des aliments de son vivant, l'enfant ne pourra élever aucune réclamation contre leur succession.

ART. 765. — La succession de l'enfant naturel décédé sans postérité est dévolue au père ou à la mère qui l'a reconnu ; ou par moitié à tous les deux, s'il a été reconnu par l'un ou par l'autre.

supplément nécessaire pour parfaire cette moitié.

En ce qui concerne le calcul de la réserve des enfants naturels, la présente loi sera applicable à toutes les libéralités faites antérieurement à sa promulgation.

ART. 762. — Les dispositions des articles 756, 758, 759 et 760 ne sont pas applicables aux enfants adultérins ou incestueux. La loi ne leur accorde que des aliments.

ART. 763. — Ces aliments sont réglés eu égard aux facultés du père et de la mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes.

ART. 764. — Lorsque le père ou la mère de l'enfant adultérin ou incestueux lui auront fait apprendre un art mécanique, ou lorsque l'un d'eux lui aura assuré des aliments de son vivant, l'enfant ne pourra élever aucune réclamation contre leur succession.

ART. 765. — La succession de l'enfant naturel décédé sans postérité est dévolue au père ou à la mère qui l'a reconnu, ou par moitié à tous les deux, s'il a été reconnu par les deux.

DES SUCCESSIONS IRRÉGULIÈRES

ART. 766. — En cas de prédécès des père et mère de

ART. 766. — En cas de prédécès des père et mère de

l'enfant naturel, les biens qu'il en avait reçus passent aux frères ou sœurs légitimes, s'ils se retrouvent en nature dans la succession : les actions en reprise, s'il en existe, ou le prix de ces biens aliénés, s'il en est encore dû, retournent également aux frères et sœurs légitimes. Tous les autres biens passent aux frères et sœurs naturels ou à leurs descendants.

ART. 723. — La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes : à leur défaut, les biens passent aux enfants naturels, ensuite à l'époux survivant et, s'il n'y en a pas, à l'État.

ART. 724. — Les héritiers légitimes sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession : les enfants naturels, l'époux survivant et l'État doivent se faire envoyer en possession par justice.

l'enfant naturel décédé sans postérité, les biens qu'il en avait reçus passent aux frères et sœurs légitimes, s'ils se retrouvent en nature dans la succession ; les actions en reprises, s'il en existe, ou le prix des biens aliénés, s'il en est encore dû, retournent également aux frères et sœurs légitimes. Tous les autres biens passent aux frères et sœurs naturels ou à leurs descendants.

ART. 723. — La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes *et les héritiers naturels*. A leur défaut, les biens passent à l'époux survivant et, s'il n'y en a pas, à l'État.

ART. 724. — Les héritiers légitimes *et les héritiers naturels* sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession. L'époux survivant et l'État doivent se faire envoyer en possession.

Au titre des Donations entre vifs et des Testaments, chapitre de la portion des biens disponibles :

Ancien article 908

« Les enfants naturels ne pourront, par donation entre vifs ou par testament, rien recevoir au delà de ce qui

Nouvel article 908

Les enfants naturels légalement reconnus ne pourront rien recevoir par donation entre vifs au delà de ce qui

leur est accordé au titre des successions.

leur est accordé au titre des *Successions*. Cette incapacité ne pourra être invoquée que par les descendants du donateur, par ses ascendants, par ses frères et sœurs et les descendants légitimes de ses frères et sœurs.

Le père ou la mère qui les ont reconnus pourront leur léguer tout ou partie de la quotité disponible, sans toutefois qu'en aucun cas, lorsqu'ils se trouvent en concours avec des descendants légitimes, un enfant naturel puisse recevoir plus qu'une part d'enfant légitime le moins prenant.

Les enfants adultérins ou incestueux ne pourront rien recevoir par donation entre vifs ou par testament au delà de ce qui leur est accordé par les articles 762, 763 et 764.

Deux textes additionnels :

ART. 913. — § 2. *L'enfant naturel*, légalement reconnu, a droit à une réserve. Cette réserve est une quotité de celle qu'il aurait eue s'il eût été légitime, calculée en observant la proportion qui existe entre la portion attribuée à l'enfant naturel au cas de succession *ab intestat* et celle qu'il aurait eue dans le même cas s'il eût été légitime.

ART. 915. — Lorsque, à défaut d'enfants légitimes, le défunt laisse à la fois un ou plusieurs enfants naturels et des ascendants dans les deux lignes ou dans une seule, les libéralités par actes entre vifs et par testament ne pourront excéder la moitié des biens du disposant, s'il n'y a qu'un enfant naturel, le tiers s'il y en a deux, le quart s'il y en a trois ou un plus grand nombre. Les biens ainsi réservés seront recueillis par les ascendants jusqu'à concurrence d'un huitième de la succession, et le surplus par les enfants naturels.

§ II. *Droits des enfants naturels reconnus sur la succession de leurs père et mère*

Sous l'ancien régime, les droits successoraux des enfants naturels pouvaient se résumer en cette devise : « Enfants bâtards ne succèdent. » Aussi bien dans les pays de droit écrit que dans ceux de coutume, il ne leur était reconnu qu'une action en aliments.

La rigueur extrême de cette législation provoqua un excès contraire chez les révolutionnaires enclins à prendre le contre-pied des institutions anciennes. Les lois du 4 juin 1793 et du 12 brumaire an II assimilèrent les droits successoraux des enfants naturels à ceux des enfants légitimes. Cette assimilation eut même un effet rétroactif à partir du 14 juillet 1789.

Entre les rigueurs de l'ancienne législation et l'excessive faveur de la nouvelle, les rédacteurs du Code civil adoptèrent une solution sage. L'une avait méconnu les droits de la nature, l'autre avait oublié ceux de la famille légitime ; il fallait concilier les uns et les autres. Les droits de la nature furent reconnus en accordant aux enfants naturels une part à l'héritage de ses père et mère ; les droits de la famille légitime furent sauvegardés en ne donnant à l'enfant naturel qu'un titre héréditaire inférieur au titre reconnu aux enfants légitimes.

La solution adoptée en 1804 devait-elle être durable ? Il aurait fallu, pour cela, qu'elle pût satisfaire toutes les opinions. Or les partisans des droits de la nature ne le furent jamais pleinement. Ils prétendirent toujours que le régime du Code civil était trop dur pour les enfants naturels.

L'infériorité de la situation successorale des enfants naturels était double : tout d'abord, la quotité de leur part héréditaire était moindre que celle accordée aux enfants légitimes ; puis, leur titre héréditaire surtout était différent car ils n'étaient que des héritiers irréguliers.

S'agissait-il seulement de discuter le montant de la part héréditaire attribuée à l'enfant naturel ? Toute fixation de quotité est nécessairement arbitraire, c'est une pure question d'appréciation. Il aurait été relativement facile de majorer une part héréditaire reconnue insuffisante.

Mais les partisans des droits de la nature étaient plus exigeants. Pénétrés des idées révolutionnaires, ils demandaient l'entrée de l'enfant naturel dans la famille légitime. Les liens du sang revendiquaient leurs droits contre les liens du mariage ; l'humanité réclamait contre la société.

Ces plaintes furent écoutées et la loi du 25 mars 1896 apporta les remèdes désirés. Elle assimila les titres héréditaires des enfants naturels à ceux des enfants légitimes ; elle majora la quotité de la part successorale qui leur était primitivement accordée.

La grande innovation de la loi du 25 mars 1896, est donc d'avoir fait des enfants naturels des *héritiers réguliers*. Héritiers, ils étaient déjà traités comme tels par une jurisprudence constante, bien que le Code civil ne leur en eût pas reconnu le titre. Théoriquement, ils n'étaient pas encore héritiers ; pratiquement, ils en avaient presque tous les avantages. Le projet du Code présenté au Conseil d'État disposait à l'article 54 : « Les parents naturels n'ont qu'une *créance* sur les biens de leur père et mère décédés... » Au terme « créance » on substitua le mot : droit. Cette nouvelle rédaction est une preuve qu'il ne s'agissait pas, sous l'empire du Code,

d'une action personnelle de l'enfant naturel contre un héritier, mais d'un droit réel sur l'héritage, avec toutes les conséquences pratiques qu'il entraîne. De plus, l'enfant naturel était classé, non parmi les créanciers d'une succession, mais parmi les successeurs. Il s'agissait alors, il est vrai, d'un successeur irrégulier.

Les législateurs de 1804 avaient pensé que la dignité du mariage et la paix de la famille, base de la société, s'opposaient à ce que les enfants naturels fussent admis au partage des biens de leur père ou mère au même titre que les enfants légitimes (1). Le tribun Siméon avait déclaré au Corps législatif : « Les enfants naturels n'exerceront pas les droits de famille ; ils sont hors de la famille, mais le sang de leur père et de leur mère coule dans leurs veines ; ce sont les droits du sang que le Code leur adjuge..... Il ne les placera pas à côté des enfants nés d'une union respectable et sanctionnée par toutes les lois domestiques, publiques et religieuses ; il ne les honorera pas du titre d'héritiers, il ne leur accordera que des droits, il leur garantira la dette que leur père et leur mère contracteront en leur donnant la naissance et qu'ils avoueront en les reconnaissant (2). »

Toute différente était en 1896 la conception de la famille telle que l'a formulée au Sénat M. Demôle. La famille serait, selon lui, un groupement de personnes qui ont consenti à former une agglomération avec des droits et des devoirs réciproques. Le père ou la mère qui l'ont fondée, soit par le mariage, soit par l'union libre, soit encore en y plaçant des enfants naturels réunis à côté d'en-

(1) *Exposé des motifs de la loi relative aux successions*, par le Conseiller d'État M. Treilhard (séance du 19 germinal, an 11).

(2) Discours prononcé au Corps législatif par le tribun Siméon séance du 29 germinal, an 11).

fants légitimes, ont contracté les uns vis-à-vis des autres des devoirs égaux... ils ne pourraient de leur vivant, sans encourir le mépris public, faire des distinctions entre eux pour leur éducation, leur entretien, la préparation de leur carrière et leur dot ; ils ne pourraient non plus, au cas de succession *ab intestat*, être réputés avoir voulu priver leurs enfants naturels d'une partie de leur droit héréditaire... M. Dauphin, rapporteur, répondit que « la famille est une institution sociale qui procède du mariage, elle lui est invinciblement attachée ; elle en assure le maintien et la dignité et ne se forme, n'existe, ne se perpétue que par lui. Le législateur n'a pas le droit de l'ébranler (1). » Le rapporteur insista sur les funestes conséquences sociales et juridiques qu'entraînerait le projet Demôle. Bref, ce dernier fut repoussé.

Les enfants naturels furent cependant appelés à succéder au même titre que les enfants légitimes : comme *héritiers réguliers*. Ils ne portent pas le titre d'héritiers légitimes mais ils ont un titre différent qui leur donne les mêmes droits. Le législateur de 1896 a créé une nouvelle catégorie d'héritiers réguliers en y introduisant ce qu'il appelle : *les héritiers naturels*.

Les enfants naturels, avons-nous dit, ont actuellement un titre équivalant à celui des enfants légitimes. Si, en effet, leur quote part dans la succession n'est pas encore égale, comme nous le verrons dans un instant, du moins aucun obstacle légal ne s'oppose plus à ce qu'il en soit ainsi.

En 1896, M. Dauphin reconnaissait qu'une jurisprudence de plus en plus favorable aux enfants naturels avait assimilé leurs droits à ceux des enfants légitimes, excepté

(1) Rapport de M. Dauphin au Sénat (séance du 24 janvier 1895).

sur deux points : l'enfant n'a pas la saisine et il impute, au lieu de rapporter, les biens qu'il a reçus du défunt. L'examen des textes nous a appris que les articles 760 et 761 du Code civil ont été abrogés par la loi nouvelle et remplacés par une simple disposition transitoire. Restait cette seule différence : le droit à la saisine. Il lui a été accordé.

Les motifs indiqués par M. Dauphin sont les suivants :

« Il n'a point paru bon à votre Commission de conserver entre les enfants légitimes et les enfants naturels une distinction sans intérêt pratique, qui hérisse la matière de difficultés et n'est plus qu'un stigmate et une manifestation législative de mépris...

« L'envoi en possession n'est d'ailleurs d'aucune utilité ; il a, au contraire, en certains cas, pour conséquence nécessaire et désastreuse d'obliger l'enfant naturel à faire emploi du mobilier, à donner caution et à supporter la flétrissure d'affiches et de publications dans les journaux qui révèlent un état-civil soigneusement caché jusque-là (1). »

Ce sont donc des raisons de sentiment, plus que des considérations juridiques qui ont fait attribuer la saisine à l'enfant naturel. Réservant à l'étude des résultats de cette innovation le soin d'en dégager la portée, il nous suffira de constater ici l'équivalence du titre de l'enfant naturel à celui de l'enfant légitime.

A droits égaux, parts égales. Le législateur de 1896 n'a cependant pas voulu sanctionner toutes les conséquences pratiques qui dériveraient du principe par lui posé. Le résultat logique auquel il devait aboutir aurait dû être l'assimilation des parts héréditaires. Il s'est contenté de

(1) Rapport de M. Dauphin au Sénat (séance du 24 janvier 1895).

les augmenter. M. Dauphin en donne cette justification : « Il faut, dans l'intérêt de l'institution du mariage et de la famille légitime, que l'enfant naturel soit dans une condition d'infériorité par comparaison avec l'enfant légitime ; il faut qu'on soit appelé vers le mariage par cette prévision que, si l'on meurt *ab intestat*, ce qui est si fréquent, il y aura une différence dans la situation de l'enfant naturel et celle qu'aurait l'enfant légitime : c'est que l'enfant naturel ne peut avoir qu'une partie de ce qu'aurait l'enfant légitime ; c'est qu'une partie du patrimoine doit revenir à la famille légitime (1). »

Nous examinerons successivement les droits successoraux des enfants naturels, lorsqu'ils se trouvent en concours : 1^o avec des descendants légitimes ; — 2^o avec des ascendants et des collatéraux privilégiés ; — 3^o avec des collatéraux ordinaires.

En présence de descendants légitimes, l'enfant naturel a droit aujourd'hui à la *moitié* de la portion héréditaire qu'il aurait eue s'il avait été légitime. Cette part n'était autrefois que du tiers (2). Cette amélioration semble raisonnable, si l'on songe que sous l'empire du code le droit héréditaire de l'enfant naturel, en présence d'un enfant légitime, n'était que d'un sixième de la succession ; maintenant il sera d'un quart. Sans entrer dans les applications de cette règle, ni dans la manière de calculer la part de l'enfant naturel, qu'il suffise de signaler que le législateur de 1896 s'est rallié au procédé de calcul employé jusque-là et approuvé par la jurisprudence. On peut le

(1) Réplique de M. Dauphin — Discussion au Sénat (séance du 19 mars 1895).

(2) Comparaison des articles 757, § 2, ancien, et 758, § 2, nouveau.

regretter, car ce système aboutit à des conséquences contraires au désir et à la lettre même de la loi lorsque plusieurs enfants naturels viennent à concourir avec des enfants légitimes. Le rapport de moitié entre la part de l'enfant naturel et celle de l'enfant légitime, loin d'être alors constant, diminue progressivement la part de chaque enfant naturel, tandis que le nombre de ces derniers augmente. Il y a là une conséquence illogique, qu'il eût été facile d'éviter.

Lorsqu'à défaut de descendants légitimes l'enfant naturel se trouve *en présence d'ascendants ou de collatéraux privilégiés*, son droit, qui était autrefois de la moitié, est porté aux *trois quarts* de la succession (1). Le dernier quart est attribué aux parents légitimes, qui se le partageront conformément au droit commun. Le texte voté par la Chambre des députés en 1893 était ainsi conçu : Lorsqu'il n'y a pas de descendants légitimes, mais seulement un ou plusieurs ascendants, l'enfant naturel légalement reconnu a droit à la moitié de la succession en toute propriété et à la nue propriété de l'autre moitié. Le ou les ascendants ont toujours droit à l'usufruit de cette seconde moitié.

A défaut de descendants ou d'ascendants légitimes du défunt, l'enfant naturel légalement reconnu avait droit à *la totalité* de la succession. Cette disposition fut combattue au Sénat en ces termes : « Au cas de partage avec des ascendants, dit M. Dauphin dans son rapport, la Chambre des députés a dépassé la mesure en faveur de l'enfant naturel. C'est presque l'assimiler à l'enfant légi-

(1) Comparaison des articles 757, § 3, ancien et 759, nouveau.

time que de le priver seulement de la jouissance de la moitié de la succession pendant un temps souvent très court et l'ascendant a le droit de réclamer, pour la faire rentrer dans la famille légale la toute propriété d'une partie des biens que la famille irrégulière doit presque toujours à ses sacrifices et à ses largesses.....

« Les mêmes motifs empêchent d'exclure les frères et sœurs, collatéraux auxquels la doctrine a donné le nom de privilégiés. Nés directement de parents communs, élevés ensemble dans une profonde intimité, ils font, comme les ascendants, partie intégrante de la famille; comme eux, ils feront rentrer une portion des biens qui avaient été détachés du patrimoine dans un but familial et ont été détournés de ce but par une paternité illégitime. »

Le législateur de 1896 se rallia aux conclusions de M. Dauphin et déclara que le droit de l'enfant naturel, en présence d'ascendants ou de collatéraux privilégiés, serait seulement des trois quarts de la succession en propriété; il fit même disparaître, à cette occasion, une vieille controverse relative aux droits des enfants naturels en présence de neveux ou nièces du défunt. L'article 759 (*in fine*) assimile les droits des descendants légitimes de frères ou sœurs qui représenteront désormais les droits de leurs auteurs vis-à-vis des enfants naturels.

L'enfant naturel, *en concours avec des collatéraux ordinaires*, hérite de la *totalité* de la succession. Son droit prévaut donc aujourd'hui sur celui des héritiers légitimes éloignés, qu'il écarte complètement. Autrefois, il concourait avec eux, pour une forte part : les trois quarts, mais sans les exclure (1).

(1) Comparaison des articles 757, § 4, ancien et 759 nouveau.

Cette mesure, contraire aux principes qui ont guidé le législateur de 1804, est la conséquence logique du principe nouveau dont il a été question précédemment : l'enfant naturel a des titres égaux à ceux des héritiers légitimes; pourquoi ne prendrait-il pas leur place? La comparaison entre les droits de l'enfant naturel et ceux de l'héritier légitime au douzième degré est une de celles sur lesquelles insistèrent particulièrement les adversaires de la famille légitime. « Le Code civil a dépassé toute mesure, a dit M. Jullien, le jour où, profondément imprégné des principes du droit coutumier, il a élevé, en face de l'enfant naturel, le droit de tout héritier légitime, quelque éloigné du défunt qu'il puisse être (1). » Sur ce point, comme sur bien d'autres, M. Dauphin a cédé complètement aux exigences des promoteurs de la loi : « Quant à tous les autres collatéraux, dit-il dans son rapport, aucun des motifs de philosophie ou de droit qui militent pour les descendants légitimes, les frères et les sœurs et leurs descendants, ne peut être invoqué; les liens de la paternité ou de la maternité naturels reconnus apparaissent sans conteste : il est contraire à la nature et à la présomption d'affection et de volonté de détourner quelque chose du patrimoine de l'enfant du sang au profit d'héritiers jusqu'au douzième degré, souvent inconnus et ignorant eux-mêmes leur généalogie. Dans ce cas, la totalité des biens doit appartenir aux enfants naturels (2). » Les motifs invoqués n'ont pas la solidité qu'ils affectent de présenter. On ne voit pas, notamment, pourquoi « les motifs de philosophie ou de droit ne peuvent être invoqués en faveur des collatéraux au sixième degré », alors qu'ils « militent pour

(1) Rapport de M. Jullien à la Chambre (séance du 16 novembre 1891).

(2) Rapport de M. Dauphin au Sénat (séance du 24 janvier 1895).

ceux du troisième ou du quatrième ». Il n'y a cependant pas une grande distance entre les uns et les autres. La délimitation semble faite ici d'une façon bien brusque et fort arbitraire. Nous admettons volontiers que les liens du sang vont se relâchant, que l'affection présumée diminue à mesure que la parenté s'éloigne. Mais il n'y a entre ces degrés aucune limite précise et fixe qui permette de décider qu'à partir de tel degré l'affection n'existe plus. Tel est cependant le sens du nouvel article 760, excluant sans transition les collatéraux ordinaires de toute succession, lorsqu'il se présente un enfant naturel. Il eût été à la fois plus équitable et plus conforme à l'esprit du régime successoral de graduer, selon la parenté, le droit de l'enfant naturel, en présence de collatéraux ordinaires. Pourvu que le dernier héritier légitime eût eu une quote part, même minime, de la succession, les principes auraient été sauvegardés. On aurait pu, par exemple, partir de la proportion des deux tiers avec le sixième degré et aboutir à l'absorption totale avec le treizième degré, lequel n'est pas successible. Sans préconiser telle ou telle graduation, nous voulons seulement retenir que le principe de la graduation, en rapport avec les degrés de parenté, est préférable au système de délimitation fixe et de brusque exclusion. Il est, en effet, plus conforme à l'ordre naturel des choses, plus équitable et plus juridique.

Le législateur a été plus heureux en précisant les limites dans lesquelles on peut porter atteinte aux droits successoraux dont il vient d'être question.

Tout d'abord, peut-on les augmenter et dans quelles limites ? L'ancien article 908 interdisait aux enfants naturels de rien recevoir par donation entre vifs ou par testament au delà de ce qui leur est accordé au titre des suc-

cessions. Cette disposition a été justement critiquée par M. Jullien en ces termes : « Alors qu'il est permis au citoyen qui n'a pas d'héritiers réservataires de disposer de la totalité de ses biens en faveur d'un étranger, il est interdit au père de le faire en faveur de l'enfant qu'il aura reconnu hautement et publiquement comme issu de lui (1)... »

La conclusion du rapporteur était que cette législation de 1804 avait manqué son but, qui était de favoriser la reconnaissance des enfants naturels en améliorant leur situation successorale. Car l'affection des parents les pousse à ne pas les reconnaître, s'ils veulent leur assurer une succession plus forte que celle prévue par la loi ; en ne reconnaissant pas leurs enfants, ils pourront du moins les traiter aussi favorablement que des étrangers. La majorité des sénateurs était bien d'accord également pour modifier cette disposition ; mais une vive discussion s'éleva sur la question de savoir si toutes sortes de libéralités devaient être permises. La conclusion du débat fut une distinction entre les donations entre vifs et les testaments. Une donation ne peut améliorer le droit successoral de l'enfant naturel ; mais un testament peut étendre son droit jusqu'à la limite « d'une part d'enfant légitime le moins prenant (2) ». Désormais un père pourra, tout en reconnaissant son enfant naturel, lui faire par disposition de dernière volonté une part dans sa succession, égale à celle de ses enfants légitimes. Aucun obstacle ne s'opposera donc plus à sa reconnaissance.

Si les droits successoraux des enfants naturels peuvent être augmentés par le moyen et dans la limite indiqués, peuvent-ils être restreints ?

(1) Rapport de M. Jullien à la Chambre (séance du 21 juillet 1893).

(2) Article 908, § 2, *in fine*.

Les père et mère ne peuvent pas complètement déshériter leur enfant naturel parce qu'il est héritier *réservataire*. Le code civil n'avait pas expressément reconnu le droit de réserve de l'enfant naturel; mais il résultait des dispositions des articles 756, 757 et 761 combinés. Une jurisprudence constante les avait traités comme tels et avait même construit de toutes pièces les règles déterminant la quotité de leur réserve. Le rôle du législateur de 1896 a consisté, en l'espèce, à préciser le droit de réserve et à en codifier les conséquences approuvées par la pratique. C'est pourquoi un paragraphe second a été ajouté à l'ancien article 913, déclarant que « l'enfant naturel légalement reconnu a droit à une réserve ». Il s'agissait d'en déterminer la quotité. La Chambre des députés avait primitivement voté, dans un but de simplification, que la réserve des enfants naturels serait égale à la moitié de la réserve des enfants légitimes. Mais on fit remarquer au Sénat que la nouvelle rédaction serait, dans certains cas, moins favorable aux enfants naturels que la jurisprudence actuelle. « Je ne crois pas, dit M. Dauphin, que cela ait été l'intention de la Chambre, ni que ce soit la vôtre et, en conséquence, nous vous demandons de conserver purement et simplement et de faire passer dans la législation les usages et les règles de la jurisprudence (1). » C'est ce qui fut fait. Sans entrer dans le calcul de la réserve des enfants naturels selon les divers héritiers légitimes avec lesquels ils sont appelés à concourir, qu'il suffise d'en indiquer la méthode : Elle consiste à considérer l'enfant naturel comme un enfant légitime et à calculer la réserve à laquelle il aurait eu

(1) Observation de M. Dauphin, rapporteur, au cours de la première délibération (séance du 22 mars 1895).

droit comme tel. Il conviendra alors de lui attribuer soit le tiers, la moitié, les trois quarts, ou même la totalité de cette réserve, suivant que le défunt aura laissé des descendants légitimes, des ascendants, des collatéraux privilégiés ou des collatéraux ordinaires. Ce droit à la réserve a lui-même une limite. En cas de concours de plusieurs héritiers réservataires, la quotité disponible du *de cujus* ne doit pas descendre au-dessous du quart de la succession. Les droits successoraux des enfants légitimes sont donc garantis jusqu'à la limite de leur réserve et ne peuvent plus être réduits au delà.

Il en était autrement sous l'empire du code civil, qui avait interdit aux enfants naturels toute réclamation lorsqu'ils ont reçu du vivant de leur père ou de leur mère la moitié de ce qui leur est attribué par la loi, avec déclaration que l'intention est de les réduire à la portion qui leur est assignée.

Cette disposition avait été prise dans le but d'écarter l'intervention de l'enfant naturel du règlement des successions en lui donnant sa part à l'avance. Ce but n'avait pas été atteint, car les enfants naturels avaient toujours le droit de venir prétendre que la portion assignée était inférieure à la moitié de leurs droits. De fait, ils intervenaient souvent.

Par ailleurs, si « une pareille donation est utile pour l'enfant naturel, qu'elle fait jouir plus tôt, et pour la famille, qu'elle débarrasse d'un créancier odieux... (1), » cette mesure avait bien le caractère de mépris vis-à-vis du bénéficiaire. Le législateur de 1896 tint à la faire disparaître. Il s'agit, en l'espèce, d'héritiers qui se présentent avec leur filiation et qu'il n'y a plus de raison de

(1) Termes mêmes du tribun Siméon.

haïr, ni d'exclure. C'est pourquoi l'ancien article 761 fut abrogé. Mais il convenait de régler les droits acquis par les héritiers légitimes, tout en se montrant favorable aux enfants naturels. Ici, le législateur donna une légère entorse au principe de la non-rétroactivité des lois, en décidant que les enfants naturels ayant reçu, au moment de la promulgation de la loi, la moitié de leur part héréditaire, ne pourront à l'avenir réclamer autre chose ; mais que le calcul de cette moitié serait opéré sur la part héréditaire assignée par la loi nouvelle.

Aujourd'hui donc, il ne peut plus être question de réduire la réserve héréditaire de l'enfant naturel.

§ III. *Droits des parents sur la succession de l'enfant naturel mort sans postérité*

Sous l'ancien régime, les droits du bâtard, décédé sans postérité légitime, ni mère, appartenaient, d'ordinaire, au Roi ou au Seigneur haut justicier.

Le Code civil lui a reconnu un certain nombre de successeurs. Ce sont : d'abord ses enfants légitimes et leurs descendants ; puis ses enfants naturels et leurs descendants légitimes ; en troisième lieu : *ses père et mère* s'ils l'ont reconnu ; en quatrième lieu : *ses frères et sœurs naturels*. A défaut de tous ces héritiers, ce sera le conjoint survivant ou l'État.

A) Les enfants légitimes d'un enfant naturel sont appelés à recueillir la succession de ce dernier dans les mêmes conditions que les descendants d'un enfant légitime. Ils ont donc droit, non seulement à la succession de leurs auteurs, mais à celle des aïeux. De plus, ils exercent leurs

droits et par voie de représentation et de leur propre chef. Il en est autrement des descendants naturels.

B) Les enfants naturels d'un enfant naturel ne sont appelés à recueillir que la succession de leurs père et mère qui les ont reconnus. Ils n'ont aucun droit sur la succession des auteurs de leur père ou de leur mère. Ils n'ont pas même une créance alimentaire contre leur aïeul.

Jusqu'ici, la loi de 1896 n'a apporté aucune modification à la succession de l'enfant naturel mort sans postérité.

C) Le nouvel article 765 reproduit presque textuellement l'ancien. A l'avenir, comme par le passé, les père et mère naturels recueilleront la succession de leur enfant mort sans postérité.

La grande innovation relative aux père et mère naturels consiste à en avoir fait des héritiers *réguliers*.

Le Code de 1804 les avait classés parmi les successeurs irréguliers. L'article 765, qui règle leurs droits successoraux, faisait autrefois partie du chapitre IV du Code, traitant des successions irrégulières. Cet article a été transféré par le législateur de 1896 au chapitre III, consacré aux *successions régulières*. La nature de leurs droits successoraux est assimilée à celle des enfants naturels, puisqu'ils sont tous réglés à la même section VI^e du chapitre III.

Cette interprétation a été combattue sans succès par M. Dauphin, dans son rapport au Sénat. La solution généralement admise est celle que nous venons d'exposer.

La conséquence est que les père et mère naturels ne sont plus obligés de demander l'envoi en possession pour succéder à leur enfant mort sans postérité, mais qu'ils

entrent de plein droit en possession de cette hérédité, ayant désormais la saisine.

La limite de leurs droits héréditaires n'en est pas moins restreinte et déterminée par l'étendue des liens de parenté qui les unit à leurs enfants naturels.

La reconnaissance d'un enfant naturel étant un aveu, les conséquences de cet aveu sont personnelles à celui dont il émane. L'enfant naturel n'entre donc pas dans la famille de son père ou de sa mère qui l'a reconnu (1). Il en résulte que les père et mère naturels ne sont pas, au décès de l'enfant qu'ils ont reconnu, les successibles de l'enfant légitime issu de celui-ci. Ainsi, les aïeuls de l'enfant naturel sont primés par les droits successoraux du conjoint survivant et même par l'État.

Si donc seuls, parmi les ascendants, les père et mère naturels peuvent succéder à leur enfant légalement reconnu et mort sans postérité, du moins leur droit héréditaire ne peut-il plus leur être supprimé ?

La question était vivement discutée sous l'empire du Code civil de savoir si les père et mère d'un enfant naturel reconnu avaient droit à une réserve sur la succession de leur enfant mort sans postérité. La négative prévalait en doctrine et en jurisprudence. Le législateur de 1896 jugea nécessaire de modifier cet état de choses. M. Dauphin justifiait ainsi ce droit à une réserve : « Les entraînements des liaisons libres risquent plus que le mariage et la paternité légitime de détourner les hommes de leurs obligations envers leur père et leur mère ou aïeux... »

Par ailleurs, aucune créance alimentaire n'est prévue par la loi entre les père et mère naturels et les enfants naturels de leur enfant prédécédé. La présente réserve en

(1) Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, t. I, p. 464, n° 880.

tiendra lieu. A deux reprises, aux séances des 22 mai et 21 juin 1895, M. Thézard présenta des observations tendant à attribuer aux père et mère naturels une créance alimentaire, en sus du droit de réserve, pour le cas où celle-ci serait insuffisante. La proposition fut rejetée.

Il en résulte que seul un droit de réserve garantit les droits successoraux des père et mère naturels sur la succession de leur enfant prédécédé.

La quotité de cette réserve est fixée invariablement au huitième de la succession, qu'il y ait des ascendants dans les deux lignes ou dans une seule.

D) En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel mort sans postérité, ses biens vont soit à ses frères et sœurs légitimes, ou à ses frères et sœurs naturels.

Les frères et sœurs *légitimes* ne sont pas ici de véritables successibles.

Le nouvel article 766, en cette hypothèse, n'a apporté aucune modification à l'ancien texte originel du Code civil. En conséquence, pas plus à l'avenir que par le passé, les frères et sœurs légitimes de l'enfant naturel ne sont appelés à sa succession. Ils sont seulement autorisés à reprendre, dans la succession de l'enfant naturel, les biens donnés à ce dernier par leur auteur commun. C'est un véritable *droit de retour*, analogue au droit de retour de l'ascendant donateur, que les frères et sœurs légitimes sont appelés à exercer. Il a été jugé, en effet, que la succession de l'enfant naturel décédé *ab intestat*, qui ne laisse ni postérité, ni père, ni mère, ni frères et sœurs naturels, ni conjoint, tombe en déshérence et est appréhendée par l'État, bien qu'il existe des enfants légitimes de sa mère (1).

(1) Amiens, 1^{er} avril 1868. Dalloz, P. 70. 2. 81.

Les frères et sœurs *naturels* sont, au contraire, appelés à succéder à l'enfant naturel, à l'exclusion des frères et sœurs légitimes. Il est évident que les frères et sœurs naturels ne succéderont que s'ils justifient de leur parenté avec le *de cuius*. Toutefois, une reconnaissance volontaire de leur auteur commun ne sera pas nécessaire ici ; la reconnaissance émanant d'une décision judiciaire suffit.

La question la plus délicate qui se posait aux législateurs de 1896 était celle de savoir si les frères et sœurs naturels seraient maintenus parmi les héritiers irréguliers, ou s'ils auraient la saisine. Une nouvelle exception venait d'être faite en faveur des père et mère naturels. Devait-elle être suivie d'une seconde ? Pourquoi ne pas accorder à certains parents naturels les mêmes avantages légaux que l'on venait de reconnaître à d'autres ?

La question était tellement douteuse que la jurisprudence est encore hésitante sur ce point. Un jugement postérieur à la loi de 1896 a déclaré que les frères et sœurs naturels, recueillant la succession de leur frère naturel en qualité d'héritiers, ne sont pas tenus de se faire envoyer en possession (1).

L'opinion contraire nous semble préférable. Tout d'abord c'est avec intention que le nouvel article 766 a été maintenu au chapitre IV du Code, qui traite des *successions irrégulières*. Par ailleurs, la différence établie entre les père et mère naturels qui deviennent des héritiers réguliers et les frères et sœurs naturels qui restent des successeurs irréguliers se justifie facilement. Les uns sont parents, au sens légal du mot, alors que les autres ne le sont pas. La reconnaissance d'une parenté naturelle

(1) Tribunal civil de Versailles, jugement du 25 novembre 1897. Dalloz, P. 1898. 2. 417.

ne crée une parenté légale qu'entre le parent dont elle émane et l'enfant qui en bénéficie. L'enfant naturel reconnu n'en est pas moins étranger à la famille de son auteur et notamment à ses frère et sœur naturels. En conséquence, ses biens seront transmis, non pas directement comme à ses père et mère naturels, mais *indirectement* à ses frère et sœur naturels. C'est pourquoi les premiers ont été reconnus comme héritiers réguliers, tandis que les autres ne sont que des successeurs irréguliers, dépourvus de la saisine (1).

(1) Coulon, *Commentaire de la loi du 25 mars 1896*, p. 202.
— Paul Henry, *Revue du notariat*; 1896, p. 51.

CHAPITRE IV

L'État successible

Le seul titre de ce chapitre provoque cette question : l'État succède-t-il vraiment ?

La réponse ne saurait être douteuse si l'on consulte les travaux préparatoires du Code. Les rédacteurs ont fait dans le discours préliminaire cette déclaration non équivoque : « Sur les biens rendus vacants par la mort du propriétaire, on ne voit pas d'abord d'autre droit proprement dit que le droit même de l'État. Mais, que l'on ne s'y méprenne pas, ce droit n'est et ne peut être un droit d'hérédité; c'est un simple droit d'administration et de gouvernement. Jamais le droit de succéder aux fortunes privées n'a fait partie des prérogatives attachées à la puissance publique... L'État ne succède donc pas (1). »

Les motifs de cette décision ont été parfaitement rappelés dans les observations présentées par le Tribunal de Lyon sur le projet du Code : « Tout ordre de succession qui tend à exclure la République est, quel qu'il soit, préférable à celui qui l'appelle (2)... La nation et les communautés ne doivent acquérir que ce qui leur est absolument nécessaire. Tous les biens appartenant à la nation, aux communes, aux établissements publics, coûtent beaucoup

(1) Fenet, t. I, p. 518.

(2) Fenet, t. IV, p. 123.

d'entretien, rendent peu, sont en général plus mal cultivés, plus mal gérés, privent la nation des profits qu'elle tirerait par l'impôt et par leur circulation dans le commerce (1). »

Le législateur de 1804 avait donc de sérieuses raisons pour n'avoir pas fait de l'État un véritable successible.

Puisque l'État ne succède pas, en vertu de quel droit recueille-t-il les héritages laissés sans maîtres ? L'État moderne prétendrait-il à un droit éminent de propriété sur les biens des particuliers, à l'instar des seigneurs de l'époque féodale ? Une restauration du moyen âge, même au profit de l'État, semble aujourd'hui difficile.

Les partisans de l'*État successible* préférèrent invoquer l'existence d'un prétendu droit social. C'est la société, disent-ils avec Rousseau, qui a créé la propriété individuelle par une concession qu'elle en a faite à des particuliers. Lorsque le titulaire de la concession meurt sans laisser d'héritiers, l'État reprend simplement la possession des biens qu'il avait temporairement abandonnés.

Cette théorie présente un double inconvénient. Elle repose sur une pure hypothèse : la création par l'État du droit de propriété ; elle est, de plus, en contradiction avec la législation actuelle.

Nous n'avons pas à démontrer ici l'origine naturelle du droit de propriété ; mais nous savons que telle est la conception que s'en faisaient les principaux rédacteurs du Code (2).

Quant à la nature du droit de l'État en matière de succession, les travaux préparatoires sont en contradiction formelle avec cette théorie du droit social de l'État.

(1) Fenet, t. IV, p. 92.

(2) Voir les citations précédentes, p. 10.

La jurisprudence a confirmé la doctrine du législateur de 1804 dans un célèbre arrêt du 23 juin 1857, rendu par la Cour de Cassation après un remarquable rapport du conseiller Laborie (1).

Il est donc certain qu'à l'heure actuelle, comme lors de la rédaction du Code civil, l'État n'est pas un véritable successible.

Il tend cependant à le devenir.

Si la théorie n'est pas favorable à cette thèse, les faits lui donnent raison. L'État, en effet, recueille des héritages particuliers de plus en plus nombreux et importants. Deux sortes de réformes ont contribué à ce résultat :

Tout d'abord la limitation des successibles tend à augmenter le nombre des héritages vacants.

Par ailleurs, le taux sans cesse croissant des impôts sur les successions livre entre les mains de l'État une partie de plus en plus importante des héritages.

Nous étudierons donc successivement dans deux paragraphes distincts :

1° La limitation à la successibilité;

2° L'impôt successoral.

§ I. *Limitation de la successibilité*

Sous l'ancien régime, aussi bien dans les pays de droit écrit que dans ceux de coutume, les successibles s'étendaient à l'infini, tant qu'on pouvait prouver sa parenté. Cette tradition, hautement approuvée par les jurisconsultes, se justifiait autant par la haine du fisc que par amour pour la famille. L'ancien adage : *Fiscus post*

(1) Cass. 23 juin 1857. — Sirey, 57. 1. 199.

omnes parentes etiam centesimo gradu était appliqué à la lettre.

La Convention même rejeta les tentatives faites pour attribuer à l'État un droit de propriété sur un plus grand nombre d'héritages, qu'on aurait ainsi rendu vacants. Sur ce point, elle respecta la coutume.

La *limitation de la successibilité* par le législateur de 1804 fut une innovation. Il est intéressant de se rappeler aujourd'hui les motifs de cette limitation, puisqu'il est question, dans ces dernières années surtout, de la modifier.

Les deux considérations du devoir présumé du défunt envers ses proches et de la conservation des biens dans la famille ont pu contribuer à l'adoption de cette mesure. Car les sentiments d'affection sont problématiques entre successibles éloignés. Par ailleurs, des collatéraux qui n'ont en rien contribué à l'acquisition de biens n'ont pas cette notion de copropriété familiale, qui n'existe qu'entre proches parents.

La raison déterminante de la limitation fut la considération de ses résultats pratiques. La preuve de la parenté est facile entre proches, mais elle devient très difficile pour les degrés très éloignés. Or, il ne fallait pas rendre possibles les procès sans nombre et les difficultés de partage entre parents au 14^e ou au 16^e degré (1). C'est pourquoi on a limité la successibilité au 12^e degré, afin d'assurer la paix et la sécurité dans les acquisitions successorales. C'est donc dans un motif d'*ordre public*.

Lorsqu'il est question de modifier cette limitation, nous devons nous demander si l'ordre public l'exige. Les motifs qui ont provoqué cette limitation, en 1804, ne seraient-ils plus justes aujourd'hui ?

(1) Fenet, t. XII, p. 229.

L'examen des diverses réformes relatives à la limitation de la successibilité nous a amené à conclure que les préoccupations de leurs auteurs sont tout autres.

Ces projets de réforme sont nombreux : l'un préconise la limitation au 8^e degré : c'est la proposition Delaunay de 1891 ; un autre propose le 6^e degré : c'est le projet Morellet, présenté au Sénat en 1791 ; d'autres préfèrent le 5^e degré : ce sont les projets Rameau, puis Sabatier et Maurice Faure, pris en considération par la Chambre le 2 janvier 1887 ; en 1891, M. Maujan se fait le champion du 4^e degré. Le plus radical de ces projets est celui de MM. Barodet et Mathé, déposé le 19 janvier 1891 et renouvelé le 29 novembre 1894. Enfin, le 13 février 1905, M. Maurice Colin présenta un dernier projet limitant la successibilité au 4^e degré.

Si variées que soient les solutions proposées par ces divers projets, les raisons qui tentent de les justifier ne le sont guère. L'argument qui revient sans cesse est le suivant, que nous empruntons à l'exposé des motifs du projet de M. Delaunay, lu à la Chambre le 19 janvier 1891 : « L'expérience a démontré que, bien avant d'atteindre le douzième degré, terme fixé par le code civil pour faire cesser l'hérédité, les liens du sang n'existaient plus entre les citoyens ayant une origine commune et que, lorsqu'une personne vient à mourir *ab intestat* et sans descendants, les héritiers collatéraux connus comme pouvant se présenter directement pour appréhender sa succession ne dépassent jamais le sixième ou le huitième degré au maximum.

« S'il arrive, en effet, et très accidentellement, que les collatéraux à un degré plus éloigné parviennent à se présenter comme étant habiles à recueillir un héritage, ils y sont généralement appelés, non par les rapports de

famille conservés, avec le *de cujus*, ou par la tradition, mais par des agences spéciales dites : de recherche de succession. »

M. Barodet, pour justifier un projet encore plus limitatif, fait appel aux sentiments altruistes de la Chambre, quand il dit : « Nous ne comprenons pas que sous un régime de démocratie on puisse subordonner plus longtemps à l'intérêt de quelques-uns l'intérêt de tous (1). »

De son côté, M. Maurice Colin, député et professeur de droit, tente de justifier ainsi son projet de limitation de successibilité au quatrième degré : « La famille, dit-il, n'est plus ce qu'elle était autrefois... Les liens de la parenté collatérale se sont singulièrement relâchés. On ne cousine plus aujourd'hui comme on cousinait jadis. En brisant la plupart des vies provinciales et locales, la facilité des voies de communication et la fréquence des déplacements ont incontestablement rétréci le cercle de la famille (2). »

Toutes ces raisons tendent donc à démontrer que le régime successoral français, admettant la successibilité jusqu'au douzième degré, n'a jamais été ou n'est plus en rapport avec les idées et les mœurs modernes.

Examinons donc ces critiques et voyons ce qu'elles ont de fondé.

Constatons d'abord volontiers, avec M. Colin, que les liens entre parents se sont relâchés depuis un siècle. Faut-il en conclure avec lui, pour cela, que « les cousins germains se connaissent à peine » et que « les collatéraux éloignés s'ignorent généralement » ? Sans doute, entre

(1) *Journal officiel*, annexes. Chambre, n° 1131, p. 274. à 278.

(2) *Journal officiel*, documents parlementaires, Chambre, 1905, annexe, n° 2241, p. 141 et s.

membres éloignés d'une même famille on ne se soutient pas assez; on s'aime peut-être rarement, mais on se connaît encore. La famille française de stable qu'elle était sous l'ancien régime tend vers l'instabilité; mais elle n'est pas encore complètement désagrégée, après un siècle de civilisation individualiste, à ce degré que « les liens du sang n'existent plus » (Termes des motifs du projet Delaunay). M. Delaunay exagère également en prétendant qu'au delà du huitième degré les héritiers sont généralement appelés à succéder par l'intermédiaire des agences de recherche de succession. Il serait intéressant de connaître la statistique spéciale permettant de l'établir. Mais M. Delaunay s'est contenté d'avancer une affirmation gratuite, que rien ne justifie.

Il est également facile de répondre aux autres arguments d'intérêt secondaire invoqués par M. Colin au nom de la transformation des moyens de communication et par MM. Barodet et Colin au nom des idées démocratiques.

On pourrait faire observer au premier que si, la fréquence des déplacements a contribué à l'éloignement de personnes appartenant à une même famille, la facilité des communications serait plutôt de nature à en atténuer les funestes effets en rendant les visites plus commodés et plus fréquentes.

« Quant à la préoccupation de maintenir les liens dans les mêmes familles, préoccupation qui était dominante dans notre ancien droit et dont n'ont peut-être pas su s'affranchir les rédacteurs du Code civil, *il est évident*, dit textuellement M. Colin (1), *qu'elle ne saurait plus peser d'aucun poids* dans les préoccupations d'un législateur statuant pour une société où le triomphe des *idées démo-*

(1) *Journal Officiel*, Documents parlementaires, *op. cit.*

cratiques ne se discute pas. » Comment les idées démocratiques s'opposent-elles au maintien des biens dans les familles? C'est ce que M. Colin oublie de démontrer. Nous savons, au contraire, qu'un grand nombre de démocrates, des catholiques notamment, sont en même temps les défenseurs les plus acharnés de la famille et de son patrimoine. Pour donner un sens au terme « idées démocratiques » employé par M. Colin, il faut supposer qu'il n'a point sous sa plume la même signification que sous la plume des économistes et des sociologues. Cette idée démocratique, inspirée vraisemblablement du projet Barodet, ne peut être que l'expression déguisée de l'idée collectiviste. Or, si le triomphe des véritables idées démocratiques ne se discute plus, on discute encore celui des idées socialistes. En attendant que ces dernières soient incontestablement acceptées par l'ensemble des citoyens, aucune raison sociale n'exige de déposséder les héritiers, même éloignés, au profit de l'État.

La France serait-elle si en retard sur les autres pays en matière de limitation de successibilité? M. Colin peut citer seulement les cas de l'Italie et du Portugal, où la limite est fixée au dixième degré, et celui de l'Espagne au sixième. Ces exemples sont loin d'être concluants et quant à leur nombre et quant au caractère démocratique des États cités comme modèles.

Enfin, le projet Colin est autrement radical puisqu'il s'arrête au quatrième degré. Pourquoi le quatrième? Ici apparaît la principale raison de la plupart de ces projets préconisant la limitation de la successibilité; les autres ne sont guère que des prétextes, qu'une manière de les présenter; la véritable raison, c'est la *raison pécuniaire*.

M. Colin, notamment, veut trouver dans la refonte du régime successoral les 120 millions annuellement néces-

saires à l'organisation des retraites pour la vieillesse. Or il constate qu'en limitant la successibilité au sixième degré seulement, le résultat financier serait insuffisant et même insignifiant. En 1903, par exemple, sur 110 millions de biens successoraux dévolus aux parents collatéraux au delà du quatrième degré, 13 millions à peine sont tombés entre les mains de collatéraux au delà du sixième degré. Les collatéraux aux quatrième et cinquième degrés absorbent pour leur part, en moyenne, plus de 80 o/o de ces biens et ceux du quatrième degré à eux seuls près de 60 o/o. La conclusion textuelle à laquelle aboutit le projet Colin est donc : « que pour donner une portée financière sérieuse à une réforme appelant l'État à bénéficier d'une limitation de la vocation héréditaire de la parenté collatérale, il importait que cette limitation ne fût pas placée au delà du quatrième degré. » Ajoutons, en passant, que ce projet nécessite, pour produire le résultat financier qu'en attend son auteur, le remaniement complet de la loi du 26 mars 1891, relative à la succession du conjoint survivant. Nous verrons au paragraphe suivant, relatif à l'impôt successoral, que le projet comprend en outre une aggravation de la loi du 25 février 1901.

Ce qu'il importe de remarquer ici, c'est que toutes les raisons tirées de la famille moderne divisée et restreinte, de l'état social démocratique, des législations étrangères, n'ont en l'espèce aucune portée juridique. Seraient-elles justes, — et nous avons vu qu'elles ne le sont pas, — elles n'auraient pas démontré que la limitation fixée en 1804 doive être modifiée, car son principe fut basé sur des motifs tout différents.

Reste la raison pécuniaire, évidente celle-là, mais encore moins juridique que les autres. Pourquoi l'État s'impose-t-il des charges nouvelles, alors qu'il peut à grand'peine

tenir ses engagements antérieurs? Pourquoi ces charges nouvelles doivent-elles retomber sur le régime successoral et en nécessiter le complet bouleversement? Ces questions sortent évidemment du cadre d'une étude exclusivement juridique. Sans en chercher l'explication, remarquons seulement l'étrange spectacle d'une institution essentiellement juridique battue en brèche pour une raison d'ordre pécuniaire.

Si nous rejetons les divers projets d'une limitation nouvelle de la successibilité, parce que les raisons qui tentent de la justifier ne nous apparaissent ni justes, ni juridiques, nous ne nous faisons pas pour cela les défenseurs intransigeants de la limitation actuelle.

Nous avons déjà vu que les droits héréditaires des collatéraux éloignés avaient été restreints en ces dernières années au profit d'autres héritiers. Des considérations de convenance et d'équité ont dicté les mesures prises par les législateurs de 1891 et de 1896. Nous avons reconnu le bien fondé de plusieurs de ces réformes.

Peut-être l'avenir réserve-t-il à d'autres la place occupée aujourd'hui par les collatéraux éloignés. Il est difficile de prévoir quelles personnes pourraient être substituées aux successibles aux douzième, dixième et sixième degrés. S'il existait encore néanmoins dans la dévolution successorale française des oublis ou des injustices, nous serions les premiers à les vouloir réparer.

Nous reconnaissons même volontiers que les liens ne sont pas puissants entre le *de cujus* et le collatéral au douzième degré. Il importe cependant de ne pas oublier que ce collatéral, si éloigné qu'il soit, est peut-être le représentant du nom, de l'honneur, des traditions familiales du défunt.

En face de lui, qui oppose-t-on?..... L'État.

Cette candidature de l'État ne nous paraît pas soutenable.

Qu'il s'agisse d'affection présumée ou de liens du sang, l'État est certainement la dernière personne à laquelle le défunt pourra songer. L'État, en l'espèce, c'est le fisc. Si on ne le hait pas tout haut, comme sous l'ancien régime, on le redoute en silence. Tous les calculs faits pour se soustraire à ses exigences prouvent qu'on ne l'aime pas encore. L'État est certainement la personne que le *de cujus* affectionne le moins. L'État n'est même pas de la famille. On aura beau dire avec la coutume : l'Etat est le cousin de tout le monde, on n'empêchera pas ce fait que le degré le plus éloigné lui appartient. Si le sang des ancêtres coule peu dans les veines d'un collatéral éloigné, à coup sûr il circule à un degré moindre et même plus du tout dans le corps de l'État.

L'État, enfin, être essentiellement anonyme, est certainement le moins capable de continuer la personnalité du défunt.

Pour dépouiller les collatéraux éloignés au profit de l'État, il faudrait établir que l'ordre public l'exige. Le législateur de 1804 avait estimé qu'au delà du douzième degré la preuve de la parenté était trop difficile, donnait lieu à d'interminables constatations. La paix des familles, la sécurité des acquisitions successorales imposèrent une limite à ces revendications.

Cette limite est-elle actuellement trop large? Est-il plus difficile aujourd'hui qu'en 1804 de faire la preuve de sa parenté? C'est la démonstration qu'il importe de faire et que personne n'a même tentée.

La tenue des registres de l'état-civil, la facilité des communications permettent d'affirmer que jamais cette preuve

n'a été plus aisée qu'aujourd'hui. La seule conclusion qui pourrait résulter de cette démonstration est que, si la limitation actuelle de la successibilité devait être modifiée, la réforme devrait avoir pour résultat, non de restreindre, mais d'augmenter le nombre des successibles.

§ II. *L'Impôt successoral*

L'impôt successoral constitue une ressource fiscale de premier ordre. Il produit beaucoup (1) et sa perception est à la fois sûre et facile.

L'état, en effet, saisit ici, pour percevoir l'impôt, le moment psychologique où l'héritier entre en possession de biens, sur lesquels il comptait peut-être, mais qui étaient toujours susceptibles de lui échapper. L'acquisition facile de cette nouvelle propriété contribue à faire supporter les exigences du fisc et la pratique démontre que, même très lourd, cet impôt est encore un de ceux qu'on paie le plus volontiers.

Cette facile perception de l'impôt successoral a poussé les divers Gouvernements qui se sont succédé en France au cours du XIX^e siècle à lui demander un rendement de plus en plus élevé, à mesure que les besoins financiers devenaient plus impérieux (2). Le résultat de ces trans-

(1) Les statistiques des dix dernières années établissent que sur les mutations par décès, s'élevant annuellement en moyenne à 5 milliards 1/2, l'impôt successoral prélève environ 180 millions.

(2) Les dates des lois fiscales sur les successions coïncident d'une façon remarquable avec les divers changements de gouvernements : Loi du 22 frimaire, an VII ; loi du 28 août 1816 ; loi du 21 avril 1832 ; loi du 8 mai 1850 ; loi du 23 août 1871, et enfin la loi de 25 février 1901 coïncide avec l'entrée des socialistes dans le gouvernement de la France. A chaque nouveau régime, l'impôt successoral fut sollicité de produire davantage, pour faire face aux besoins nouveaux.

formations successives a été de lui faire revêtir des formes et atteindre une quotité telles que la question se pose aujourd'hui de savoir s'il s'agit encore d'un impôt ou d'une véritable expropriation.

Sous l'ancien régime, les seigneurs féodaux percevaient, au décès de leurs vassaux, un droit de *relief* ou de *rachat*, pour la transmission des fiefs concédés. On ne saurait y voir un véritable impôt successoral, à cause du caractère privé et variable du droit de relief. Il en est autrement du *droit de centième denier*, institué par les édits de 1703 et de 1706, qui était général et obligatoire. Il était perçu par le fisc royal sur toutes les mutations immobilières, à l'exception des successions en ligne directe. Ce droit du centième denier, fixé d'abord à 1 o/o, d'où son nom, fut bientôt augmenté de deux décimes et pouvait être évalué à une taxe de 6 à 7 o/o, vers 1789.

La Révolution abolit le centième denier, qui était assez lourd pour l'époque et qui était impopulaire. Mais elle dut bientôt le remplacer par un impôt nouveau, dès la fin de l'année 1790.

Enfin, la loi du 22 frimaire an VII remplaça cette législation transitoire et fixa définitivement le caractère et les règles des impôts successoraux en France. Sans doute, de nombreuses lois postérieures vinrent modifier le tarif de la loi de frimaire ; mais les principes qui dirigeaient la matière ont été maintenus intacts jusqu'à la loi du 25 février 1901.

L'impôt successoral de l'an VII ne se justifiait plus, comme sous l'ancien régime, par le droit réel du Roi sur les terres du royaume, mais comme une simple charge imposée par l'État aux citoyens pour subventionner des services d'intérêt général. En la circonstance, l'État ne faisait que saisir la richesse publique dans l'une de ses

manifestations les plus certaines : la mutation par décès. Il avait pour cela l'excellent prétexte des services rendus à l'héritier, en lui assurant la transmission *intégrale* des biens et selon la volonté certaine ou présumée du défunt.

La loi de frimaire an VII établissait un tarif unique de 5 o/o sur les mutations immobilières. Les mutations mobilières, qui avaient joui jusque-là d'une complète immunité, étaient grevées d'une taxe de 1 fr. 25 o/o. Les transmissions en ligne directe étaient exonérées de tout impôt sous l'ancien régime. Elles furent seulement soumises à une taxe de faveur de 1 o/o sur les immeubles et de 0 fr. 25 o/o sur les meubles. Le montant des sommes à verser entre les mains de l'Enregistrement était calculé *proportionnellement* à l'importance des biens. Le produit de l'impôt était calculé sur *l'actif brut* de la succession. On ne déduisait pas les dettes, parce que l'on estimait que le service rendu par l'État à l'héritier était le même, que les biens fussent grevés ou non. A l'objection que le fisc percevait un droit sur une valeur en partie fictive on répondait : La non déduction des dettes est compensée par la faible imposition des meubles. La meilleure raison est d'ordre historique, car les temps n'étaient pas éloignés où les termes meubles et dettes avaient des rapports aujourd'hui oubliés et où l'on pensait que « les meubles sont le siège des dettes ».

L'impôt successoral du 22 frimaire an VII comportait donc un taux très raisonnable. On ne voulait pas que l'héritier « sacrifiât plus d'une année de ses revenus ou fût réduit à emprunter à gros intérêts les sommes nécessaires à l'acquitter ». Les législateurs de l'an VII appliquaient déjà, sans le dire, cette vérité, que nous avons retrouvée sous la plume d'un de nos derniers ministres des finances : « Il est des limites à la productivité des

contributions... il est un point à partir duquel l'impôt se dévore lui-même (1). »

Étrange contradiction ! c'est sous le règne et avec l'appui de l'auteur de ces lignes que fut votée la loi du 25 février 1901. Nous verrons les taux exorbitants du nouvel impôt successoral et nous nous demanderons, avec M. J. Caillaux, si la France ne compromet pas sérieusement ses recettes futures en attaquant aujourd'hui le capital même des héritages privés.

Examinons, pour l'instant, les principales innovations réalisées en matière d'impôt successoral par la législation nouvelle.

Tout d'abord, son tarif substitue aux droits proportionnels des *droits gradués*, variant selon l'importance des parts successorales. Cette première réforme est textuellement celle proposée en 1894 par M. Poincaré. Ce principe de la progression de l'impôt successoral fut vivement combattu, notamment au Sénat. On invoqua les principes de 1789 : l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt et l'impôt voté par ceux qui le paient. On rappela le mot prononcé par Gambetta en 1876 : « Le principe de la proportionnalité, c'est un des fondements de notre société française. » M. Léon Say n'avait-il pas dit également en 1895 : « L'impôt proportionnel est l'instrument qui assure le mieux une répartition équitable de l'impôt. L'impôt progressif est, au contraire, le moyen le plus efficace pour modifier la distribution de la richesse entre les citoyens. » Le principe de la proportionnalité de l'impôt semble *à priori* le plus juste, le seul équitable

(1) J. Caillaux, *Les impôts en France*, t. I, préface, p. 1, Paris, 1904.

« Il est basé sur cette considération que l'État rend des services égaux à tous les contribuables en proportion de leur fortune, d'où il résulte que l'impôt, dans sa généralité, doit être calculé comme une sorte de prime d'assurance et être proportionnel à l'ensemble des biens des citoyens (1). »

« ... A cette conception on en oppose une autre, entièrement différente. On soutient que ce n'est pas l'égalité dans les sacrifices faits par l'État vis-à-vis de chaque contribuable, qu'il faut envisager, mais l'égalité dans les sacrifices que chaque contribuable doit faire vis-à-vis de l'État (2). » Rien de surprenant qu'avec des conceptions si différentes sur le caractère de l'impôt, les législateurs trouvent d'excellentes raisons théoriques, de part et d'autre, pour défendre leur système. Selon le rôle qui sera attribué à l'État, chacun aura successivement raison. L'État se borne-t-il à garantir la sécurité des propriétés privées? l'impôt proportionnel seul est équitable. L'État a-t-il une mission de justice sociale dans la répartition des fortunes? l'impôt progressif sera un excellent instrument. Après avoir conclu que cette seconde conception de l'État répond mieux à l'idée que nous nous faisons aujourd'hui de son rôle, M. Caillaux ajoute : « Les partisans de l'impôt proportionnel triomphent cependant sur le terrain des objections pratiques (3). »

Quelle progression choisir! Où s'arrêter? « La progression, dépourvue de règle et de limite, aboutit à la spoliation (4). » Qui garantira désormais, le principe de

(1) Discours de M. Caillaux, ministre des finances. (Chambre des députés. 1^{re} séance du 22 février 1901.)

(2) *Ibid.*

(3) J. Caillaux, *Les impôts en France*, t. I, préface, p. xi.

(4) *Ibid.*

la progression une fois posé, qu'on n'en abusera pas ? « On présente aujourd'hui, dit M. de Lamarzelle, une progression modérée ; que sera celle de demain ? Sans doute, le législateur peut augmenter l'impôt proportionnel ; mais, s'il le fait, c'est toute la masse des contribuables qui souffre et dès lors peut se défendre. Au contraire, l'augmentation de l'impôt progressif ne frappe qu'une minorité, pour laquelle toute résistance sérieuse est impossible (1). Les craintes ainsi exprimées par M. de Lamarzelle n'étaient pas chimériques. On le vit bien lorsque M. Klotz proposa de continuer la progression jusqu'aux fortunes de cent millions. Le projet du gouvernement arrêta en effet la progression à la somme de un million. M. Anthime Ménard fit alors cette remarque : « ... Entre les deux systèmes de la proportionnalité et de la progressivité, le projet de loi se détermine pour la progressivité ; doit-il le faire pour partie seulement ? doit-il poser en principe que la loi est une loi de progressivité pour les moindres fortunes et demeure une loi de proportionnalité pour les plus grosses (2) ? ... » C'est pour réparer cet oubli que M. Klotz proposait des taxes progressives variant de 20 à 60 o/o pour les fortunes de 2 à 100 millions. On vit alors M. Rouvier s'écrier : « Un impôt de 64 o/o s'appelle une confiscation ! » Et le futur chef du gouvernement s'expliqua en ces termes : « ... Quand par un tarif exagéré, usuraire, exorbitant, vous aurez porté atteinte au principe même de la propriété, vous n'aurez pas seulement affaibli une des bases sur lesquelles repose, comme sur un de ses plus solides fondements, la République française...

(1) Sénat, 16 janvier 1901 (*Journal Officiel*, p. 16).

(2) Exposé de l'amendement de M. Anthime Ménard (Chambre des députés, séance du 16 novembre 1900).

Vous aurez encore préparé l'exode des valeurs mobilières et par là même affaibli le crédit public. » On reconnaît bien là le grand financier; mais l'homme d'état n'apparaît pas encore. Comment peut-il être surpris de voir réclamer au nom de la logique toutes les conséquences du principe posé? Le principe de la progression justifie donc les craintes de tous les hommes d'ordre, puisqu'il aboutit si vite à la spoliation.

Nous avons insisté sur la limite de la progression poussée jusqu'à ses dernières conséquences, parce qu'elle avait présenté dans les discussions législatives d'intéressantes réflexions. On pourrait de même démontrer que la graduation de la progression est absolument arbitraire; qu'elle est d'autant plus injuste qu'avec le système législatif moderne la progression ne sera pas votée par ceux qui la paieront... Mais on a fait remarquer que « l'impôt proposé n'est pas le véritable impôt progressif, puisqu'il y a un petit nombre de tranches représentant un échelon de la graduation et que, dans chaque tranche, l'impôt demeure proportionnel (1) ». On reconnaît bien ici la distinction du jurisconsulte destinée à faire admettre un principe qui « n'a rien de si effrayant ». M. Caillaux aborda de front la question et tenta de justifier le principe. Se couvrant de l'autorité de M. Léon Say, il déclara « ... que les impôts progressifs de telles taxes ne participent en rien du caractère doctrinal de l'impôt progressif général, qu'ils apparaissent comme un moyen de rétablir l'égalité des charges faussée par l'existence des contributions indirectes (2). » « Les impôts indirects,

(1) Discours de M. Waldeck-Rousseau au Sénat (séance du 17 janvier 1901).

(2) Discours de M. Caillaux, ministre des finances, à la Chambre des députés (première séance du 22 février 1901).

atteignant le plus souvent des objets d'une utilité générale, grèvent plus lourdement les classes peu aisées que les classes fortunées (1). » La proportionnalité étant détruite, il faut la rétablir. « On n'y peut parvenir qu'en créant, en regard des impôts indirects, des taxes progressives sur les capitaux ou sur les revenus, auxquelles échoit la singulière fortune, non de faire disparaître la proportionnalité dans l'impôt, mais bien de la rétablir (2). » L'argument est singulier. C'est pour rétablir la proportionnalité dans l'impôt qu'on crée un impôt progressif nouveau. Mais alors, si c'est le principe de la proportionnalité qui est le meilleur, comme l'a déclaré formellement M. Caillaux, c'est aux impôts indirects ; « impôts progressifs à rebours », qu'il faut s'attaquer. Si ces derniers sont injustes, il faut les transformer ou les détruire, mais non pas organiser une nouvelle taxe injuste, sous le prétexte qu'elle sera un contrepoids.

Le principe de la progression n'en fut pas moins admis par le législateur ; mais avec cette atténuante que la progression proposée fut modérée et présentée sous le nom de droits *gradués*. De fait, la progression ne variait que de 1 25 à 2 50 o/o entre héritiers en ligne directe, pour les fortunes depuis 2.000 francs à 1 million. La progression s'arrêtait là en 1901. Elle fut poursuivie pour les fortunes de 1 à 50 millions par la loi du 30 mars 1902. Aujourd'hui, la progression, en ligne directe, varie de 1 à 5 o/o. Cette graduation est déjà sérieuse ; mais, là où le tarif nouveau atteint toute sa perfection, c'est lorsqu'il s'agit de parents quelque peu éloignés. Déjà, entre frères et sœurs, les droits sont de 8 50 à 14 o/o. Entre parents aux cinquième et

(1) *Les impôts en France*, préface de J. Caillaux, p. xii, Paris, 1904

(2) *Ibid.*

sixième degrés, ils atteignent de 14 à 19 o/o. Le maximum sera de 15 à 20,50 o/o entre parents au sixième degré et au delà. Ainsi, jusque dans les lois fiscales on retrouve cette tendance à exproprier les parents quelque peu éloignés. Car, la moyenne des deux derniers échelons de la graduation est supérieure à 17 o/o; ce qui représente près de cinq années des revenus ou un sixième du capital (1).

Depuis ces lois des 25 février 1901 et 30 mars 1902, établissant le principe de la progression et l'appliquant d'une manière relativement modérée, d'autres projets ont déjà été présentés au Parlement. Les uns émanent de socialistes-révolutionnaires qui ont tenu à se signaler. Leur étude sortirait évidemment du cadre de ce travail exclusivement juridique, étranger, par conséquent, aux simples manifestations politiques. Qu'il suffise d'indiquer ici qu'ils préconisent jusqu'à la suppression pure et simple de l'hérédité (2). D'autres semblent plus sérieux et plus juridiques. Nous nous bornerons à donner les conclusions du plus complet et du plus récent d'entre eux : le projet de M. A. Colin (3).

Sa principale tendance est d'accélérer la progression de 1901. Ainsi, en ligne directe, les droits perçus sur les héritages depuis 300 francs à un million progresseraient de 1 fr. 25 o/o à 4 fr. 50 o/o, tandis, que dans les mêmes conditions, la progression de 1901 était de 1 fr. 25 o/o à 2 fr. 50 o/o. De l'avis même de son auteur, « ce remaniement des droits perçus pour la ligne directe a pour consé-

(1) Consulter ci-contre le tableau de l'évolution des droits successoraux.

(2) Le chef de cette école est M. Jules Guesde.

(3) Chambre des députés, séance du 13 février 1905. (*Journal officiel*, annexe, n° 2.277, Documents parlementaires.)

*Tableau de l'évolution des droits successoraux perçus
par l'enregistrement au cours du XIX^e siècle*

	TARIF progressif gradué meubles et immeubles	LIGNE DIRECTE	ENTRE époux	ENTRE frères et sœurs	ENTRE oncles ou tantes et neveux ou nièces	ENTRE grands-oncles ou grand'tantes et pet-neveux ou pet-nièces et entre cousins-germains	ENTRE parents aux 5 ^e et 6 ^e degrés	ENTRE parents au-delà du 6 ^e degré et personnes non parentes
		p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100
Loi du 25 février 1901	francs	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100
	de 1 à 2.000	1 »	3 75	8 50	10 »	12 »	14 »	15 »
	de 2.001 à 10.000	1 25	4 »	9 »	10 50	12 50	14 50	15 50
	de 10.001 à 50.000	1 50	4 50	9 50	11 »	13 »	15 »	16 »
	de 50.001 à 100.000	1 75	5 »	10 »	11 50	13 50	15 50	16 50
	de 100.001 à 250.000	2 »	5 50	10 50	12 »	14 »	16 »	17 »
	de 250.001 à 500.000	2 50	6 »	11 »	12 50	14 50	16 50	17 50
Loi du 30 mars 1902	de 500.001 à 1 million	2 50	6 50	11 50	13 »	15 »	17 »	18 »
	de 1 million à 2 millions	3 »	7 »	12 »	13 50	15 50	17 50	18 50
	de 2 millions à 5 millions	3 50	7 50	12 50	14 »	16 »	18 »	19 »
	de 5 millions à 10 millions	4 »	8 »	13 »	14 50	16 50	18 50	19 50
	de 10 millions à 50 millions	4 50	8 50	13 50	15 »	17 »	19 »	20 »
	de 50 millions et au-dessus	5 »	9 »	14 »	15 50	17 50	19 50	20 50
Loi du 22 fri- maire an VII	TARIF proportionnel	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100
	immeubles	1 »	2 50	5 »	5 »	5 »	5 »	5 »
	meubles	» 25	» 625	1 25	1 25	1 25	1 25	1 25

quence d'augmenter des quatre cinquièmes au moins le montant de ces droits ».

La progression adoptée par M. Colin est même tellement forte qu'elle aboutirait à une réelle confiscation si elle était poursuivie par son auteur pour les héritages supérieurs à 1 million. Mais, afin de mieux dissimuler ses conséquences, la progression s'arrête subitement au million. Les raisons données sont les suivantes : « C'est d'abord que ces parts, dépassant 1 million, sont fort peu nombreuses (354 seulement en 1903), c'est par suite une progression dépourvue de portée pratique vraiment sérieuse. D'autre part, maintenir indéfiniment la progression, ce serait arriver à des taux dont l'élévation inciterait par trop à la dissimulation, d'autant plus facile, d'ailleurs, qu'il s'agirait de fortunes plus grosses (1). »

Les craintes formulées par M. de Lamarzelle et par M. Rouvier n'étaient donc pas exagérées. Sans doute, M. Colin ne se fait pas illusion sur le peu de chances de succès de son projet; mais il révèle de la part de nos législateurs actuels, même les plus compétents, une forte tendance à se servir de l'impôt successoral pour réaliser toutes sortes de réformes sociales.

Une seconde innovation importante fut l'adoption du principe de la *déduction des dettes*.

« Dans l'ancien droit, le principe de la non distraction des dettes avait prévalu; mais il y était apporté une atténuation importante, les successions mobilières étaient exemptes de l'impôt des mutations par décès (2). » Le jour

(1) Chambre des députés, séance du 13 février 1905. (*Journal officiel*, annexe, n° 2.247, Documents parlementaires.)

(2) Discours de M. Cordelet au Sénat, séance du 22 janvier 1901. (*Journal officiel* du 23 janvier, p. 75).

où la mutation des meubles fut imposée au même taux que celle des immeubles (loi du 18 mai 1850, article 10) la non déduction des dettes ne se justifiait plus. C'est pourquoi M. Paul Leroy-Beaulieu a pu dire dans son *Traité de la science des finances* : « Rien n'égale comme excès de pouvoir et comme outrage à la justice l'usage suivi par le fisc en France de taxer les successions sans en déduire les dettes. Il est impossible de voir un plus monstrueux abus de la force publique. » L'administration de l'Enregistrement avait beau objecter que les services rendus par l'État, assurant la transmission des héritages, étaient les mêmes qu'ils fussent grevés ou non de dettes, ce raisonnement n'était plus exact. Il l'avait été sous l'empire de la loi de frimaire an VII, assujettissant tous les héritiers à un même droit de mutation quel que fut leur degré de parenté avec le *de cujus*. Il avait perdu toute sa valeur depuis les lois des 28 avril 1816 (article 53) et 21 avril 1832 (article 33) qui ont gradué l'impôt d'après le degré de parenté avec le défunt.

Une réforme était devenue nécessaire. L'opinion l'avait réclamée depuis longtemps ; les législateurs l'avaient successivement tentée en 1819, en 1849, en 1864 et, depuis 1870, par de multiples projets de loi ; la jurisprudence même s'était montrée favorable dans plusieurs cas.

Dans son rapport au Sénat, M. Monestier avait fait remarquer que pareille réforme était déjà réalisée : en Italie depuis 1874 ; en Alsace-Lorraine depuis 1889 ; en Angleterre depuis 1894 et en Belgique. La France ne pouvait se laisser distancer plus longtemps.

Sans entrer dans l'examen des conditions requises pour que la déduction des dettes soit admise ou de la procédure à suivre pour les produire, notons seulement que cette innovation « réalise la réforme la plus considérable

qui ait été introduite, depuis le commencement du siècle, dans la législation de l'Enregistrement (1) ». Cette réforme, de pure égalité pourtant, contribua à justifier le tarif si élevé adopté dans les lois nouvelles. Il fallait retrouver ailleurs l'équivalent des dégrèvements résultant de la déduction du passif et de la taxe nouvelle sur les nues-propriétés et les usufruits.

Cette dernière réforme, bien que de moindre importance, était devenue urgente, surtout depuis l'application de la loi du 21 mars 1891.

M. Mesureur avait ainsi résumé l'état de l'ancien droit fiscal en la matière :

« Lorsque le démembrement de la propriété s'opère par succession, l'impôt est perçu tout à la fois, d'après la législation en vigueur, sur la valeur de la nue propriété, évaluée comme pleine propriété, *et* sur celle de l'usufruit, estimée à la moitié de la propriété entière. Le droit est ainsi liquidé sur une fois et demie la valeur de la propriété, qui cependant est seule transmise (2). »

« Il n'en sera plus ainsi : Désormais, la nue propriété et l'usufruit ne supporteront plus l'impôt de mutation que sur leur valeur respective au moment de la transmission. Cette valeur sera représentée par une fraction de la valeur de la pleine propriété, de telle sorte que, même en cas de transmission simultanée, les droits ne seront jamais perçus sur un capital supérieur à celui de la pleine propriété des biens transmis (3). »

(1) Poincaré dans l'*Exposé des motifs du projet de 1894*. (Chambre, séance du 24 juillet 1894, annexe, n° 885).

(2) Rapport de M. Mesureur à la Chambre des Députés. (*Journal officiel* du 10 novembre 1900, p. 1746).

(3) Instruction du directeur général de l'Enregistrement (n° 3049, du 26 février 1901, II, p. 8).

L'héritage d'une nue propriété oblige souvent le sucessionnaire à recourir à l'aliénation ou à l'emprunt. Du moins ne sera-t-il maintenant réduit à cette extrémité qu'en proportion de ce qu'il aura recueilli.

Limitant à ces trois innovations l'étude des lois de 1901 et 1902, nous en tirerons cette conclusion : Le législateur moderne ne se préoccupe plus, comme celui de l'an VII, de l'intérêt de l'héritier. Peu lui importe s'il sacrifie plus d'une année de ses revenus ou s'il est réduit à emprunter ou à aliéner le patrimoine héréditaire pour s'acquitter des impôts successoraux. Nous verrons, dans la troisième partie de cette étude, si le législateur moderne n'a pas atteint ou même dépassé les limites à la productivité des contributions en entamant le capital même des héritages.

CHAPITRE V

Le bien de famille

Vers la fin de janvier 1905, M. Ruau, ministre de l'Agriculture, déposait un projet de loi sur la constitution et la conservation du bien de famille insaisissable.

« Dans l'intérêt de l'agriculture et dans l'intérêt de la famille, y lisait-on, il importe de modifier les règles des partages successoraux, sans quoi le chef de famille, sachant qu'à sa mort son œuvre sera détruite, ne sera pas invité à acheter une propriété qui est destinée à disparaître après lui. » On croirait relire ce qu'écrivait quarante ans auparavant M. Le Play dans *La réforme sociale en France* (1).

Le projet de M. Ruau n'est que la conclusion de toute une campagne, inaugurée par M. Le Play, reprise vers 1884 par l'*Association catholique* et sur le point d'être couronnée de succès après la récente propagande de la *Ligue du coin de terre et du foyer*, fondée en 1896 par M. l'abbé Lemire.

Le terme « conclusion » est peut-être excessif, car le projet Ruau ne contient qu'une partie des réformes préconisées par les défenseurs du bien de famille.

(1) Le Play, *La réforme sociale en France*, 1864 : Consulter le livre II, § 7, p. 282, de la huitième édition sur les inconvénients du partage forcé et l'oppression des foyers.

« Le bien de famille a trois ennemis : La saisie qui le fait vendre après un crédit malencontreux, le fisc qui le diminue en l'accablant d'impôts, la mort qui le désagrège par le partage forcé en nature.

« A ces trois maux répondent trois remèdes : l'insaisissabilité, l'exemption d'impôts, la réforme de notre droit successoral (1). »

Le ministre de l'agriculture, tout en reconnaissant les trois maux, ne s'attache guère qu'au premier de ces remèdes : l'insaisissabilité. Son projet de réforme, tout en n'étant pas complet, intéresse cependant beaucoup le régime successoral.

Le législateur de 1804 était principalement préoccupé d'établir l'égalité absolue entre les héritiers et d'empêcher le retour des anciens privilèges résultant de la primogéniture et de la masculinité. Afin de réaliser cette égalité, il prescrivit un certain nombre de mesures destinées à la garantir.

C'est d'abord le droit pour chaque héritier de demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession (2). En conséquence, « il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles et d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur (3). » Ce désir serait non seulement l'équivalence des parts héréditaires, mais leur uniformité.

Reconnaissant toutefois l'impossibilité de réaliser cette uniformité, il ajoute : « Dans la formation et la composition des lots, on doit éviter, autant que possible, de

(1) Joseph Bigenwald, *M. l'abbé Lemire et le projet Ruau. (L'Association catholique, n° du 15 avril 1905, p. 305).*

(2) Article 826 du Code civil.

(3) Article 832 du Code civil, *in fine*.

morceler les héritages et de diviser les exploitations (1). » La jurisprudence n'a malheureusement pas assez profité de cette liberté ; elle a appliqué dans toute sa rigueur le principe du partage des biens en nature.

« L'article 832 agit ainsi comme un diviseur continu sur la propriété. Préoccupés, en effet, d'établir l'égalité la plus absolue entre les héritiers, les tribunaux et les notaires divisent l'héritage en lots égaux, non seulement en valeur, mais aussi en nature. La disposition exceptionnelle de l'article 832 est devenue la règle générale dans les partages. »

Le but poursuivi par le premier Consul est bien atteint : réduire les grandes fortunes foncières en divisant les héritages. Son principal désir n'était pas de répartir le sol de France entre des millions de travailleurs. Il ne croyait guère, comme les révolutionnaires, que la grande propriété avait appauvri le pays, car il tenta de la reconstituer partiellement en instituant des majorats. Son dessein était plus politique qu'économique : diviser les champions de l'ancien régime afin de les mieux dominer.

En morcelant les grosses fortunes, on pulvérisa les petites. Les fortunes moyennes sont déjà fort atteintes par ce fait que la plupart des entreprises privées sont vouées à disparaître à chaque génération. Qu'il s'agisse d'une industrie, d'un commerce ou d'une exploitation agricole constituant la presque totalité de la fortune d'un chef de famille, le système du partage forcé en nature sera funeste aux uns comme aux autres. On devrait pouvoir les attribuer en totalité à l'un des héritiers, sauf à indemniser les autres. Cet héritier ne serait pas nécessai-

(1) Article 832 du Code civil, 1^{re} partie.

rement l'aîné des fils, ni même un garçon, mais le plus capable des enfants que, seul, le père peut discerner d'entre les autres.

La funeste influence du partage en nature s'est surtout fait sentir dans les plus petites fortunes. Là, en effet, il ne s'agit plus seulement d'une influence qui va s'affaiblissant à mesure que l'héritage diminue, ou d'une entreprise arrêtée au moment de son plein développement; il s'agit du foyer, c'est-à-dire de l'existence même de la famille.

Vers la fin du second Empire, M. Le Play avait déjà attiré l'attention publique en publiant une série de documents attestant la destruction des petites propriétés d'orphelins mineurs opérée par le partage forcé.

L'état de frais, publié en 1864, affligea beaucoup Napoléon III, qui invita M. de Morny à provoquer au sein du Corps législatif l'abolition du partage forcé. Cette tentative ayant échoué, l'Empereur songea, sans plus de succès, à conférer la liberté testamentaire à la petite propriété. La résistance des légistes avait été acharnée. Et pourtant les statistiques officielles confirmaient les enquêtes de Le Play. Le garde des sceaux reconnaissait que, en 1850 notamment, 1.980 ventes d'un capital inférieur à 500 francs avaient produit 558.092 francs. Or les frais occasionnés par ces ventes avaient été de 628.906 fr. Non seulement la valeur des biens avait été intégralement absorbée par les frais; mais il restait un déficit d'environ 12 0/0.

Revenant une troisième fois à la charge, Napoléon III résolut d'opérer une réforme, au moins partielle. L'enquête agricole de 1866 révélait que l'on désirait, principalement dans le Midi, l'abolition du partage en nature. Le

28 juin 1870, un projet de loi était déposé, sans avis préalable des Commissions, modifiant les articles 826 et 832 du Code civil. La chute de l'Empire empêcha la réforme d'aboutir.

La Société d'économie sociale, poursuivant l'œuvre de M. Le Play, son fondateur, ouvrit une vaste enquête sur le régime successoral. Les documents ainsi réunis ont servi et serviront longtemps encore de documentation à toutes les tentatives faites depuis pour l'amélioration du régime.

Le projet de 1870 fut repris bien des fois : par M. Lucien Brun, à l'Assemblée nationale ; par M. le comte de Mun, devant la Chambre des députés, en 1889. A aucun moment il n'eut l'honneur d'une discussion publique.

§ 1. *Législation française relative au bien de famille*

La première brèche faite au régime successoral en faveur des petites propriétés date du 30 novembre 1894. M. Siegfried désirait encourager la construction de maisons salubres à bon marché, destinées à être louées ou vendues aux ouvriers et employés d'une part et même à toutes personnes n'étant propriétaires d'aucune maison.

Mais il ne suffisait pas de faciliter l'acquisition de maisons à la classe ouvrière ; encore fallait-il lui permettre de conserver le produit de ses économies. Or M. Siegfried faisait remarquer dans son rapport qu'en 1892, « d'après les articles 815 à 842 du Code, l'obligation de vendre les biens immobiliers en justice est formelle, lorsque parmi les héritiers se trouvent des mineurs, des absents ou des interdits ; lorsque les cohéritiers majeurs et capables désirent sortir de l'indivision et ne s'entendent pas pour régler le partage à l'amiable ; enfin, lorsque les biens ne

sont pas commodément partageables en nature. » Il ajoutait : « Les frais qu'occasionne cette vente sont très coûteux et peuvent être estimés à :

« 15 o/o pour une vente de 2.000 à 5.000 francs ;

« 26 o/o pour une vente de 1.000 à 2.000 francs ;

« 50 o/o pour une vente de 500 à 1.000 francs ;

« 125 o/o pour une vente au-dessous de 500 francs.

« Ces ventes ont donc le double inconvénient de priver la famille de son foyer et de lui faire perdre une grande partie de la valeur héréditaire. »

Le remède proposé était d'ajourner le partage entre cohéritiers mineurs jusqu'à l'époque où tous auront atteint l'âge de la majorité et en permettant aux cohéritiers de reprendre la maison paternelle sur estimation amiable. Les cas de vente judiciaire seraient ainsi réduits autant que possible.

Cette solution se heurtait à deux principes juridiques. Le premier est celui de l'égalité entre les héritiers. Sans aucun doute, on ne pouvait songer ici à l'égalité absolue. En supposant même que la maison soit encore habitable après avoir été morcelée, cette opération du partage impose des formalités excessives, d'où d'énormes frais qui anéantissent parfois l'héritage. De la sorte, l'égalité parfaite, c'est, comme l'a joliment appelée M. Challamel, c'est l'égalité dans la ruine (1).

Le second principe est que : nul n'est tenu de rester dans l'indivision. Cette disposition est d'ordre public, sans doute, dans ce sens que l'indivision ne peut être illimitée.

Mais il est des circonstances où il a été reconnu utile de maintenir l'indivision pendant un temps court : cinq ans.

(1) Société d'économie sociale, séance du 13 janvier 1896. *Enquête sur les successions*, III^e série, fascicule 1^{er}, page 5.

Rien ne s'oppose donc qu'on attende pendant un temps plus long, mais toujours limité : par exemple la majorité de tous les enfants. Cette indivision forcée ne peut être qu'un état provisoire dont il ne faudra pas abuser.

La grande innovation de la loi du 30 novembre 1894, a consisté à modifier le régime successoral, en atténuant les conséquences de ces deux principes en faveur de la maison de famille.

L'article 8 de cette loi est ainsi conçu :

Lorsqu'une maison individuelle, construite dans les conditions édictées par la présente loi, figure dans une succession et que cette maison est occupée, au moment du décès de l'acquéreur ou du constructeur, par le défunt, son conjoint, ou l'un de ses enfants, il est dérogé aux dispositions du Code civil, ainsi qu'il est dit ci-après :

1^o Si le défunt laisse des descendants, l'indivision peut être maintenue, à la demande du conjoint ou de l'un de ses enfants, pendant cinq années à partir du décès.

Dans le cas où il se trouverait des mineurs parmi les descendants, l'*indivision pourra être continuée* pendant cinq années, à partir de la majorité de l'ainé des mineurs, sans que sa durée totale puisse, à moins d'un consentement unanime, excéder dix ans.

Si le défunt ne laisse pas de descendants, l'indivision pourra être maintenue pendant cinq ans à compter du décès, à la demande et en faveur de l'époux survivant, s'il en est co-propriétaire au moins pour moitié et s'il habite la maison au moment du décès.

Dans ces divers cas, le maintien de l'indivision est prononcé par le juge de paix, après avis du Conseil de famille.

2^o *Chacun des héritiers* et le conjoint survivant, s'il a un droit de co-propriété, a la faculté de reprendre la maison sur estimation. Lorsque plusieurs intéressés veulent user de cette faculté, la préférence est accordée d'abord à celui que le défunt a désigné, puis à l'époux, s'il est co-propriétaire pour moitié au moins. Toutes choses égales, la majorité des intéressés décide. A défaut de majorité, il est procédé par voie de tirage au sort.

Il résulte de cette loi que le propriétaire de la maison de famille sera d'abord : l'héritier désigné par le défunt. A défaut de désignation, ce qui sera fréquent, c'est l'époux survivant. Cette disposition complète fort heureusement, pour ce cas spécial, la loi de 1891. Le conjoint ayant toujours largement contribué à l'acquisition ou à la conservation de ce foyer, il est tout naturel qu'il en profite. A défaut d'attributaire ou de conjoint, la majorité ou, à défaut de majorité, le sort décidera quel sera l'héritier de la maison de famille.

On ne pouvait déroger aux principes du régime successoral pour une meilleure cause, celle « qui tend à procurer à la famille ouvrière la base, le support naturel dont elle a besoin : une maison (1) ». Cette réforme était principalement nécessaire aux ouvriers de l'industrie et des villes. Ce sont eux que visait surtout l'auteur de la loi. Mais il accepta volontiers une plus large application de cette disposition. Il importait donc peu, sous la loi de 1894, que la maison fût habitée par un ouvrier ou un paysan ; qu'elle fût située à la ville ou à la campagne ; pourvu qu'elle fût conforme aux conditions exigées par ailleurs. Il fallait notamment que la valeur locative de la maison ne fût pas supérieure à un chiffre fixé selon l'importance de la commune où elle est située et que ce fût la seule maison dépendant de la succession.

L'accueil fait à la loi de 1894 fut excellent. C'est pourquoi une seconde loi, en date du 31 mars 1896, étendit encore son champ d'application. Elle décida (car cette question était restée douteuse) que « l'article 8 de la loi

(1) Exposé des motifs de la proposition de loi, par M. Siegfried à la Chambre des Députés.

précédente, en décidant que les règles spéciales, relatives à l'indivision ou à l'attribution des maisons à bon marché, seront applicables à toutes les maisons répondant aux conditions déterminées par la loi de 1894, *même si elles ont été construites antérieurement à sa promulgation* (1) ».

Quelques mois plus tard, le 11 mars 1897, M. Siegfried déposa sur le bureau de la Chambre une seconde proposition de loi, de l'exposé des motifs duquel nous extrayons les considérations suivantes :

« L'application de la loi (de 1894) aux ouvriers agricoles et même aux paysans propriétaires semble aux auteurs de la proposition actuelle une conséquence peut-être inattendue, mais dans tous les cas extrêmement heureuse et féconde en résultats.

« Toutefois, pour que la loi du 30 novembre 1894 devienne ainsi une véritable loi constitutive de la petite propriété rurale, pour qu'elle rende l'ouvrier propriétaire et pour qu'elle fixe le paysan à la terre qu'il est quelquefois tenté d'abandonner, il convient de supprimer les restrictions contenues dans la loi et avec lesquelles il est impossible qu'elle puisse avoir la portée nouvelle que nous entrevoyons pour elle. »

Le but de cette proposition est nettement indiqué dans le premier article ainsi conçu : « En vue de faciliter l'acquisition et le maintien de la propriété rurale à l'ouvrier de la campagne et au paysan petit propriétaire, les dispositions de la loi du 30 novembre 1894, relative aux habitations à bon marché, seront applicables aux petits domaines... »

Les dispositions de l'ancienne loi devaient s'étendre,

(1) Circulaire du Ministre du Commerce adressée aux préfets, (13-17 avril 1896.)

d'après le projet, soit à une contenance de cinq hectares, soit à une valeur de cinq mille francs.

Cette proposition de loi fut l'objet d'un rapport de M. Brindeau, à la séance de la Chambre du 4 décembre 1897.

La Chambre enregistra le projet sans discussion. Il en fut différemment au Sénat, où le projet primitif a été profondément remanié. M. Fortier, sénateur, proposa deux amendements : l'un tendant à traiter avec la même faveur le petit domaine que le propriétaire n'exploite pas lui-même, mais dont il a confié l'exploitation à ses enfants ou à son conjoint. Cette large interprétation du passage de l'article 2 du projet : « La propriété... devra être occupée et exploitée par le propriétaire lui-même... » est excellente. Elle est en concordance avec la loi de 1894, qui veut : que la maison soit occupée par le défunt, son conjoint, ou l'un de ses enfants. Enfin, le but essentiel du projet est de resserrer les liens de la famille en lui assurant un foyer ; il est atteint, pourvu que le foyer soit occupé et exploité par ses membres, quels qu'ils soient. Le second amendement de M. Fortier exige que le domaine appartienne à un paysan ou à un ouvrier de la campagne. Cette interprétation restrictive serait de nature à mettre en état d'infériorité les ouvriers des villes, les petits fonctionnaires, etc..., qui n'en pourraient plus profiter. Elle ferait de la loi un privilège accordé aux paysans et refusé aux autres. Le principe de la loi étant excellent, son champ d'application ne saurait être trop vaste.

Le projet semblait sur le point d'aboutir, lorsque l'attention de la Chambre fut portée vers d'autres propositions plus neuves et plus originales.

Pendant que M. Siegfried tentait d'étendre le champ d'application de la loi du 30 novembre 1894, laquelle avait ouvert la voie, M. l'abbé Lemire, d'une part, et MM. Léveillé et Hubbard, de l'autre, s'efforçaient d'atteindre plus directement la constitution du bien de famille en France.

La carrière politique de M. l'abbé Lemire est intimement liée à toutes les tentatives faites au Parlement pour doter la famille française d'un coin de terre et d'un foyer. Dès 1893, figurait dans la profession de foi du candidat à la première circonscription d'Hazebrouck cette déclaration de principes : « Ce que je veux, c'est que, pour tout ouvrier, la maison de famille et le jardinet qu'il a acquis par son travail soient insaisissables, exempts d'impôts et de frais de succession. » Le candidat, devenu député, tint sa promesse et déposa, le 18 juillet 1896, une proposition de loi organisant complètement le bien de famille, réglant son acquisition, sa conservation et sa transmission héréditaire.

Presque en même temps, MM. Léveillé et Hubbard déposaient chacun un projet dans le même sens. Toutefois, ces derniers avaient une moindre portée, car ils se bornaient à réclamer l'insaisissabilité du domicile ou de la petite propriété. Le régime successoral, notamment, y était conservé intact. M. Léveillé avait principalement le désir d'implanter dans le sol de France l'institution américaine de l'*Homestead exemption*.

Ces trois propositions furent prises en considération. Mais la législature se termina sans que la discussion pût avoir lieu.

Le 23 juin 1898, de retour au Parlement, M. l'abbé Lemire présenta de nouveau son projet, couvert, cette fois, de signatures de députés de tous les partis. Il était

utile de réveiller l'attention de la Chambre. De son côté, M. Morillot reprit le projet Léveillé et M. Vacher en déposa un nouveau. Laissons M. l'abbé Lemire raconter lui-même leur histoire pendant cette législature : « Nos trois propositions furent renvoyées à la Commission de l'agriculture. La Commission s'acquitta de sa tâche scrupuleusement, mais j'y rencontrai bien des timidités. L'idée du bien de famille... n'avait pas encore assez mûri dans les esprits. Tant qu'il ne s'agit que de déclarer l'insaisissabilité du bien de famille, mes collègues me suivirent; mais lorsque la discussion toucha à l'exemption d'impôts directs et à la transmission sans partage forcé, ils reculèrent. Le terrain leur sembla trop vaste; ils craignaient de se heurter à des difficultés d'ordre juridique et à des objections d'ordre financier qui auraient empêché notre projet d'aboutir. Ils crurent devoir se borner à un petit projet de douze articles, garantissant l'insaisissabilité du bien de famille. Je fus nommé rapporteur... Pour faire le bien il faut se contenter de peu. Mieux valait marcher pas à pas que de risquer l'échouement intégral d'un programme complet. L'insaisissabilité, c'est déjà quelque chose d'essentiel, c'est la base sur laquelle il sera possible de bâtir plus tard l'édifice complet (1).

« Le rapport que je fus chargé de faire fut déposé, au nom de la Commission d'agriculture, sur le bureau de la Chambre le 6 juillet 1900. — Le travail avait été fait avec une minutieuse attention et un grand désir d'arrêter un texte qui pût être voté. Malheureusement, il ne vint point en discussion.

« Dans la législature de 1902, j'ai repris, en mon nom

(1) J. Bigenwald, *L'abbé Lemire et le projet Ruau*. (*L'Association catholique*, n° du 15 avril 1905, p. 302.)

personnel (le 10 juin), ce texte si bien étudié et tout préparé. De nouveau, j'ai trouvé pour le signer le même empressement, la même faveur sur tous les bancs de la Chambre. La présente Commission de l'agriculture était en train de l'étudier : elle avait chargé M. Klotz du rapport sommaire qui précède la rédaction définitive, quand son président, M. Dujardin-Beaumetz, m'annonça le dépôt d'un projet gouvernemental et me dit : « ... Nous le prendrons comme base de nos travaux ; nous y joindrons votre proposition et, forts cette fois de l'appui du Gouvernement, nous espérons aboutir (1) ! »

Il s'agissait, en l'espèce, du projet déposé par M. Mougeot, ministre de l'Agriculture, ayant pour but d'introduire en France l'institution du *Homestead*.

Un an plus tard, le projet Mougeot, étudié par le Conseil d'État, amélioré sur certains points, devient le projet Ruau.

Il est à craindre, aujourd'hui, que la législature de 1902, comme celles qui l'ont précédée ne puisse encore discuter et adopter un projet tant de fois réclamé et si utile. Elle a tant d'autres préoccupations électorales !

Malgré ces pronostics peu encourageants, il est encore intéressant de connaître l'économie générale des deux projets actuellement en présence : le projet Lemire et le projet Ruau. Ce sont leurs textes qui sont destinés à passer un jour en force de loi, puisqu'ils rallient déjà les suffrages d'une grande partie du Parlement.

Les deux projets partent du même principe que le bien de famille doit être insaisissable. Mais des différences

(1) Abbé Lemire, *Page d'histoire*. (Extrait de la revue *le Coin de terre et le foyer*, janvier 1904, p. 436 et s.)

existent sur l'étendue de cette insaisissabilité et sur la manière de la constituer ou de la conserver.

Seule la conservation du bien de famille nous intéresse directement par les dérogations qu'elles stipulent aux principes du régime successoral.

L'article 11 du projet Lemire dispose que, « à la mort du constituant, le bien de famille reste dans l'indivision jusqu'à la majorité des plus jeunes des enfants. » Cette disposition est la conséquence logique et l'application même du principe posé à l'article 9 que « l'insaisissabilité subsiste tant que l'immeuble reste aux mains du fondateur, de son conjoint survivant ou *de ses enfants mineurs*. » L'indivision est ici de droit, jusqu'à la majorité du plus jeune des enfants.

Il en est autrement dans le projet Ruau, qui laisse cette dérogation au principe du partage aux pouvoirs discrétionnaires du juge de paix. Le texte de l'article 20, § 2, du projet Ruau est ainsi conçu : « S'il existe des mineurs au moment du décès de l'époux propriétaire de tout ou partie du bien, *le juge de paix peut*, soit à la requête du conjoint survivant, du tuteur à défaut de ce conjoint ou d'un enfant majeur, soit à la demande du conseil de famille, ordonner la prolongation de l'indivision jusqu'à la majorité du plus jeune... » Cette disposition a l'avantage de reproduire les règles admises dans la loi du 30 novembre 1894 (article 8 précité). Il est à craindre pourtant une jurisprudence trop variable suivant les régions.

Le projet Ruau est, par ailleurs, plus complet que le dernier projet Lemire : il détermine un cas d'attribution du bien de famille en faveur du conjoint survivant. L'article 21, § 1^{er}, du projet Ruau dispose que « le survivant des époux, s'il est co-propriétaire du bien pour moitié au moins et, s'il habite la maison, a la faculté de réclamer, à

l'exclusion de tous héritiers, l'attribution du bien sur estimation. » Ce n'est là qu'une épave du projet primitif du Gouvernement, lequel reproduisait les principales dispositions de la loi sur les habitations à bon marché. L'attribution intégrale du bien de famille ne différerait de l'attribution de la maison de famille que dans un cas : le conjoint survivant primait l'héritier désigné par le défunt.

Mais l'attribution intégrale du bien de famille à l'un des héritiers, autre que le conjoint survivant, a paru au Conseil d'État absolument contraire aux principes égalitaires du Code civil. Voici en quels termes M. le conseiller Flourens l'a repoussée : « La désignation par le défunt serait, sous une autre étiquette, le partage d'ascendant. Que masquerait ici cette désignation ? La résurrection probable du privilège de la masculinité, sinon la réhabilitation du droit d'aînesse, le passe-droit en faveur du préféré... Cette réforme serait, non seulement contraire à l'équité et à l'esprit de nos lois, mais aussi à l'intérêt de la société. La vie n'est qu'un perpétuel devenir, l'idéal spécial n'est pas de figer la situation et de constituer de petits majorats démocratiques. » Voilà pourquoi le projet Ruau ne prévoit l'attribution intégrale du bien de famille qu'en faveur du conjoint survivant.

Le projet Lemire a complètement écarté cette question ; mais c'est pour des motifs tout autres. Ce n'est pas la terreur de voir une famille rurale ou ouvrière pourvue d'un petit majorat qui l'effraie ; bien au contraire ! Mais il faut se souvenir que le dernier projet Lemire n'est que la reproduction du projet modifié, restreint deux fois par la Commission d'agriculture. Il ne contient qu'une partie des réformes préconisées par le champion des défenseurs du coin de terre et du foyer. Seules, des considérations législatives l'ont amené à défendre un projet aussi mutilé,

aussi rapetissé. Malgré tant de précautions, de diplomaties et de temps, le paysan et l'ouvrier français n'ont pas encore leur bien de famille insaisissable, en attendant que ce bien, une fois constitué, puisse être conservé en toute sécurité par leurs héritiers.

Décidément, même sous le régime parlementaire, le peuple attend longtemps les réformes qu'il désire. Heureux encore celui qui a des représentants persévérants et patients!

Les législations étrangères, qui nous ont précédés sur ce terrain, sont cependant un guide qu'il serait facile de suivre. Examinons les institutions de l'*Homestead* américain et de l'*Anerbenrecht* allemand et jetons un rapide coup d'œil sur les législations du bien de famille en Belgique, en Russie, en Angleterre, en Italie et en Suisse.

§ II. Le “ *Homestead* ” américain

« Le *Homestead* est la résidence de la famille, possédée, occupée, consacrée, limitée, exempte de saisie et atteinte dans son aliénabilité, conformément aux prescriptions des statuts. »

Cette définition du *Homestead* est de M. Rufus Walpes, un des rares américains qui aient traité cette question, laquelle fut l'objet, en Europe, de tant de travaux.

La double idée qui s'en dégage est une exemption de saisie et une aliénabilité restreinte.

Ce privilège juridique s'applique à l'immeuble qui sert d'habitation à une *famille*. L'idée de foyer est essentielle. Mais, cette condition remplie, il importe peu que cette habitation soit située à la ville ou à la campagne, qu'elle soit somptueuse ou modeste, ou encore qu'elle soit occupée

à titre de propriétaire, de possesseur, d'usufruitier ou de locataire (1).

Cette conception du *Homestead*, qui fit fortune en Europe, n'est cependant pas celle qui assura aux provinces de l'Ouest des États-Unis une si grande et si rapide prospérité.

La grande loi fédérale du *Homestead*, qui date de 1862, avait pour but de donner à tout immigrant une concession de terre, qu'il devait habiter et défricher au moins partiellement. Cette institution qui fut la fortune des États-Unis de l'Ouest ne serait en Europe, en France notamment, d'aucune utilité. Il y manquerait les terres vierges, objet de la concession.

Le *Homestead* dont l'Europe s'est occupée et qu'elle songe à acclimater est une institution qui n'a eu, par delà l'Atlantique, qu'une notoriété secondaire et une influence très contestable. Il s'agit des lois du *Homestead exemption*, particulières à chaque État et dont les conditions spéciales varient selon les régions.

Sans entrer dans le détail de chacune de ces lois, il suffira d'indiquer ici que quatre conditions sont généralement requises pour que le bénéfice du *Homestead* puisse être invoqué :

- 1° Il faut avoir un droit sur l'immeuble occupé ;
- 2° Il faut avoir la qualité de « tête de famille » ;
- 3° Il faut une occupation effective à titre d'habitation ,
- 4° Certains États exigent une déclaration publique.

Quelles sont les conséquences juridiques du *Homestead* ?

A) Soustraire le bien de famille au gage des créanciers chirographaires, qui ne peuvent le saisir. Toutefois

(1) Paul Bureau, *Le Homestead*, p. 13. Paris, 1895.

l'insaisissabilité du *Homestead* est limitée : tantôt en valeur seulement, tantôt en valeur et en superficie, tantôt encore en superficie seulement. Dans ce dernier cas, la superficie varie selon que le *Homestead* est un bien rural ou un bien urbain.

B) Empêcher le mari de vendre le bien de famille sans le consentement de sa femme. Il ne peut davantage consentir, seul, une hypothèque sur cet immeuble.

Mais, si ce concours de la femme est *nécessaire* il est aussi *suffisant*. Aucune autre autorisation n'est requise, pas même celle de la justice.

Tant que la famille entière subsiste, l'immeuble devenu *Homestead* conserve ce privilège d'insaisissabilité. Mais que devient-il après la mort de la « tête de famille » ? L'une des conditions essentielles de sa constitution disparaissant, ses effets sont-ils supprimés ? Nullement. C'est même à cette occasion que le *Homestead* atteint pleinement son but, car il protège la famille au moment où elle en a le plus grand besoin. Les créanciers personnels du défunt ne pourront pas plus saisir le *Homestead* après sa mort que pendant sa vie, du moins tant que subsisteront un conjoint survivant ou des enfants mineurs.

Les droits du conjoint-survivant sur le *Homestead* sont difficiles à préciser, car ils varient suivant les divers États. Tantôt les statuts décident que la veuve héritera de la propriété du *Homestead* en l'absence d'enfants issus du mariage ; tantôt les statuts ne lui confèrent qu'un droit d'usufruit. La préoccupation générale du législateur américain est de lui conserver les avantages dont elle jouissait pendant le mariage.

Les enfants n'ont droit au *Homestead* que *tant qu'ils sont mineurs* et tant qu'ils sont *au foyer* familial. Dès qu'ils ont atteint leur majorité, ou si, devant l'âge légal

pendant lequel cet abri leur est assuré, ils ont réussi à se créer au dehors une situation indépendante, alors ils ne pourront plus prétendre au bénéfice du *Homestead*, car cette institution n'a pas pour but de procurer aux enfants une propriété immobilière d'une valeur déterminée, ou de servir de secours à une famille éprouvée, mais uniquement de conserver un abri, un foyer, un *home* à la veuve ou aux enfants mineurs.

A défaut de veuve et d'enfant mineur, lorsque le *Homestead* n'a plus de raison d'existence, il se partage également entre les enfants, sans distinction d'âge ni de sexe, sous la seule réserve des droits du conjoint survivant.

Que deviennent, au moment de cette liquidation, les droits des créanciers chirographaires restés impayés ? La grande majorité des États, en l'absence de toute disposition contraire, laissent l'*Homestead* aux mains des créanciers du défunt. Quelques autres, cependant, le remettent intégralement entre les mains des héritiers, au détriment des droits des créanciers.

Une pareille conséquence peut sembler étrange aux juristes français, habitués à considérer que tous les biens d'un débiteur sont le gage commun de ses créanciers. En Amérique, non seulement ce n'est pas là une institution isolée, exceptionnelle en faveur de l'habitation de la famille, mais elle se rattache à d'autres institutions sociales (1).

Le *Homestead* ne touche donc au régime successoral

(1) La grande préoccupation du Yankee, aux heures de prospérité, est de soustraire au gage de ses créanciers une partie de ses bénéfices en prévision des « jours durs ». Quatre procédés différents lui permettent d'atteindre ce résultat :

1° C'est d'abord l'assurance sur la vie, contractée au bénéfice de

qu'en reculant l'exercice de l'action en partage, lorsque le *de cujus* laisse des enfants mineurs, ou en accordant à ces derniers un droit d'usufruit jusqu'à leur majorité. Mais le moment du partage venu, il s'effectuera d'après les règles de droit commun. L'idée de réforme du régime successoral lui est complètement étrangère. C'est en Europe seulement que l'idée du *Homestead* a été jointe à celle de « transmission intégrale ». C'est là, peut-être, qu'il faut rechercher la cause principale du peu de succès rencontré en France par M. Léveillé.

§ III. L' « *Anerbenrecht* » allemand

L'étude de l'Allemagne avait appris aux économistes qu'au milieu des révolutions dont ce pays avait été le théâtre au cours du XIX^e siècle, seule une race de cultivateurs fortement attachés au sol avait pu supporter facilement ces épreuves. L'intérêt national exigeait donc qu'on prît exemple sur ces familles pour protéger l'ordre social existant et établir une digue inébranlable contre les révolutions futures.

sa femme, expressivement désignée dans la police. Ce procédé est le plus général ;

2^o C'est encore la raison des sociétés anonymes « limited » ;

3^o C'est encore le transport sur la tête de sa femme, aux heures de prospérité, de tout ou partie de sa fortune immobilière ;

4^o C'est, enfin, en profitant des lois du *Homestead exemption*.

On le voit, le *Homestead* avec son caractère d'insaisissabilité n'est pas une institution isolée ; ce n'est qu'un des moyens, et non le principal, qui permettent aux familles américaines de se procurer une stabilité incompatible avec le caractère, les habitudes et les mœurs du pays.

Cette remarque souligne la grande différence qui existe entre le droit français et le droit américain. Il sera de nature à influencer sur la conclusion que nous aurons à tirer de l'opportunité de l'institution du *Homestead* en France.

Le secret des coutumes observées par ces vieilles et fortes familles résidait principalement dans la conservation de leur patrimoine héréditaire. Aussi la question du bien de famille a-t-elle vivement préoccupé les législateurs allemands au cours de ce siècle.

Laissant de côté les origines des institutions actuelles (les *Erbgüter*) et celles d'entre elles qui n'ont pas d'intérêt pour nous — soit parce qu'elles ne sont appliquées que par une classe restreinte, spécialement la noblesse (le *Stammgüterrecht* et le *Fideicommiss*) — soit parce qu'elles sont restées sans résultat pratique (les *Fideicommiss paysans*) — nous limiterons cette étude à l'institution récente et pleine de promesse de l'*Anerbenrecht* (1).

L'*Anerbenrecht* consiste en une dévolution successorale spéciale instituée en faveur d'un bien de famille. Elle a pour but d'assurer aux familles la perpétuité d'un foyer et des ressources permanentes.

L'origine de cette institution se rattache aux plus anciennes coutumes germaniques. L'idée qui l'a inspirée était le désir de protéger et de multiplier les familles stables et prospères.

Il existe en Allemagne deux sortes principales d'*Anerbenrecht* :

1° L'*Anerbenrecht facultatif*, qui donne au propriétaire la faculté de profiter des *Hofvererben*, sans imposer aucune dévolution successorale spéciale ;

2° L'*Anerbenrecht légal*, en vertu duquel les immeubles sont soumis de plein droit à une dévolution spéciale, sauf volonté contraire de la part des propriétaires.

Nous les étudierons successivement.

(1) Pierre Verdelot, *Du bien de famille en Allemagne*. Paris, 1899.

1° L' " Anerbenrecht " facultatif

En général, toute exploitation agricole pourvue d'une maison d'habitation peut être inscrite dans les *Hoferollen*. Le bien comprend les terres, les bâtiments qui en dépendent et les meubles nécessaires à l'habitation et à l'exploitation. Aucun maximum d'étendue ou de valeur n'est fixé. Cette législation n'est donc pas spéciale, comme en France, aux petites propriétés, mais les plus riches familles peuvent en profiter.

Une démarche est nécessaire pour faire bénéficier une exploitation de l'*Anerbenrecht*. Une inscription est faite sur un registre spécial (*hoftroll*) tenu au greffe du Tribunal et ses effets subsistent tant qu'elle n'a pas été rayée.

Le bien ainsi inscrit (*Anerbengut*) figurera dans le patrimoine héréditaire; mais, à la différence des autres biens, il ne sera transmis qu'à un seul héritier. Quel sera ce dernier? Qui le désignera?

Ici, à défaut de règle uniforme, on peut dire seulement que le *de cuius* d'abord; à son défaut, la loi, ou encore les héritiers ou le sort désigneront l'héritier du bien : l'*Anerbe*. Ce choix, bien que large, est cependant limité par les lois ou les coutumes locales. Ainsi les parents d'un degré (système des parentèles) excluent ordinairement ceux du degré plus éloigné. De même, bien que les hommes soient, à égalité de degré, préférés aux femmes, ces dernières ne sont pas exclues de l'*Anerbenrecht*.

Le point le plus important et le plus difficile à déterminer est celui de savoir comment sera faite l'estimation du bien. Deux intérêts opposés, difficiles à concilier, se trouvent en présence. D'un côté, celui de l'*Anerbe*, lequel doit prendre l'exploitation à de bonnes conditions pour

l'exploiter convenablement. De l'autre, les cohéritiers ne veulent pas être lésés dans leurs intérêts et exigent une soulte raisonnable. Cette estimation se fait ordinairement, non pas d'après la valeur marchande de l'immeuble, mais selon le revenu net que l'héritier pourra en retirer. Le capital est alors obtenu en multipliant par 20 la somme ainsi établie. Le matériel d'exploitation est compté à part d'après sa valeur marchande.

L'*Anerbe* n'était tenu autrefois, comme héritier du *Hof*, qu'à certaines obligations de famille à l'égard de ses co-héritiers. Un tel avantage serait incompatible avec les idées modernes. Aujourd'hui, l'*Anerbenrecht* donne toujours lieu au paiement de soultes aux autres héritiers. Toutefois, la transmission intégrale du bien n'est possible qu'avec un avantage direct ou indirect fait à l'*Anerbe*. S'il devait régner, en l'espèce, une rigoureuse égalité, le but de l'institution ne serait pas souvent atteint, car la plupart du temps l'*Anerbe* succomberait sous le poids des soultes à payer. Un préciput, un avantage, direct ou indirect est nécessaire. Ordinairement, le préciput est du tiers de la valeur du bien. Les soultes à payer sont rachetées seulement sur la valeur des deux autres tiers. Enfin, de longs délais sont accordés à l'*Anerbe* pour effectuer ces paiements.

Cette institution de l'*Anerbenrecht facultatif* n'a guère donné de résultats que dans le Hanovre. Là même où elle fonctionne ses effets ont été entravés par les dispositions des intéressés, qui conservent sur le *Hof* des droits presque complets.

Devant cet échec, le gouvernement prussien s'est cru dans l'obligation de recourir au système de l'*Anerbenrecht légal* (*Intestatanerbenrecht*).

2° L' " *Anerbenrecht* " légal

D'après la loi de 1898, la constitution de l'*Anerbenrecht* ne dépendra plus seulement de la volonté du *de cuius*. Là où cette loi nouvelle sera appliquée toute propriété remplissant les conditions requises est de *de plein droit Anerbengut*. De plus, seules les autorités qui requièrent d'office l'inscription de l'*Anerbengut* peuvent leur enlever cette qualité, les rayer. Les intéressés reçoivent nécessairement avis de la radiation comme de l'inscription.

Cette loi de l'*Anerbenrecht ab intestat* n'est entrée en vigueur que dans certaines régions où elle répondait aux conceptions juridiques, aux coutumes et aux besoins économiques des habitants. Dans d'autres régions, au contraire, dans les régions industrielles notamment, et là où la coutume condamne la pratique de la loi de 1898, l'ancien *Anerbenrecht facultatif* continuera à fonctionner comme par le passé.

Une succession comprenant un *Anerbengut légal* vient-elle à s'ouvrir? Le bien revient, à moins de disposition contraire du *de cuius*, à un seul des héritiers : l'*Anerbe*, et cela *ipso jure*. Cette innovation de la loi de 1898 fut demandée par la Commission de la Chambre des Seigneurs. Toutefois, le principe de l'unité de succession n'y subit pas une exception, puisque l'*Anerbenrecht* figure dans la masse de succession. Renoncer à cette dernière, c'est renoncer également à celui-là. La réciproque, cependant, ne serait pas vraie.

Sont *Anerbenrechten* les descendants du *de cuius* (enfants légitimes, légitimés, adoptifs ou naturels), ses frères et sœurs et leurs descendants. Entre héritiers au même degré, c'est l'âge qui décide ordinairement. Cette

règle comporte des exceptions. Le principe de la représentation n'est pas admis en faveur des enfants de l'*Anerbe*. A défaut de ce dernier, c'est son frère qui le remplace. En aucun cas, enfin, les ascendants ne bénéficient de l'*Anerbenrecht*.

L'évaluation de l'*Anerbengut* se fait, comme d'après les lois antérieures, en capitalisant le revenu net moyen annuel que peut donner l'exploitation régulière du bien. Les bâtiments servant à l'habitation ou à l'exploitation ne sont pas estimés à part. Il en est autrement des bâtiments industriels, qui sont estimés séparément, d'après leur valeur locative. Sont encore soustraits à cette règle générale d'estimation les bâtiments et dépendances ayant plus de valeur que le reste de l'exploitation, les parcelles comprises dans un plan d'alignement, les parcelles ayant accidentellement une valeur supérieure au quadruple de leur valeur normale (mines, carrières...). Le total de l'estimation n'est fixé que déduction faite des charges permanentes ou passagères dont le bien peut être grevé.

Les avantages attachés à l'*Anerbenrecht* légal sont multiples. Tout d'abord, l'*Anerbe* a droit à un préciput d'un tiers sur la valeur du *Hof*. De plus, l'estimation du bien qui lui est attribué est modérée.

Les obligations auxquelles il est soumis consistent principalement dans le paiement des soultes aux cohéritiers. Ici, le paiement ne doit pas avoir lieu en capital, mais presque toujours à l'aide d'une rente, surtout si la valeur de la soulte est minime. La loi de 1898 diffère de la législation précédente en ce que le crédit-rentier ne peut pas demander le remboursement du capital de la rente et en ce que la rente, sauf convention contraire, est amortissable. L'État a mis son crédit à la disposition des cohéritiers pour leur permettre de réaliser leurs rentes, en

organisant des banques spéciales : les *Rentenbanken*. L'*Anerbe* devient alors débiteur de la Rentenbank au lieu de rester celui de ses cohéritiers.

L'institution de l'*Anerbenrecht* ainsi organisée, il était nécessaire de la garantir contre une mauvaise gestion de l'*Anerbe*. Ce dernier aurait pu réaliser un bénéfice facile en vendant l'*Anerbrugut* pour sa véritable valeur, au lendemain de son entrée en possession. C'est pourquoi, pendant un certain délai, le *Hof* ne pourra être vendu sans que les cohéritiers aient droit de préemption et sans qu'ils profitent du préciput accordé précédemment à l'*Anerbe*. Ainsi est acquise la certitude de voir l'*Anerbenrecht légal* profiter le plus longtemps possible à la famille.

La loi de 1898 présente encore une innovation utile à signaler en obligeant l'*Anerbe* à entretenir convenablement sur l'*Anerbrugut*, moyennant une collaboration proportionnée à leurs forces, les frères et sœurs mineurs. Aucune compensation pécuniaire ne peut le soustraire à cette obligation éminemment familiale.

§ IV. *Autres solutions* *de la question du « bien de famille »*

1° Belgique

Au cours de la session 1890-1891, M. Von der Bruggen avait déposé un projet de loi très complet sur la constitution du bien de famille, inspiré du *Homestead américain*. Repris en 1893 et 1899 après une double dissolution du Parlement belge, le projet remanié et limité est devenu la loi du 16 mai 1900, modifiant le régime successoral des petits héritages.

Les innovations qu'elle contient rappellent beaucoup celles de l'article 8 de la loi Siegfried du 3 novembre 1894.

Elle maintient d'abord l'indivision des petits *héritages*. A cet égard, elle est un champ d'application plus vaste que la loi française, laquelle ne s'occupe que de la maison et du jardinet qui l'entoure. Elle dépasse même les limites prévues dans le second projet Siegfried (1897), qui vise seulement les immeubles dont la valeur n'excède pas 6.000 francs. La loi belge s'applique aux petits héritages d'un revenu cadastral de 300 francs, ce qui correspond à une valeur de 12.000 francs.

L'indivision est maintenue au profit de l'époux survivant d'abord, puis de la personne désignée par le défunt. A leur défaut, la majorité des héritiers ou le sort décident en faveur de qui sera maintenue l'indivision. La loi belge donne ici la préférence au conjoint survivant sur la personne désignée par le *de cujus*. La raison est plutôt historique, car c'est au cours de la réforme législative préconisée par M. Von der Bruggen que le conjoint survivant a été doté, en Belgique, d'un droit d'usufruit. (Loi du 20 novembre 1896.) La présente loi de 1900 contient, en conséquence, une extension de la loi de 1896 en faveur du conjoint survivant.

La durée de l'indivision prévue dans la loi belge est moindre que celle organisée en 1896 en France. L'indivision n'est facultative, en Belgique, que pour le cas où, les biens étant grevés d'un droit d'usufruit au profit de l'époux survivant, il se trouve parmi les héritiers un ou plusieurs mineurs. La loi Siegfried prévoit que l'indivision peut être maintenue pendant cinq ans, même si tous les enfants sont majeurs, et encore s'il n'y a pas d'enfants, pourvu que l'époux survivant habite la maison et soit co-propriétaire pour moitié.

Une dernière innovation capitale de la loi belge concerne le droit de reprise (1). Chaque héritier en ligne directe et même le conjoint survivant peuvent reprendre sur estimation les immeubles de la succession, les meubles meublants le matériel agricole, les animaux attachés à la culture. C'est l'extension du principe posé par la loi de 1894 (article VIII, § 2).

Détail curieux, tandis que la loi Siegfried de 1894 fut votée sans opposition et avec l'appui de tous les partis politiques, la loi Von der Bruggen eut à subir de vives attaques de la part des socialistes belges et notamment de MM. Denis et Vandervelde. Ces derniers lui reprochaient par l'extension de la quotité disponible, de préparer le rétablissement des inégalités, des privilèges. Ils regrettaient, de plus, de voir raffermir le principe d'autorité dans les familles, lequel est opposé à l'idéal socialiste de la famille future fondé sur la coopération libre.

2° Russie

Depuis l'abolition du servage, en Russie, 19 février 1864, les paysans devenus possesseurs en vertu d'une répartition territoriale ont la faculté de transformer leur possession en propriété. Cette transformation est facilitée par le gouvernement, qui prête aux paysans la somme du rachat dont le versement intégral peut être échelonné sur 49 annuités.

Malheureusement, le paysan russe n'a pas compris toute la portée de l'avantage qui lui était fait. Il échangea trop facilement la concession territoriale qui lui assurait

(1) M. Georges Legrand, *Les réformes du régime successoral et la loi Von der Bruggen en Belgique*. Enquête de la Société d'économie sociale. III^e série, fascicule 3, p. 54 et suiv.

l'indépendance contre quelques pièces d'argent que lui offrirent des juifs, des commerçants enrichis, des spéculateurs. Les résultats étaient bien différents de ceux espérés par le gouvernement lorsqu'il diminua la taxe de rachat et établit le rachat obligatoire.

Cet état de choses a donné l'idée d'une institution imitée de l'*Homestead* américain. On a recherché les moyens de protéger la famille rurale et le fonds qui lui sert d'appui.

M. Pobedonotseff reconnaissait en 1890 la « nécessité de fixer la mesure normale du lot domiciliaire et champêtre de la famille rurale, puis de la rendre indivisible et, sous certaines conditions, insaisissable pour dettes (1) ».

Depuis cette époque, il a été édicté un certain nombre de mesures destinées à empêcher le paysan de vendre ou de louer sa terre à d'autres qu'à des paysans russes. Si le domaine arrive par héritage à d'autres qu'à des paysans russes, la vente doit être opérée au profit d'une personne remplissant les conditions requises. Enfin, le morcellement est interdit pour des lots inférieurs à trois décatines (3 hectares 27 ares), afin d'éviter le développement du prolétariat agricole (2).

3° Angleterre

L'Angleterre souffre, plus qu'aucun pays peut-être, de l'absence de petits et de moyens propriétaires ruraux. La propriété très étendue y est la règle. Cette concentration relativement récente de la grande propriété se trouve

(1) M. Pobedonotseff, *La Homestead en Russie*. Enquête de la Société d'économie sociale, II^e série, fascicule 4, p. 39 et s.

(2) M. Claudio Janet, dans le *Correspondant* du 25 mars 1892, p. 1178.

fortifiée par le régime successoral *ab intestat* régissant les biens immobiliers, lequel est entré dans les mœurs des grands propriétaires fonciers.

On a songé toutefois, à deux reprises, à créer à côté des grandes propriétés des petites, accessibles aux ouvriers et aux paysans.

En 1887, d'abord, la loi Jesse Collings avait voulu multiplier les *allotements*. On entend par là de petits morceaux de terre de 1 acre au plus (40 ares environ) où l'ouvrier, dans ses jours de chômage ou à ses heures de loisir, peut trouver plaisir et profit. Il s'agit plutôt là de propriétés analogues à nos jardins ouvriers français qu'à une propriété foncière proprement dite. Cette loi visait surtout les ouvriers agricoles.

La loi du 27 juin 1892, au contraire, a pour but de fixer au sol une classe intermédiaire de moyens et de petits propriétaires, *yeomen*.

Dans ce but, les Conseils de comté sont autorisés à acquérir des terrains, à les aménager et à les partager en lots de contenance variable de 1 acre à 50 acres (40 ares à 20 hectares) et d'une valeur locative imposable de 50 livres sterling (1.300 francs environ). Ces lots sont vendus à des personnes qui s'engagent à les cultiver elles-mêmes. Un délai maximum de 50 ans est fixé pour en permettre le paiement par annuités. Tant que la libération de l'acquéreur n'est pas complète, le Conseil de comté peut en prohiber le morcellement ou le changement de destination. Ainsi, à la mort de l'acquéreur, si le domaine devait être divisé, en exécution d'une disposition testamentaire, la vente du lot pourrait être ordonnée. Même, en supposant le petit domaine libéré de toutes conditions restrictives, le propriétaire-vendeur doit l'offrir au Conseil de comté qui a constitué le bien, ou au pro-

priétaire précédent, ou aux propriétaires limitrophes, lesquels sont des acquéreurs ayant droit de préemption. De la sorte, les petits domaines ainsi constitués sont garantis contre un changement de destination (1).

Cette innovation est trop récente pour qu'on puisse en apprécier les effets ; les renseignements qui la concernent sont d'ailleurs très incomplets.

4^e Italie

Il en est de même de la loi du 14 avril 1892 qui a eu pour but de protéger les petites propriétés *italiennes* contre les rigueurs du fisc. Les impôts, en Italie, pèsent très lourdement sur les biens immobiliers. Il en résultait qu'en 1889, 93 o/o des ventes judiciaires pour non-paiement d'impôts affectaient des fonds ruraux et urbains. Les fonds ruraux y entraient dans la proportion des deux tiers.

Ces ventes ne trouvaient guère d'adjudicataires ; dans les 4/5 des cas, l'État restait acquéreur. Cela indique que les propriétés étaient si petites qu'elles ne pouvaient être un placement sérieux ou que les impôts dont elles étaient grevées étaient en disproportion avec les revenus.

Ces faits, rapprochés de la diminution du nombre des mariages et de l'affaiblissement de la natalité, tandis que l'émigration augmentait progressivement, ont attiré l'attention des pouvoirs publics. On comprit que les rigueurs du fisc décourageaient les petits propriétaires et les poussaient à quitter la campagne pour la ville, l'usine ou l'étranger.

(1) J. Cazajoux. *Une loi anglaise sur les petits domaines agricoles*. Enquête de la Société d'économie sociale, II^e série, fascicule 4, p. 141 et suiv.

La loi du 14 avril 1892 décide que, désormais, les immeubles expropriés ne seront plus vendus aux enchères publiques, mais cédés à la commune qui les administrera pour le compte des expropriés. Enfin, un long délai sera accordé aux petits propriétaires expropriés pour acquitter les impôts échus et rentrer en possession de leurs biens (1).

C'est un essai, bien timide sans doute, mais intéressant en faveur de la petite propriété rurale.

Il y a quelques années déjà, un député, M. Pandolfi, avait proposé un projet assez original sur le bien de famille insaisissable. Ce projet ne dérogeait aux lois existantes que sur des points peu importants. La principale innovation résidait dans le maintien de l'insaisissabilité.

Le père ou la mère constituant le bien de famille, la *maceria*, pouvait désigner comme propriétaire l'un de leurs enfants. Les cohéritiers ne pouvaient exiger leur part qu'en rentes.

A défaut de désignation du titulaire de la *maceria* par le père ou la mère, c'est le Conseil de famille ou, à défaut, les Tribunaux qui étaient appelés à faire ce choix.

L'héritier de la *maceria* en était à la fois propriétaire et administrateur. Toutefois l'administration pouvait être confiée à un curateur si l'enfant en était reconnu incapable ; elle était légalement attribuée de droit au père survivant lorsque l'enfant avait reçu la *maceria* de sa mère.

Les cohéritiers n'avaient droit à des rentes en argent que s'ils ne pouvaient vivre sur la *maceria*. Ces rentes

(1) Prof. Santangelo-Spoto-Ippolito. *La protection de la petite propriété en Italie*. Enquête de la Société d'économie sociale, II^e série, fascicule 4, p. 136 et suiv.

devaient représenter seulement les revenus de la part qu'ils auraient pu recueillir.

Les ascendants éloignés et dignes d'intérêt avaient droit à des aliments. Cette créance alimentaire était payée en nature ; elle pouvait même se traduire en une cohabitation sur la *maceria*.

Ce projet n'a jamais été adopté et il semble tombé dans l'oubli. Nous nous permettons de le regretter car il présentait un grand intérêt.

5° Suisse

L'avant projet du Code fédéral suisse (1900) se trouvait en présence de grandes difficultés lorsqu'il s'agit de déterminer la dévolution successorale. Le pays était divisé en deux régions bien distinctes.

La première, celle du centre et du nord, pays de pâturages, divisée en de grandes exploitations rurales, appliquait le système de transmission intégrale. Le régime de la division des héritages y aurait été souvent funeste. La seconde, la partie la plus montagneuse, s'inspirait surtout des règles du partage égal.

Le projet propose l'indivision sous plusieurs formes.

Ce pourra être un *partage d'ascendants* qui en règlera les conditions.

L'indivision pourra encore être *contractuelle*. Tant que les cohéritiers préfèrent rester dans l'indivision, aucun d'eux ne peut disposer de sa part de propriété. Le patrimoine indivis reste le gage des créanciers de l'indivision, mais les créanciers personnels des cohéritiers n'ont aucun droit sur les biens indivis. Pour dénoncer ce pacte d'indivision, il faut avertir ses cohéritiers six mois à l'avance.

Les biens indivis sont *gérés* par l'un des cohéritiers

sous le contrôle des autres. Chacun aura bien droit à une part nette sur les bénéfices de l'exploitation. Mais il n'en touchera qu'une partie afin de permettre au gérant de continuer l'exploitation.

L'indivision peut enfin être *judiciaire*. La règle du partage en nature doit-elle donner de mauvais résultats dans tel cas déterminé? Le juge peut alors empêcher la division et imposer à l'un des cohéritiers l'acceptation du bien entier. Ce bien est alors estimé, et le cohéritier possesseur devra des soultes aux autres. Toutefois, dans la crainte qu'il ne succombe sous le poids des soultes à payer, si ces dernières venaient à dépasser les deux tiers de la valeur de l'immeuble ainsi estimé, le cohéritier mis en possession par le juge peut demander l'indivision. Celle-ci suivra alors les règles de l'indivision contractuelle. Chacun des cohéritiers pourra, comme précédemment, sortir de l'indivision. Ici, les pouvoirs du juge sont excessivement étendus.

Cette nouvelle solution de la question du bien de famille reposant sur l'idée d'indivision nous a semblé utile à rapprocher des autres, parce qu'elle en diffère beaucoup.

TROISIÈME PARTIE

Principes nouveaux et tendances nouvelles
du régime successoral “ ab intestat ” en 1905

GÉNÉRALITÉS

De l'étude historique qui précède il résulte que des transformations nombreuses et importantes ont modifié le régime successoral français *ab intestat* au cours du XIX^e siècle. Il importe d'en dégager maintenant les principes nouveaux et les tendances nouvelles. La comparaison entre l'état du droit successoral en 1804 et celui en vigueur en 1905 sera l'expression de l'évolution qui s'est produite depuis cent ans et elle en donnera la mesure.

Fidèle au plan adopté dans la première partie de cette étude, lorsque furent examinés les principes fondamentaux qui avaient guidé le législateur de 1804, nous signalerons dans le même ordre les changements survenus ou en voie de formation. Nous les rattacherons donc, comme précédemment, soit à la nature du droit de succession, soit à son objet, soit enfin aux sujets qui sont appelés à en bénéficier.

Le fondement du droit de succession, les biens constituant le patrimoine héréditaire, enfin la dévolution de l'hérédité feront l'objet des trois chapitres suivants.

CHAPITRE PREMIER

Le fondement du droit de succession

Aujourd'hui, comme en 1804, le droit de succéder est regardé comme une *création de la loi*.

S'il n'y a rien de changé en ce qui concerne sa nature, on saisit mieux actuellement la portée pratique de cette question et on lui fait produire des effets nouveaux.

Après avoir reconnu l'existence de principes du droit antérieurs et supérieurs à la législation positive, les auteurs du Code civil se sont montrés illogiques avec eux-mêmes en déclarant que le droit de succéder est d'institution sociale. En subissant sur ce point l'influence des théories philosophiques du XVIII^e siècle, on peut les accuser de quelque faiblesse.

Mais, en abandonnant la théorie traditionnelle de l'origine naturelle du droit de succession, ils n'ont jamais eu l'intention de mettre en doute la question de *l'existence* même de ce droit.

Dire que le droit de succéder est *d'institution sociale*, c'est reconnaître à la Société, sur lui, un pouvoir absolu. C'est déclarer qu'elle peut le créer, le transformer ou le supprimer à sa guise ou selon des règles qu'elle se fixera à elle-même. C'est faire dépendre l'existence du droit de succession du pouvoir législatif établi, pouvoir toujours

susceptible de changer d'opinion, de se contredire même, sous quelque régime qu'il soit appelé à s'exercer. C'est affirmer que la Société qui le crée ou le supprime est maîtresse absolue de ses destinées sans qu'aucun principe ni qu'aucune loi antérieurs et supérieurs à elle puissent limiter ses droits ou son action. C'est aboutir au principe diamétralement opposé à celui d'où partaient les auteurs du Code civil.

Comment les jurisconsultes modernes, qui rejettent l'origine naturelle du droit de succession, justifient-ils l'existence de ce droit ? Qui en réglera l'exercice ?

Le droit de succéder, disent-ils, est fondé sur *l'intérêt social*. Reconnaisant que la propriété individuelle est une institution nécessaire à l'état économique actuel, constatant que la propriété sans hérédité (même *ab intestat*) serait économiquement inférieure à la propriété telle qu'elle fonctionne maintenant, ils en tirent cette conclusion : « L'hérédité nous apparaît comme la condition nécessaire du progrès économique ; l'hérédité a son fondement dans l'intérêt social (1). »

Cet intérêt social est-il évident, indiscutable comme il doit en être de toutes les bases sur lesquelles doit reposer une Société bien organisée ?

L'école socialiste prétend démontrer le contraire. Nous ne ferons pas appel aux théories collectivistes qui déniaient tout droit de propriété individuelle et, par suite, de succession. Mais ceux-là qui reconnaissent équitable que l'homme actif et intelligent possède en plus grande quantité que l'homme négligent et paresseux et jouisse exclusi-

(1) E. Vallier, *Le fondement du droit de succession*, p. 591.

vement du produit de son travail, ceux-là même nient l'intérêt social de l'hérédité.

S'il existe nécessairement des inégalités au point d'arrivée, disent-ils, il ne doit pas y en avoir au point de départ. Il est contraire à toute justice que quelques privilégiés aient plus que d'autres, lorsque pour avoir cette supériorité pécuniaire ils se sont seulement donné la peine de naître. A chacun selon ses œuvres, mais non pas à chacun selon ses ancêtres !

Si encore la nature remettait la fortune entre les mains les plus aptes à la faire fructifier, l'intérêt social pourrait se comprendre encore ; mais la force économique tombe trop souvent entre les mains de ceux qui ne savent pas s'en servir. Or, l'intérêt social exige que cette force économique soit placée entre les mains les plus capables de la mettre en valeur. C'est ainsi que l'intérêt social, loin de justifier l'hérédité, en exige la suppression.

On a répondu à M. Jules Guesde et à son école que la suppression de l'hérédité n'aurait pas seulement pour résultat de déplacer les capitaux de certaines mains inhabiles en les mettant à la disposition de tous, mais qu'elle aurait pour conséquence inévitable leur diminution. Cette richesse dont on veut priver quelques-uns, on en privera en réalité tout le monde ; car celui qui travaille pour lui travaille en même temps, qu'il le veuille ou non, pour les autres. A la suppression de l'hérédité, riches et pauvres perdront quelque chose.

Quant à l'injustice du point de départ, elle est regrettable, mais nécessaire. L'héritage n'est pas institué pour permettre à quelques milliers de riches de vivre oisifs en face de millions de déshérités ; la société n'a aucun intérêt à cela, bien au contraire ! Mais la société a intérêt

à ce que l'homme travaille, économise, produise non seulement ce qui est nécessaire à ses besoins et à ceux de sa famille durant sa vie, mais encore en vue de l'avenir, pour ceux qu'il laissera après lui, parents ou amis. L'individu produira moins s'il ne travaille que pour lui et il n'économisera pas autant s'il ne sait au juste qui profitera de ses sacrifices. Supprimer l'héritage, ce serait tarir la source des fortunes privées, et par suite de la richesse publique.

Jusqu'à l'heure actuelle, aucune réfutation péremptoire n'a été faite de ce prétendu axiôme que l'héritage se justifie par l'intérêt social. Semblable démonstration sera-t-elle jamais faite? Elle semble difficile; mais qui pourrait en prédire l'impossibilité?

Si elle était faite, nécessité serait de trouver une autre justification de l'hérédité, sinon celle-ci n'aurait plus de raison d'être pour nos législateurs modernes (1).

Constatons seulement ici que l'intérêt social n'est ni si évident, ni si indiscutable qu'on l'a prétendu. Il ne saurait nous satisfaire.

Supposons même pleinement démontré que l'intérêt social justifie le régime successoral, le législateur n'en sera pas moins libre d'agir à sa guise si le droit de succession est d'institution sociale. Il aura d'excellents motifs pour le maintenir, mais qui pourra le déterminer à en tenir compte? L'existence du droit de succession dépendra

(1) « La grande difficulté consistera toujours à prouver que le droit d'hérédité est contraire à l'intérêt social; mais le jour où cette démonstration sera faite, je ne vois pas ce qui pourra maintenir l'hérédité, quelque base qu'on lui assigne, mais cette démonstration sera-t-elle jamais faite? » (E. Vallier. *Le fondement du droit de succession*, p. 591, note 2.) Établir le fondement du droit de succession sur l'intérêt social, c'est donc poser la question de l'existence même de ce droit.

toujours de son bon vouloir. C'est là justement l'une des principales conséquences que n'ont pas aperçue les rédacteurs du Code civil et ce qu'ils n'auraient pas admis s'ils avaient saisi toute la portée pratique du fondement nouveau accepté par eux. Telle est l'étendue de l'évolution qui s'est opérée dans le domaine des idées sur la question de la nature du droit de succession.

L'importance et l'esprit de ce principe étant mieux compris, on lui a fait produire des effets nouveaux.

Puisque le droit de succession est d'institution sociale, la Société a la faculté de le modifier. En admettant même qu'elle s'inspire de l'intérêt social qu'il présente, pourquoi ne ferait-elle pas la part aux théories de justice et d'égalité soutenues par les socialistes ?

Les projets relatifs à la limitation de la successibilité, les lois récentes modifiant les impôts successoraux en sont la conséquence pratique. Nous verrons, dans le chapitre III, l'évolution dont chacun d'eux a été l'objet.

CHAPITRE II

Le patrimoine héréditaire

Le principe de l'unité du patrimoine héréditaire, posé par le législateur de 1804, a été maintenu au cours du XIX^e siècle.

Tout d'abord, l'ancienne distinction entre les biens, d'après leur *nature*, semble écartée pour longtemps des préoccupations du législateur relatives au régime des successions. Le Code civil avait, avec raison, réuni indistinctement dans la masse du patrimoine héréditaire meubles et immeubles.

Aujourd'hui, plus que jamais, cette unité du patrimoine est nécessaire. La fortune mobilière a pris en France, au cours du siècle, un développement considérable. Son importance est devenue prépondérante pour ces raisons que les valeurs mobilières sont plus faciles à administrer, plus aisément transformables, d'un revenu plus fixe et souvent supérieur. Elles étaient même, jusqu'à ces dernières années, très peu chargées d'impôts. Le législateur de 1804 semble avoir prévu cette transformation, lorsqu'il s'est affranchi, en la matière, de l'ancien adage : *res mobilis res vilis* ; bien qu'il n'ait pu soupçonner l'importance de cette révolution économique. D'un autre côté, les immeubles tendent à se mobiliser de

plus en plus. Des échanges, inouïs jusque là, se sont opérés entre les biens de l'une et ceux de l'autre nature. La liquidation d'une succession fut une occasion éminemment favorable à cette transformation. Tantôt la loi l'imposait ; souvent les intéressés s'y soumettaient pour les commodités des partages. Cette transformation des mœurs successorales nécessitait la réunion du tout en une masse commune.

Aucune raison, semblait-il, n'exigeait plus le maintien des immeubles dans la famille à une époque où ces biens n'ont plus d'influence sur le nom, le rang ou la situation. L'immeuble, comme la valeur mobilière, ne vaut guère aujourd'hui que par les revenus qu'il produit.

Dans cette voie, toutefois, l'assimilation a été trop absolue. Supprimer l'immeuble dans une famille, c'est lui enlever le lien qui la rattache au sol, c'est en faire une unité sociale errante, c'est supprimer la permanence du foyer.

La suppression du foyer dans une famille, c'est d'abord la ruine des mœurs et des traditions familiales ; ce sera bientôt sa ruine pécuniaire.

Un grand nombre de ces familles qui ont transformé les héritages de leurs aïeux en valeurs mobilières, ont appris à leurs dépens que si la fortune mobilière a une incontestable supériorité, elle présente ce grand inconvénient de disparaître plus facilement qu'aucune autre entre des mains imprévoyantes.

Il a donc fallu songer à reconstituer des « biens de famille » à celles qui n'avaient plus de place au soleil.

Un obstacle se présentait pour assurer la permanence de ces nouveaux foyers. Le législateur de 1804, en posant

le principe de l'unité du patrimoine, en avait conclu que la loi ne s'occuperait plus de l'*origine* des biens pour régler leur dévolution. Cette grande simplification entraînait nécessairement cette conséquence, que les nouveaux « biens de famille » étaient aussi exposés que les anciens à être liquidés. Ces biens rétablis, il fallait encore les garantir contre de nouvelles aliénations et de nouvelles imprévoyances. Il fallait spécialement renoncer, du moins pour la partie qui est reconnue indispensable, au régime successoral qui fut une des principales causes de cette désorganisation sociale.

La loi du 30 novembre 1894, en facilitant aux ouvriers l'acquisition de maisons salubres, établit des règles nouvelles et spéciales pour leur dévolution héréditaire (1). L'immeuble au lieu d'être confondu et liquidé avec tout le reste est maintenu en l'état au profit du conjoint survivant ou des enfants mineurs. Enfin, chaque héritier a le droit de reprendre pour lui seul l'immeuble qui a servi de maison de famille. Le partage n'est donc plus prescrit, nécessaire pour tout le patrimoine. Une première exception au principe de l'unité du patrimoine a été introduite dans la législation successorale en faveur de l'habitation ; elle sera suivie d'autres.

C'est le mot par lequel M. Ernest Hamel termina la discussion générale de la loi de 1894 devant le Sénat : « La loi que vous allez voter, disait-il, n'est que la préface des lois... destinées à alléger, dans la mesure du possible, sinon à éteindre, toutes les misères et les souffrances des classes laborieuses. »

Souhaitons que la prédiction de M. E. Hamel se réalise au plus tôt et que les efforts législatifs faits depuis quelque dix ans en France aboutissent à des conclusions pratiques.

(1) Voir II^e partie, chap. v, p. 113 et suiv.

Une autre exception a été introduite au principe posé en 1804 de ne plus s'occuper, dans les partages, de l'origine des biens.

Le législateur de 1891, en accordant un droit de succession au conjoint survivant se trouvant en concours avec d'autres héritiers, a tenu à conserver les biens dans la famille du défunt (1).

Il fallait assurer à l'époux survivant une situation équivalente à celle qu'il avait durant le mariage sans porter atteinte aux droits des parents.

La solution de ce difficile problème fut d'attribuer au conjoint un droit d'usufruit sur une partie des biens, la nue-propriété étant réservée à la famille.

Le droit viager d'usufruit est un retour à l'ancienne règle coutumière d'après laquelle les biens devaient revenir aux familles qui les avaient apportés.

Il serait exagéré d'attacher une grande importance juridique à ce retour à l'ancienne distinction de l'origine des biens. Les démembrements du droit de propriété ont, aujourd'hui surtout, des inconvénients économiques tels qu'on n'en abusera probablement pas. Aussi verrons-nous très souvent ce droit d'usufruit se transformer en une rente viagère.

Une objection se dresse contre toute réforme tendant à porter atteinte au principe de l'unité du patrimoine. Les questions de la nature ou de l'origine des biens dévolus ne devraient plus se poser, dit-on, pour l'organisation du droit successoral, dans une société où l'unité sociale n'est plus la famille, mais l'individu.

La famille n'est plus l'unité économique, puisque ces groupes familiaux qui, autrefois, pouvaient se suffire à

(1) Voir II^e partie, chap. II, p. 40 et 41.

eux-mêmes ont disparu. La famille n'est plus l'unité juridique, car les rapports de droit ne sont plus établis entre les familles mais entre les individus. La famille n'est plus l'unité politique, puisque les lois constitutionnelles ne connaissent plus que les individus pour leur imposer des obligations et leur reconnaître des droits. La famille n'est donc plus l'unité sociale, parce qu'elle n'est plus l'intermédiaire obligé reliant l'individu à l'État. Aujourd'hui, l'individu ne peut plus être considéré comme n'étant qu'un membre d'un groupe familial ; il a une individualité personnelle ; il est la cellule sociale (1).

Les disciples des doctrines individualistes exagèrent en prétendant que la famille n'a plus qu'un rôle secondaire dans notre société. Si aujourd'hui la famille n'est plus l'unité économique, l'individu l'est encore moins. Devant l'impuissance où il se trouve souvent à pourvoir à sa subsistance, ne voyons-nous pas l'individu se grouper de plus en plus dans des associations professionnelles ?

D'ailleurs, si chaque membre de la famille en est réduit aujourd'hui à travailler de son côté, il n'en est pas moins vrai que le chef de famille a la responsabilité de subvenir aux besoins de sa femme et de ses enfants. Il est encore tenu d'assister ses proches parents qui sont dans le besoin.

De plus, le mari a des pouvoirs indiscutables sur sa femme et ses enfants. Ces derniers lui doivent obéissance. Si la jurisprudence actuelle tend à limiter ces pouvoirs, ils n'en subsistent pas moins dans le principe et en pratique dans une certaine mesure. Marié sous le régime du droit commun, le mari a de larges pouvoirs d'administration sur les biens personnels de sa femme. Il a, de

(1) Ernest Vallier, *Le fondement du droit de succession*, p. 619 et suiv.

plus, l'administration légale des biens de ses enfants mineurs. L'unité juridique de la famille n'est donc pas lettre morte.

Quant au rôle politique de la famille dans la société il semble, aujourd'hui, plus indiscutable que jamais. Tant qu'on n'aura pas donné un bulletin de vote à la femme mariée et aux enfants mineurs, on sera obligé de reconnaître que le mari, exerçant son devoir de citoyen, représente incontestablement les membres de sa famille qui n'ont pas de moyens personnels pour exercer leurs droits.

Nous reconnaissons que la famille moderne n'a plus toute l'importance sociale qu'elle avait autrefois. La cause de cette transformation réside dans son caractère de plus en plus instable. Mais ce serait une erreur d'attribuer à l'individu un rôle prépondérant sous le prétexte qu'il aurait principalement hérité des anciennes prérogatives de la famille. Il suffit de regarder la société française actuelle pour s'apercevoir que la personne qui a le plus bénéficié de l'affaiblissement des familles, celle qui a le plus empiété sur ses droits, ce n'est pas l'individu ; c'est l'État.

L'importance sociale de la famille a donc diminué au profit de la collectivité ; mais l'individu, s'il a gagné quelque indépendance, reste toujours subordonné à la famille. C'est pourquoi nous sommes fondé à conclure avec M. Le Play : « La famille reste donc plus que jamais, chez les modernes, l'unité sociale par excellence (1). »

Les lois récentes et les projets relatifs au bien de famille, qui constituent une dérogation au principe de l'unité du patrimoine, ne sont donc pas un anachronisme. Ils répondent, au contraire, à une véritable nécessité.

(1) Le Play, *La réforme sociale en France*, tome I, livre III, p. 386.

CHAPITRE III

La dévolution successorale

La détermination des personnes appelées à recueillir l'hérédité est la question qui a donné lieu aux principales transformations du régime successoral *ab intestat* au cours du XIX^e siècle.

Ces transformations se sont opérées à la fois dans le domaine des idées et dans celui des faits.

Lequel a ouvert la voie, lequel a eu la plus grande influence sur l'autre? Il serait difficile d'établir, d'une façon générale, l'antériorité ou la prédominance d'un monde sur l'autre. Nous sommes porté à croire cependant que le fondement du droit successoral admis en 1804 a favorisé l'extension des droits de l'État en matière de dévolution. Sur cette question, les transformations nouvelles ne sont guère que le développement théorique et l'application du principe admis au début du siècle. Ici, les idées ont précédé et préparé les réformes. Il en est autrement de l'admission des parents naturels à la succession avec le titre d'héritiers réguliers. La dévolution organisée en 1804 était exclusivement basée sur la parenté légitime. Aucun principe antérieurement admis ne permettait cette innovation. En cette matière, les faits ont précédé les raisons à l'aide desquelles on tente de les justifier.

A défaut de règle générale, nous rappellerons à propos de chaque réforme la justification qu'on en donne. Toutefois, avant de passer à l'examen de chacune d'entre elles, il importe de faire remarquer que la dévolution successorale actuelle n'est plus la même qu'au début du siècle, et qu'on ne l'explique plus de la même manière.

Tout d'abord, comment expliquait-on autrefois la dévolution et comment la comprend-on aujourd'hui ?

Un individu meurt sans avoir manifesté sa volonté en ce qui concerne la dévolution de ses biens. Il avait le droit de désigner ses successibles et n'en a pas profité. A qui ses biens devront-ils être attribués ?

Les jurisconsultes de 1804 avaient répondu à cette question, que la dévolution devait être réglée selon la *volonté présumée* du défunt. La succession *ab intestat* a donc la prétention de régler la dévolution successorale comme le *de cuius* l'aurait probablement fait lui-même s'il avait testé.

Mais l'interprétation d'une volonté muette est chose difficile. La loi statue nécessairement pour tous en général sans pouvoir tenir compte des cas particuliers. Il en résultera donc que la dévolution *ab intestat* ne sera pas l'expression de la volonté réelle du défunt, mais de sa volonté telle qu'elle *aurait dû* être.

Cela revient à dire que la volonté du *de cuius* est présumée d'après ses devoirs. C'est pourquoi il semble plus juste et tout aussi juridique de dire aujourd'hui que la dévolution *ab intestat* est organisée d'après les *devoirs* de l'individu (1).

(1) Cette explication nouvelle de la dévolution successorale ne veut pas dire que la succession *ab intestat* est la consécration du droit des héritiers. Quelque explication qu'on lui donne, la dévolu-

Quels sont ces devoirs ?

L'individu doit d'abord à sa famille. Il lui doit non seulement le sang qui coule dans ses veines, son hérédité physique ; il lui doit encore ses hérédités intellectuelles et morales. La nature même de l'homme fait de tout son être un débiteur de sa famille.

L'individu doit ensuite à la société. L'individu isolé n'est pas un être complet, possédant en lui-même tout ce qui est nécessaire au plein épanouissement de sa personnalité. L'individu ne se développe et ne se façonne qu'au contact des autres. Ce qui est vrai d'un individu considéré comme isolé vis-à-vis de ses semblables l'est également d'une famille en face de la société. De plus, l'un comme l'autre sont, nécessairement et à chaque instant, les débiteurs des autres. Là est la base des devoirs envers la société.

Comment l'individu s'acquittera-t-il de ses devoirs envers la famille et envers la société ? Pendant sa vie, il exercera son devoir familial par l'éducation de ses enfants et par l'assistance envers ses parents. Il remplit ses devoirs envers la société en se soumettant aux lois et en contribuant, selon ses facultés, aux services d'intérêt général.

Après sa mort, les obligations dont l'individu était tenu retombent sur ce qui lui survit : sur le patrimoine qu'il abandonne.

C'est la raison pour laquelle, lorsqu'un individu meurt *ab intestat*, la loi ne peut qu'attribuer ses biens à ceux envers lesquels il était tenu, de son vivant, par un lien d'obligation. Ainsi se justifie le droit de *créance* apparte-

tion successorale est toujours organisée en considération du *de cuius* ; elle est toujours comme la manifestation dernière de son droit individuel de propriété.

nant aux membres de la famille et à l'État vis-à-vis de l'individu titulaire du droit de propriété (1).

Tout en reconnaissant ces devoirs du *de cujus* envers la famille et envers la société, on a objecté que le terme créance était inexat et insuffisant.

Ne serait-il pas plus rationnel d'admettre que les services rendus à l'individu par la famille et par la société ont pour résultat de leur conférer un *droit direct* sur les biens du *de cujus*? Pourquoi ne pas admettre la coexistence de trois droits de propriété superposés : le droit de l'individu, le droit de la famille et le droit de l'État? Pendant sa vie, l'individu seul a l'exercice de son droit. Ceux de la famille et de l'État ne se manifestent guère que par le droit à l'assistance de l'une et l'exigence contributive de l'autre. Pour le reste ils ne sont qu'à l'état de puissance jusqu'au jour où l'individu meurt. Alors les droits latents deviennent actifs. Les copropriétaires deviennent des copartageants. L'hérédité se partage entre ses divers propriétaires. Ce que l'on appelle aujourd'hui « dévolution successorale » n'est que l'expression et l'explication de ce partage.

La simplicité et la logique de cette théorie des copropriétaires la rendent séduisante. Mais elle pêche par la base. Elle omet d'établir comment des services rendus à un propriétaire pour l'acquisition ou la conservation de ses biens a pu créer, au profit de celui qui apporte son concours, un droit de propriété sur ces mêmes biens. On comprend aisément qu'un service donne droit à une

(1) L'explication des droits successoraux de la famille et de l'État par le même terme « créance », n'implique pas l'assimilation des droits de l'une et de l'autre. Il n'en restent pas moins différents et en nature et en étendue.

rémunération. Mais pourquoi cette rémunération consisterait-elle en une copropriété sur l'hérédité, alors qu'aucun titre ne l'établit? L'explication d'un droit de créance contre l'hérédité semble donc seule juridique.

Cette explication nouvelle de la dévolution successorale fera mieux comprendre les grandes transformations opérées au cours du XIX^e siècle.

Une première réforme a admis le conjoint survivant, qu'aucun lien du sang ne rattache à la famille du défunt, à concourir avec elle.

Puis les parents naturels, qui n'étaient autrefois que des héritiers irréguliers, ont été appelés à recueillir la succession au même titre que les membres de la famille légitime.

On a voulu enfin limiter le droit de successibilité de certains parents légitimes au profit de l'État.

Ces transformations feront l'objet des trois premiers paragraphes.

Dans un quatrième et dernier paragraphe, nous verrons en quoi les projets relatifs au bien de famille portent atteinte aux règles qui régissent la dévolution.

§ I. *Le conjoint survivant*

Le conjoint survivant est admis, depuis la loi de 1891, à concourir avec les héritiers réguliers. La raison de cette innovation réside dans l'évolution des mœurs au cours du siècle dernier.

Le législateur de 1804 avait écarté de la succession régulière le conjoint survivant parce que ce dernier n'était pas considéré comme faisant partie de la famille du défunt. La famille appelée à succéder était alors exclu-

sivement celle résultant de la parenté, des liens du sang. Le conjoint était d'un autre sang, d'une autre famille, donc il n'héritait pas.

Au cours du XIX^e siècle, la notion de la famille s'est modifiée. La question de la parenté, des liens du sang a perdu de son importance successorale au profit de ce qu'on appelle : l'affection présumée du défunt ou mieux son devoir envers ses proches.

Si le conjoint n'a plus de si graves raisons d'être écarté systématiquement, n'étant pas parent, il en a désormais pour être appelé, à cause des devoirs entre époux.

Cette évolution de la notion de famille se complète par ce fait que les familles sont aujourd'hui plus disséminées et plus réduites qu'elles ne l'étaient il y a cinquante ans. La facilité des communications, l'essor de l'industrie et du commerce, l'attrait des grandes villes ont provoqué un mouvement de la population inconnu jusque-là. La cohabitation entre parents appartenant à plusieurs générations est devenue de plus en plus rare, à mesure que chacun prit l'habitude de quitter le foyer familial dès qu'il se crût assez fort pour aller fonder un foyer nouveau et séparé. Il en est résulté que la majorité des familles est réduite aujourd'hui à la cohabitation du mari, de la femme et des enfants non encore établis. Dans cette famille, aussi réduite que possible, il était naturel que la femme prit une place qu'elle n'occupait pas autrefois en présence des parents de son mari ou des aïeux. Cette évolution des mœurs devait également se traduire par une amélioration de sa situation successorale.

Le résultat de la réforme de 1891 a été de mieux adapter la législation successorale aux idées et aux mœurs nouvelles. Désormais le mariage, base de la famille, est capable de donner un droit de successibilité aussi bien

que la parenté. La place importante du conjoint dans la famille lui assura une place correspondante dans la succession. L'institution du mariage et, par suite, l'ordre public en seront consolidés.

§ II. *Les parents naturels*

Les parents naturels, qui n'étaient autrefois que des héritiers irréguliers, ont été admis à succéder au même titre que les membres de la famille légitime.

Le législateur de 1804 avait su écarter les solutions extrêmes consacrées soit par l'ancien régime, soit par la législation révolutionnaire. Entre l'exclusion totale et l'assimilation complète, il avait choisi une solution moyenne. Il avait réussi, semblait-il, à concilier et le respect dû à la famille légitime et les devoirs résultant des liens du sang. Les enfants naturels héritaient en concours avec les enfants légitimes ; mais les titres héréditaires des premiers n'étaient pas équivalents à ceux des seconds. L'ordre social l'exigeait ainsi.

La réforme de 1896 améliore à deux points de vue très différents la situation des enfants naturels. Tout d'abord, elle en fait des héritiers réguliers ; de plus, elle augmente leur part héréditaire.

La détermination de la part héréditaire d'un successeur est une question de pure appréciation, susceptible d'être modifiée sans entraîner de grosses difficultés. La quotité attribuée à l'enfant naturel sous l'empire du Code civil était-elle suffisante ? On pouvait soutenir que non. La quotité fixée par la loi de 1896 semble plus équitable. Mais l'importance juridique de cette réforme est secon-

naire à côté de celle résultant de l'assimilation des titres héréditaires. Donner, en effet, aux parents naturels un titre héréditaire égal à celui des parents légitimes, c'est renverser les principes qui avaient guidé jusque-là l'organisation successorale, c'est porter une grave atteinte à la famille légitime, c'est ébranler du même coup l'ordre social existant.

La dévolution successorale, organisée par la législation de 1804, était favorable à la famille légitime parce qu'elle était considérée comme la seule base de la société. Le mariage, origine de la famille légitime, était regardé comme la seule union qui dût être encouragée. Les enfants légitimes, seuls, étaient les fruits de ces unions organisées, reconnues et sanctionnées par la loi. Il était juste qu'une situation privilégiée leur fût faite dans la dévolution successorale, lorsqu'ils se trouvaient en présence d'autres enfants qui étaient nés en dehors des conditions normales prévues par la loi et qui n'appartenaient à aucune famille.

L'état juridique des enfants naturels serait-il aujourd'hui différent de ce qu'il était en 1804, puisque leurs titres héréditaires ont été assimilés à ceux des enfants légitimes? La réponse à cette question est, sans aucun doute, négative. La tache de naissance des enfants naturels est toujours aussi grave aux yeux de la loi. La seule raison de ce changement provient de l'esprit nouveau plus enclin à absoudre ces fautes qu'à les punir.

Le législateur de 1896 a été fortement influencé par cet argument qu'en traitant durement les enfants naturels, à cause de la faute de leurs parents, on punissait davantage les innocents que les coupables. Et puis à quoi bon punir? Les sanctions organisées en 1804 avaient-elles eu quelque bon résultat? Les unions libres étaient toujours

aussi nombreuses, sinon plus ; mieux valait réparer les fautes que de tenter à nouveau de les empêcher, puisque le résultat était une chimère. La conclusion fut donc que les enfants naturels devaient être traités sur le pied d'égalité avec les enfants légitimes en ce qui concerne leurs titres héréditaires.

On reconnut toutefois qu'ils n'appartenaient pas à la famille légitime ; que la reconnaissance de leurs père et mère ne pouvait avoir d'effets qu'entre les enfants et leurs auteurs. Restant étrangers aux parents légitimes, ils ne devaient pas concourir dans la succession de ces derniers.

Ayant des droits égaux dans la succession de leurs auteurs, enfants légitimes et naturels auraient dû la partager également. Le titre reconnu, il suffisait de lui faire produire ses effets. Le législateur de 1896 n'a pas cru devoir pousser jusqu'à ses dernières conséquences le principe préalablement posé.

Les arguments de convenance, d'ordre social invoqués ici par la législation de 1896 n'étaient plus à leur place ; ils avaient perdu de leur valeur. Ils auraient dû être invoqués lors de la discussion du principe.

La seule raison d'ordre pratique qui puisse justifier le partage inégal entre les uns et les autres serait que le patrimoine de l'auteur d'un enfant naturel est ordinairement composé en grande partie des économies provenant de la famille légitime toute entière. Or, si l'on comprend que l'enfant naturel partage également avec l'enfant légitime les biens provenant des économies réalisées par son auteur, on ne conçoit pas qu'il puisse profiter des économies réalisées par des parents légitimes vis-à-vis desquels il est un étranger. Non seulement le patrimoine de la famille légitime serait dévié de sa desti-

nation, mais il serait employé, contre sa destination propre, à doter les fruits du désordre.

Si le titre héréditaire des enfants naturels n'a pas encore eu pour conséquence de rendre leur part égale à celle des enfants légitimes avec lesquels ils viennent à concourir, il a eu un résultat complet à l'égard des collatéraux éloignés. Désormais, l'enfant naturel est traité non seulement sur le pied d'égalité vis-à-vis des collatéraux éloignés, mais il leur est préféré et les exclut de la succession. C'est une innovation importante, consacrant le principe de la limitation de la successibilité légitime au profit d'autres successibles.

§ III. *L'État*

L'État ne porte pas encore le titre de successible, mais il en a tous les avantages pratiques.

Reconnaître en l'État un héritier serait une innovation juridique. Jusqu'ici il ne recueille les successions que lorsqu'elles sont vacantes et sans maître.

Le législateur de 1804 a posé, il est vrai, une limite à la successibilité de la famille. Il est donc arrivé qu'au cours du XIX^e siècle quelques parents très éloignés n'ont pu hériter *ab intestat* et que l'État a bénéficié de quelques patrimoines susceptibles de revendication. Mais cette exception, sans porter atteinte au principe en vertu duquel l'État recueille actuellement les successions, se justifie par un motif d'ordre public, absolument étranger aux considérations de famille. De fait, l'État n'a recueilli que fort peu de biens.

Aujourd'hui, les tendances législatives sont de multiplier les cas où l'État doit recueillir les héritages. Les projets relatifs à la limitation de la successibilité en sont une

preuve (1). Les nouvelles lois fiscales sur l'impôt successoral en sont une autre (2).

Comment tente-t-on de justifier cette participation de plus en plus grande de l'État aux héritages?

L'individu, dit-on, n'a pas seulement des devoirs envers sa famille, il en a également envers la société. Or, de même que les parents, représentants de la famille, sont en droit de réclamer une vocation successorale basée sur les devoirs du *de cujus* envers les siens, de même l'État, forme organisée de la société, est en droit de réclamer une vocation successorale basée sur les devoirs dont l'individu était tenu envers la société. « Tant vaut le droit successoral de la famille, tant doit valoir le droit successoral de l'État (3). »

On peut également invoquer des arguments d'analogie. Le rôle de l'État moderne s'est accru d'un grand nombre d'attributions réservées jusque-là à la famille. C'est ainsi que l'État est intervenu pour réglementer l'exercice de la puissance paternelle, considérée autrefois comme intangible. Il remplit encore des fonctions d'assistance qui incombaient normalement à la famille. Il tend en un mot à remplacer cette dernière partout où elle a fait faillite. Il est donc tout naturel de voir l'État revendiquer des droits correspondant aux charges qu'il a assumées.

Ces raisons expliquent fort bien les tendances législa-

(1) Voir II^e partie, chap. iv, p. 85 et suiv.

Au cours de la publication de ce travail, nous apprenons que la Commission de législation fiscale, se faisant l'écho des projets dont nous avons parlé plus haut, demande, à l'occasion de la discussion du budget de 1906, la suppression de l'héritage en ligne collatérale (27 janvier 1906).

(2) Voir II^e partie, chap. iv, p. 95 et suiv.

(3) E. Vallier, *Le fondement du droit de succession*, p. 624.

tives favorisant l'État au détriment de la famille, mais elles ne les justifient pas. Nous comprenons que les devoirs du *de cujus* envers la société justifient un droit de créance au profit de l'État contre le patrimoine; mais une créance, même hypothécaire, est toute différente d'un droit de propriété. A moins que les jurisconsultes modernes ne restaurent la vieille théorie du droit éminent de propriété de l'État sur les biens des particuliers, à l'imitation du domaine éminent des seigneurs de l'époque féodale, le droit de propriété de l'État sur les héritages semble injustifiable.

L'assimilation de l'État et de la famille est également impossible. L'une représente la personne du défunt, tandis que l'autre est inapte à remplacer un individu. Les parents sont désignés comme successibles en considération de l'affection présumée du défunt envers eux; l'État peut-il prétendre à une semblable affection à son profit? Enfin, les devoirs du *de cujus* envers sa famille sont autrement stricts et importants que ceux dont il était tenu envers la société.

En dehors de ces explications juridiques, une école prétend justifier, par des considérations économiques, cet empiètement de l'État sur les domaines privés.

Les socialistes y voient, en effet, un excellent moyen de réaliser leur idéal social : une meilleure répartition de la fortune. Il n'est pas juste, disent-ils, qu'il hérite le parent éloigné qui n'a contribué en rien à l'acquisition ou à la conservation du patrimoine. Le gagnant d'une loterie s'est au moins donné le mal de se procurer un billet; le collatéral éloigné l'a trouvé sans aucun effort..... dans son berceau. De semblables gains de fortune sont un vrai scandale pour la masse des travailleurs qui gagnent si péniblement.

blement leur vie. Ils sont enfin employés de façon si improductive ! Pendant ce temps, l'État, désireux d'opérer des réformes sociales accessibles à tous, manque des ressources nécessaires pour les réaliser. Puisque le droit de succession est d'institution sociale, ce que la société a concédé jadis elle peut le reprendre aujourd'hui. Limitons davantage la successibilité et puisons largement à cette source intarissable.

Nous sommes loin des raisons d'ordre public qui avaient dicté au législateur de 1804 le principe de la limitation. Sans prétendre que cette première limitation doive nécessairement rester invariable (nous avons même dit qu'elle doit se régler sur les raisons qui la justifient) (1), c'est avec une grande prudence, croyons-nous, qu'il faut y toucher. Car une si grave exception au principe du droit absolu de propriété peut tarir la source des fortunes privées et, par suite, de la richesse publique.

Toutefois, les projets de limitation de la successibilité semblaient, aux partisans de l'extension des droits de l'État, d'une réalisation trop difficile et trop lointaine. C'est une des raisons pour lesquelles on a songé à atteindre indirectement le même but. L'impôt sur les successions était un instrument tout désigné.

Les lois de 1901 et de 1902, en faisant atteindre à l'impôt des taux de 12, 15 et 20 o/o, ont complètement changé son caractère (2). L'ancien impôt est devenu une véritable participation de l'État au partage de l'hérédité.

Les législateurs de l'an VII avaient été guidés, en fixant le taux de l'impôt successoral, par cette considération que l'héritier ne devait pas être obligé de verser plus d'une

(1) Voir II^e partie, chap. iv, p. 90.

(2) Voir II^e partie, chap. iv, p. 101.

année des revenus des biens recueillis ; en aucun cas il ne devait être contraint d'aliéner le patrimoine héréditaire pour acquitter les charges fiscales. Les taxes actuelles aboutissent au résultat contraire. Les revenus de l'héritage seraient déjà absorbés intégralement pendant un grand nombre d'années si le fisc donnait la faculté d'échelonner le paiement des droits de mutation sur autant d'exercices que les revenus des biens pourraient l'exiger. Mais l'Enregistrement réclamant le montant intégral des impôts dans les six mois, l'héritier doit nécessairement emprunter sur l'héritage ou l'aliéner. L'impôt successoral est donc aujourd'hui une véritable expropriation.

Aboutissant à de semblables conséquences, la taxe sur les successions ne peut plus se justifier comme un véritable impôt. M. Maxime Lecomte a proposé cette nouvelle justification : « L'État est une sorte de *copartageant* ; il a droit à une portion de l'héritage, portion qui devient de plus en plus grande, suivant que le degré de parenté s'éloigne (1). » Cette explication juridique est même plus vraisemblable depuis que l'impôt successoral ne se perçoit plus que déduction faite des dettes. L'état se comporte comme un cohéritier qui contribuerait aux dettes de la succession.

On a fait remarquer, avec raison, qu'une semblable interprétation serait un changement complet dans la conception de l'impôt successoral. Cet impôt, en effet, est perçu sur l'acquisition faite par l'héritier ; le droit de l'État s'exercerait, au contraire, directement sur le patrimoine du défunt. Ce ne serait plus une dette de l'héritier, ce serait une dette du *de cuius* (2).

(1) M. Maxime Lecomte au Sénat, séance du 17 février 1901.

(2) Ernest Vallier. *Le fondement du droit de succession*, p. 642.

L'explication de M. Maxime Lecomte est plus en rapport que celle de l'impôt avec le taux d'expropriation des nouvelles taxes successorales. Mais elle est toute aussi impuissante à les justifier. Pour que l'État puisse être copartageant, il aurait fallu établir qu'il était copropriétaire. C'est cette démonstration que nous attendons toujours.

§ IV. — *Le principe de l'égalité entre les enfants*

Le législateur de 1804 avait fait une concession aux revendications de 1789 en posant le principe de l'égalité entre les enfants.

Les conséquences économiques et sociales du partage forcé en nature ont été justement qualifiées de funestes (1).

Trois sortes de remèdes ont été proposés au cours du XIX^e siècle.

Une première tentative fut faite, en 1826, par M. de Peyronnet. Elle demandait l'institution d'un préciput légal (2). L'échec fut si complet que les royalistes firent plus de mal que de bien à la cause qu'ils avaient la prétention de défendre.

Le dernier des projets présentés par Napoléon III, le

(1) Effets désastreux du partage forcé en France. *La Réforme sociale*, 1898, 4^e série, t. V, p. 873 et suiv.

Influence du partage forcé sur la diminution de la population. *La Réforme sociale*, 1900, 4^e série, t. IX, p. 460 et suiv. — 1902, 5^e série, t. III, p. 669, 673, 683 et suiv. et t. IV, p. 812 et 825.

Jules Jung, *Famille, Population*, Paris, 1904, p. 89 et suiv.

Napoléon I^{er} semble avoir entrevu ces fâcheux résultats lorsqu'après avoir demandé la règle du partage forcé en nature pour les grosses fortunes il proposa d'en limiter l'application aux héritages supérieurs à 100.000 francs. Mais les idées égalitaires avaient alors un tel prestige que son avis ne prévalut pas.

(2) Voir II^e partie, chap. 1^{er}, p. 26 et suiv.

28 juin 1870, sous l'inspiration de M. Le Play et de la Société d'économie sociale, réclamait seulement la modification des règles du partage forcé en nature (1). Il avait les plus grandes chances de réussir si l'Empire n'était tombé.

De nos jours, enfin, la règle du partage forcé en nature est à la veille de subir une remarquable exception en faveur de la dévolution des « biens de famille ».

Les lois de 1894 et de 1896 ont ouvert une première brèche dans cette nouvelle Bastille du partage forcé en nature, en faveur de la maison ouvrière. Celle-ci peut être maintenue dans l'indivision après la mort du de cujus soit à la demande du conjoint survivant, soit à celle d'un enfant. Cette indivision peut durer cinq années à partir du décès et être prolongée, s'il existe des descendants mineurs, pendant cinq années à partir de la majorité de l'aîné des mineurs, avec un maximum de dix années d'indivision.

Cette mesure provisoire se complète par le droit accordé à chaque héritier de reprendre toute la maison sur estimation. Si plusieurs héritiers se présentent pour acheter la maison, celle-ci sera vendue de préférence à celui désigné par le défunt, puis au conjoint survivant qui serait copropriétaire de la moitié. A défaut de descendant ou de conjoint remplissant les conditions requises, l'acquéreur sera choisi par la majorité des intéressés ou par le sort.

Cette première exception, réservée d'abord aux habitations ouvrières, fut étendue à toutes les maisons répondant aux conditions générales, qu'elles fussent situées à

(1) Voir II^e partie, chap. v, p. 110 et 111.

la campagne ou à la ville et habitées par des cultivateurs ou des ouvriers.

La tentative faite en 1897 par M. Siegfried d'appliquer ces règles successorales aux petits domaines d'une contenance de cinq hectares ou d'une valeur de cinq mille francs échoua (1).

Il en fut de même des propositions qui tentèrent d'implanter en France le Homestead américain, en conservant intacte la règle du partage forcé.

Le projet Lemire, organisant le bien de famille sur des bases nouvelles, portait que l'indivision devait subsister jusqu'à la majorité *du plus jeune* des enfants. Cette mesure d'attente constitue déjà une amélioration aux dispositions du projet Siegfried. Elle a été reproduite par le projet Ruau (2).

Maintenir le bien de famille intact tant qu'il y a des enfants mineurs est déjà une mesure excellente. Mais, seule, elle serait insuffisante parce qu'elle n'est que provisoire. Il arrivera toujours un moment où, l'indivision prenant fin, la règle du partage forcé en nature, momentanément suspendue, reprendra son empire... tant qu'une dévolution spéciale n'aura pas été organisée pour assurer la conservation du bien de famille.

Cette dévolution spéciale pourrait être le droit exclusif pour l'un des héritiers de reprendre le bien sur estimation (3).

Cependant, le projet Ruau ne prévoit le rachat du bien de famille en entier qu'au profit du conjoint survivant déjà copropriétaire au moins pour moitié. Cette mesure

(1) Voir II^e partie, chap. v, p. 115.

(2) Voir II^e partie, chap. v, p. 120.

(3) C'était l'idée du projet Siegfried de 1897.

est impuissante à assurer la perpétuité du bien de famille, car à la mort du conjoint le bien est encore soumis au partage forcé en nature. La perpétuité du foyer exige que l'un des enfants puisse se porter acquéreur à l'exclusion des autres.

Qui désignera cet héritier : le défunt, l'âge, le conseil de famille, le juge de paix ou le sort ? Peu importe le système ; chacun peut avoir ses avantages et ses inconvénients. Le seul point capital est que le bien de famille reste intact.

Se présentera-t-il, parmi les enfants, un acquéreur sérieux ? L'achat d'un bien de famille sera d'ordinaire peu séduisant. L'immeuble, en supposant qu'il soit libéré de toute charge au moment de l'ouverture de la succession, va se trouver grevé de la valeur des soultes que l'acquéreur aura à payer à ses cohéritiers. Ses revenus seront ordinairement très faibles et toujours variables. L'enfant qui se fixera sous le toit paternel renoncera à un métier plus lucratif pour vivre aussi modestement que l'ont fait ses aïeux.

Bref, s'il s'agit d'une vente ordinaire, l'acquéreur fera la plupart du temps une mauvaise affaire. S'il s'agit d'un compte mathématiquement exact entre lui et ses cohéritiers il aura beaucoup de mal à acquitter ses dettes. Dans ces conditions, les acquéreurs des « biens de famille » seront rares.

Il est donc nécessaire, pour arriver à une solution pratique, d'avantager l'acquéreur du bien de famille. Mais ici l'avantage peut être réalisé, dans une certaine mesure, sans nuire aux droits actuels des cohéritiers et sans réduire la quote-part de chacun.

Nous avons vu, en effet, que les frais occasionnés par le partage forcé en nature sont considérables (1). Pour un bien de famille d'une valeur de 6.000 francs, par exemple, les frais sont supérieurs à 12 0/0, soit environ un huitième de la succession. Il en résulte que des cohéritiers ayant à se partager en nature cet immeuble de 6.000 francs ne reçoivent, en réalité, leur quote-part que sur un capital net de 5.200 francs environ. L'un des héritiers, en se portant acquéreur du tout, économiserait au profit de la succession près de 800 francs. Si l'on donnait à cet acquéreur les sommes qu'il a économisées en évitant le partage en nature, les droits de ses cohéritiers ne subiraient aucune réduction et, néanmoins, il lui serait fait un avantage. Plus le bien de famille sera réduit, plus l'avantage sera considérable. Ainsi, pour un bien d'une valeur de 2.000 francs l'avantage pourrait être du quart, les frais étant alors de 25 0/0. Mais si le bien dépassait une dizaine de mille francs, l'avantage deviendrait bien minime.

C'est pourquoi cet avantage indirect, que ne peuvent repousser les partisans les plus irréductibles de la stricte égalité, sans être négligeable, ne saurait nous suffire.

Un avantage direct, réel, important, en faveur de l'acquéreur du bien de famille, aurait toutes nos sympathies. Tout d'abord, il permettrait de compléter l'avantage précédent ordinairement insuffisant. De plus, seul il donnera au bien de famille l'importance qui lui est nécessaire pour bien remplir son rôle social.

Éviter le morcellement exagéré des petits patrimoines en les soustrayant à la règle du partage forcé en nature est déjà un résultat économique excellent. Mais on pourrait

(1) Voir II^e partie, chap. v, p. 112.

faire produire au bien de famille un résultat social bien supérieur en le laissant à la disposition de la famille tout entière au lieu de le remettre exclusivement entre les mains d'un seul de ses représentants.

Lorsque chaque cohéritier aura reçu intégralement sa quote-part du patrimoine héréditaire, il ne pourra plus rien exiger de l'acquéreur du bien de famille. Ce dernier, de son côté, ne sera plus tenu d'aucune obligation spéciale envers ses parents. Il en résulte que si le bien de famille a été conservé au profit de l'un des enfants, les autres n'en restent pas moins, comme auparavant, sans foyer.

Si, au contraire, l'acquéreur du bien de famille avait reçu lors du partage de la succession un avantage important, du tiers de la valeur du bien par exemple, ses cohéritiers pourraient le considérer comme tenu envers eux de devoirs particuliers d'assistance. De son côté, l'héritier du bien de famille devrait aide et abri à ceux de ses frères momentanément dans le besoin ou invalides ou incapables de se suffire à eux-mêmes.

On verrait alors un grand nombre des individus qui demandent à entrer dans les hôpitaux et dans les asiles de toute sorte, trop étroits pour les loger tous, trop pauvrement dotés pour en nourrir davantage, rentrer au foyer des aïeux. Là, ils trouveraient auprès de leurs parents auxquels une loi protectrice aura confié la garde du foyer familial une assistance supérieure à celle que pourraient leur donner les meilleurs fonctionnaires d'une collectivité sans âme. En supposant même que l'hygiène physique y soit inférieure à celle des établissements publics, l'hygiène morale pourra donner des résultats autrement salutaires.

Loin de nous la pensée de vouloir remplacer les hôpitaux et les asiles publics actuels par des petits hôpitaux

et des petits asiles de famille. Les premiers auront toujours leur raison d'être et une clientèle suffisamment nombreuse, car la misère n'est pas prête de disparaître. Le but poursuivi est seulement de décharger l'assistance publique de toute une clientèle qui l'encombre et de donner à la famille les moyens de réaliser au profit de ses proches, et dans la mesure de ses forces, l'assistance privée.

On comprendra, dès lors, que plus le bien de famille sera important et plus grand aura été l'avantage consenti à son acquéreur, mieux il pourra remplir sa mission d'assistance envers ses proches.

Le privilège qu'on semblait accorder à l'héritier du bien de famille est donc plus apparent que réel et, loin de consacrer une injustice, il n'a pour but que de réparer, dans la mesure du possible, les inégalités trop criantes entre proches parents. L'avantage consenti par chaque héritier en faveur de l'un d'eux pourrait être assimilé à une sorte d'assurance familiale contre la misère.

De quelle manière que soit réalisé cet avantage, que le législateur français s'inspire de l'Anerbenrecht allemand ou qu'il préconise une réforme inspirée de nos coutumes d'Auvergne, de Provence, du Béarn..., il est intéressant de remarquer l'évolution qui s'est produite dans les idées et qui tend à se réaliser dans la législation relative au bien de famille. Le principe absolu du partage forcé en nature a terminé son règne. Il est encore généralement appliqué en France parce que telle est la loi du pays, mais un peu partout on s'y soustrait par toutes sortes de moyens. Non seulement on n'y croit plus comme à un dogme, mais la création de petits majorats démocratiques, sous le nom de « biens de famille », serait saluée par beaucoup comme un grand bienfait.

CONCLUSION

Il ressort de cette étude que le régime successoral français *ab intestat* s'est profondément transformé au cours du XIX^e siècle.

Tout d'abord il a subi à la fois l'influence des mœurs nouvelles et le contre-coup de la révolution économique qui s'est opérée depuis cinquante ans.

L'ancienne famille française, fondée sur les liens du sang, était unie, nombreuse et forte ; la famille moderne est divisée, restreinte, affaiblie. L'éloignement ou l'inexistence de parents qu'une communauté d'origine appelait à une vie commune ont permis à des étrangers de prendre la place des absents.

Cette évolution dans les mœurs familiales s'est traduite dans le régime successoral par les lois de 1891 et 1896. Désormais le conjoint survivant et certains parents naturels, qui étaient considérés autrefois comme des étrangers à la famille et ne participaient à la succession qu'à titre de successeurs irréguliers, sont admis à concourir avec les héritiers légitimes, au même titre qu'eux (ou avec un titre équivalent), quelquefois même par préférence aux membres de la famille.

Par ailleurs, la vie économique en 1905 est bien différente de ce qu'elle était en 1804. La fortune mobilière a pris une importance prépondérante. Les avantages que présentent les valeurs mobilières sont tels que les immeubles même ont une tendance à se mobiliser. A aucune époque la circulation des richesses ne s'est opérée entre des mains si nombreuses et si diverses en un temps aussi court. Les causes principales de cette véritable révolution économique sont les nouveaux moyens de communication et l'essor prodigieux de l'industrie et du commerce. Il en résulte que les familles modernes ne vivent plus et ne peuvent plus vivre comme autrefois ; de stables qu'elles étaient, elles tendent, par suite des conditions nouvelles de leur existence, vers l'instabilité.

L'effet social de cette instabilité a été de « déraciner » du sol un grand nombre de familles en transformant des cultivateurs et des artisans en salariés. Mais on n'enlève pas son foyer à une famille, sans danger. Depuis près de quarante ans des économistes et des sociologues ont prédit, après F. Le Play, qu'une famille sans foyer est une famille sans traditions, sans mœurs et bientôt sans pain. Les faits sont venus confirmer ces prévisions. C'est pourquoi les législateurs de tous les pays et spécialement en France se sont tant préoccupés des moyens propres à rendre à la famille son support naturel : son foyer.

Les lois de 1894 et 1896 ont ouvert indirectement la voie à toute une série de réformes qui constitueront sans doute, demain, la charte d'affranchissement des petits héritages.

Ainsi se trouve justifiée en France, au XIX^e siècle, cette réflexion d'un philosophe allemand que nous avons rappelée au début de cette étude : « L'histoire des révolutions politiques et sociales est écrite dans l'histoire du droit de succession (1). »

Mais le droit n'est pas seulement un miroir reflétant les mœurs et les institutions d'un peuple, c'est de plus : « une science active et militante, toujours en présence des faits qu'elle a pour mission de gouverner (2) ».

C'est pourquoi quelques justifications anciennes du régime successoral, tel qu'il existait en 1804, ont fait place à de nouvelles mieux appropriées à la réalité présente. Ainsi, la considération de l'affection présumée a pris, dans la détermination de la dévolution successorale, une place importante au détriment de l'ancienne et presque exclusive préoccupation des liens du sang.

Le droit ne limite pas seulement son action à consacrer les résultats de la pratique et à en donner de juridiques raisons ; il dirige également les faits qu'il a pour mission de gouverner. Ce sont des raisons d'ordre juridique qui ont empêché certains parents naturels de succéder en concours avec des héritiers légitimes, et au même titre qu'eux. Ce sont encore des raisons d'ordre juridique et historique qui ont prévalu lorsqu'il n'a été reconnu au conjoint sur-

(1) Cf. p. 1, note 1.

(2) Cf. p. 2, note 1.

vivant, se trouvant en concours avec d'autres héritiers, qu'une participation à la succession en usufruit.

Nous pouvons même ajouter que le droit a préparé certaines réformes en leur offrant une base juridique anticipée.

La prétendue institution sociale du droit de succession et la tentative de sa justification par l'intérêt social seraient de nature à permettre à l'État tous les empiètements sur les héritages privés.

Il y a cependant une limite à cette évolution du droit, limite qu'aucune société ne peut franchir sans profondément ébranler les bases sur lesquelles elle repose. C'est pourquoi il n'est pas indifférent de vouloir faire reposer le fondement du droit de succession sur une raison ou sur une autre et de le justifier de telle ou telle manière. Si sa base est instable, comme toute loi humaine, si sa justification est susceptible de fluctuations, comme l'intérêt social, sa suppression toujours possible ruinerait les initiatives privées, source de la richesse publique. Pour que l'intérêt social exige *toujours* que le droit de succession soit reconnu par les lois, pour que l'existence du droit de succession soit à l'abri de toute contestation, de tout arbitraire, en un mot, pour que sa nécessité *absolue* soit reconnue, sa raison d'être et son origine doivent être une conséquence de l'ordre *naturel*.

Limitée à son point de départ, l'évolution du droit de succession l'est aussi à son aboutissement. L'histoire en général est un perpétuel recommencement. Il en est de même des diverses législations qui ont successi-

vement disparu et ont été remplacées par de nouvelles. L'œuvre commencée par les unes a été reprise par d'autres sous des formes neuves, avec des éléments différents, des succès divers... mais il est toujours arrivé un moment où leur perfectionnement a été interrompu. La limite qu'aucune législation n'a pu franchir est également celle dans laquelle les sociétés qu'elles régissent peuvent évoluer, mais hors de laquelle elles ne peuvent s'aventurer sans perdre le secret de leur force et la cause de leur raison d'être.

Vu :

Le professeur, président de la thèse,

L. GUILLOUARD.

Vu :

Le doyen de la Faculté,

Edmond VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le recteur de l'Université de Caen,

E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	Pages
Le droit de succession établi en 1804 devait refléter l'image de la société française au lendemain de la Révolution	1
Les transformations économiques et sociales survenues au cours du xix ^e siècle ont dû avoir leur répercussion sur le régime successoral, p. 2. — Intérêt particulier s'attachant à l'étude des régimes de succession, p. 3. — Limitation du sujet aux successions <i>ab intestat</i> ; raisons de cette limitation, p. 4. — Division de cette étude en trois parties : principes fondamentaux, étude historique, principes nouveaux et tendances nouvelles, p. 5	

PREMIÈRE PARTIE

Principes fondamentaux du régime successoral établi par le Code civil

GÉNÉRALITÉS

Division du sujet en trois paragraphes	9
§ I. <i>Le fondement du droit de succession.</i>	9
Les tendances traditionnelles sur le fondement du droit, en général, et du droit de propriété en particulier, auraient dû amener le législateur à la conclusion de l'origine naturelle du droit de succession, p. 10. — Il est, au contraire, d'après lui, une institution sociale, p. 11. — Raison historique de cette solution, p. 11.	

§ II. <i>La composition du patrimoine héréditaire</i>	12
Le principe de l'unité du patrimoine, p. 12. — Suppression de la distinction entre les meubles et les immeubles; heureuse innovation, p. 12-13. — Suppression de la distinction des biens d'après leur origine; funestes conséquences de cette réforme, p. 13. — Il est nécessaire aujourd'hui de remplacer l'ancienne distinction par autre chose, p. 14.	
§ III. <i>La dévolution de l'hérédité</i>	14
Les membres de la famille légitime, seuls, sont des héritiers réguliers. Justification donnée par le législateur de 1804, p. 14 et 15. — Raison de la situation inférieure faite aux enfants naturels, p. 15. — Pourquoi le conjoint survivant était écarté, p. 15. — Principe de la limitation de la successibilité. Titre en vertu duquel l'État recueille les successions, p. 16. — Principe de l'égalité entre les cohéritiers; abolition des droits d'ainesse et de masculinité, p. 16 et 17.	

DEUXIÈME PARTIE

Étude historique de l'évolution successorale "ab intestat" au cours du XIX^e siècle

GÉNÉRALITÉS

Tendances générales des préoccupations législatives.	21
Pour modifier le principe d'égalité entre les enfants; pour améliorer la dévolution de la successibilité; pour consolider les foyers et les petits patrimoines, p. 21. — Division de cette partie en 5 chapitres, p. 23 et 24.	

CHAPITRE PREMIER

Tentatives destinées à rompre l'égalité entre les enfants

Ce n'est pas le droit d'ainesse de l'ancien régime qu'il s'agit de ressusciter, mais une inégalité compatible avec les mœurs nouvelles; comparaison des deux solutions proposées. . . .	25
§ I. <i>Projet de M. de Peyronnet</i>	26
Sa justification par des raisons dynastiques. — Textes du projet relatifs aux successions <i>ab intestat</i> , p. 26. — Soutenu de façon peu habile, le projet échoua. Seul un article relatif aux substitutions fut voté, p. 27 et 28.	

§ II. <i>Idées de M. Le Play</i>	28
Réfutation de l'opinion d'après laquelle Le Play voulait ressusciter le droit d'aînesse, p. 28 et 29.	

CHAPITRE II

La succession du Conjoint survivant

§ I. <i>Historique</i>	31
La situation successorale faite au conjoint survivant par le Code civil n'est pas le résultat d'un oubli. Cette situa- tion s'explique par les principes de la conservation des biens dans la famille et des liens du sang. Elle s'explique aussi historiquement, p. 31 et 32. — Le conjoint était appelé à succéder, mais il n'héritait guère. Sa situation était moins bonne que sous l'ancien régime. Il y avait là une lacune; une réforme s'imposait. Les législations étrangères nous avaient devancé dans cette voie, p. 32 et 33. — Lois particulières qui ont précédé la grande réforme du 9 mars 1891, p. 33 et 34.	
§ II. <i>Textes comparés de l'ancienne et de la nouvelle législa- tion</i>	35
§ III. <i>Innovations de la loi de 1891</i>	37
Situation nouvelle faite au conjoint, p. 37. — Le conjoint survivant hérite seul. Sa situation antérieure est alors maintenue. Le projet primitif Delsol modifié. Raisons de cette modification données par la Cour de Dijon. Jus- tification de la solution adoptée, p. 38 et 39. — Le conjoint survivant se trouve en concours avec d'autres héritiers. Il succède, comme dans l'ancien droit, en usufruit. Déter- mination de l'usufruit. La quotité devait-elle en être fixe ou graduée? Solution mixte, p. 40 et 41. — Raisons de la limi- tation de l'usufruit au quart en présence d'enfants issus du mariage et à une part d'enfant légitime en présence d'en- fants nés d'un précédent mariage, p. 42 et 43. — En l'ab- sence d'enfants légitimes, le projet Delsol est modifié. Dé- termination invariable de la quotité de l'usufruit. Critique de cette disposition; ses inconvénients, p. 43 et 44. — Le conjoint survivant n'est pas héritier réservataire, p. 45 et 46. — Mais, à défaut de réserve expresse, il a une créance alimentaire. Ne faut-il pas voir là une réserve? Malgré les apparences, ce n'est pas une réserve, mais une simple créance contre la succession, p. 47 et 48. — Ce n'est donc pas même un droit de succession, p. 49. — Le législa- teur de 1804 avait fait du conjoint survivant un succes-	

seur irrégulier, dépourvu de la saisine. Raison historique de cette disposition, p. 50. — La nouvelle situation sociale faite au conjoint, par suite des transformations survenues au cours du siècle dans les mœurs familiales, ne devait-elle pas entraîner le changement de son titre héréditaire? p. 51. — Conséquences du maintien de l'ancien titre de successeur irrégulier, p. 52 et 53.

CHAPITRE III

La succession des parents naturels

Les revendications contre la situation faite, en 1804, aux enfants naturels, les exemples empruntés aux législations étrangères provoquent une réforme législative	55
Objet de la loi du 25 mars 1896 et division du chapitre. Historique de sa confection, p. 56.	
§ I. <i>Textes comparés de l'ancienne et de la nouvelle législation</i>	57
§ II. <i>Droits des enfants naturels reconnus sur la succession de leurs père et mère</i>	62
La législation de 1804 consacrait une solution de conciliation, p. 62. — Elle ne devait être que provisoire. Innovation de la loi du 25 mars 1896, p. 63. — Les enfants naturels deviennent des héritiers réguliers. Le respect dû à la famille légitime exigeait le maintien de l'ancien titre héréditaire de l'enfant naturel; mais en 1896 on ne comprend plus la famille de la même manière. p. 64 et 65. — Les enfants naturels ont la saisine, p. 66.	
Quotité des droits successoraux des enfants naturels, principes, p. 66 et 67. — Applications : En présence de descendants légitimes; en présence d'ascendants et de collatéraux privilégiés; en présence de collatéraux ordinaires, p. 67, 68 et 69. — Critique de la solution adoptée par la loi de 1896. Une graduation eût été plus équitable qu'une brusque limitation de la successibilité des parents légitimes, p. 70 et 71.	
Les droits successoraux des enfants naturels peuvent être augmentés jusqu'à la limite d'une part d'enfant légitime, p. 72. — Ces droits ne peuvent être restreints au-delà de la réserve accordée aux enfants naturels. Importance de cette réserve, p. 73 et 74. — Maintien des restrictions opérées avant la loi de 1896, p. 75.	

§ III. <i>Droits des parents sur la succession de l'enfant naturel mort sans postérité.</i>	75
Énumération des successibles de l'enfant naturel et des droits de chacun d'eux, p. 75 et 76. — Les père et mère naturels deviennent des héritiers réguliers. Limite de leurs droits héréditaires, p. 76, 77 et 78. — Les frères et sœurs légitimes ne sont pas de véritables successibles, p. 78. — Les frères et sœurs naturels restent des successeurs irréguliers, p. 79 et 80.	

CHAPITRE IV

L'État successible

Le Code civil n'a pas fait de l'État un véritable héritier. . . .	81
En vertu de quels droits l'État recueille-t-il les biens ? p. 82. — Augmentation des droits de l'État. Division de la matière en deux paragraphes, p. 83.	
§ I. <i>Limitation de la successibilité</i>	83
Sous l'ancien régime, les successions s'étendaient à l'infini. Le Code civil limite la successibilité au 12 ^e degré. Cette limitation fut faite dans un motif d'ordre public, p. 83 et 84. — Projets déposés pour modifier cette limitation, p. 85. — Motifs juridiques et économiques invoqués à l'appui de ces projets; critique de ces motifs, p. 86, 87 et 88. — Législation comparée, p. 88. — Raison pécuniaire, p. 89. — La limitation fixée en 1804 n'est pas nécessairement intangible; exemples, p. 90. — Au profit de qui veut-on limiter les droits successoraux de la famille? Rejet de la candidature de l'État, p. 91.	
§ II. <i>L'Impôt successoral.</i>	92
L'impôt successoral est une excellente ressource fiscale. C'est pourquoi on a tendance à en exagérer le produit, p. 92. — Différentes conceptions de l'impôt : sous l'ancien régime et sous l'empire de la loi de frimaire an VII, p. 93. — La loi de frimaire an VII avait établi un impôt à base proportionnelle, calculé sur l'actif brut de la succession, ayant un taux raisonnable, p. 94 et 95. — La loi de 1901 lui substitue une base progressive. Raisons de cette différence, p. 95 et 96. — Objections pratiques au principe de la progression. Limitation de la progression et la loi de 1902, p. 96 et 97. — Atténuation de la progression au moyen de droits gradués. Critique des arguments présentés en faveur de ce système, p. 98 et 99. — La pro-	

gression des lois de 1901 et 1902 est relativement modérée, mais de récents projets en demandent l'extension. Le projet Colin, p. 100 et 102. — Tableau des droits de successoraux comparés de l'ancienne et de la nouvelle législation, p. 101. — Le principe de la déduction des dettes, p. 102 et 103. — Réforme des tarifs relatifs à l'usufruit et à la nue-propriété, p. 104 et 105.

CHAPITRE V

Le bien de famille

- Explication historique du projet Ruau 107
- L'application exagérée du principe d'égalité, le partage en nature des héritages pratiqué à l'excès ont été funestes, non seulement aux grandes propriétés, mais surtout aux petites; la destruction des foyers, p. 108 et 109. — Premiers projets de réforme présentés sous l'inspiration de Le Play, p. 118.
- § I. *Législation française relative au bien de famille.* 111
- Idee première du projet; ses obstacles juridiques, p. 111 et 112. — Loi de 1894. Texte relatif au régime successoral *ab intestat*, p. 113. — Extension donnée à cette loi en 1896, p. 114. — Dernier projet Siegfried en 1897 qui échoua, p. 115 et 116. — Nouveaux projets; leur histoire législative, p. 117 et 118. — Examen du projet Lemire-Ruau, p. 119, 120 et 121.
- § II. *Le « Homestead » américain* 122
- Définition du *Homestead* exemption: ses conditions d'existence et ses conséquences juridiques, p. 122, 123 et 124. — Cette institution est étrangère à l'idée de réforme du régime successoral, p. 125.
- § III. *L'« Anerbenrecht » allemand.* 126
- Définition de l'*Anerbenrecht*; division du sujet, p. 127.
- 1° L'*Anerbenrecht* facultatif, p. 128 et 129;
- 2° L'*Anerbenrecht* légal, p. 130 et 131.
- § IV. *Autres solutions à la question du « bien de famille ».* . . 132
- 1° Belgique, p. 132 et 133;
- 2° Russie, p. 134 et 135;
- 3° Angleterre, p. 135 et 136;
- 4° Italie, p. 137 et 138;
- 5° Suisse, p. 139 et 140.

TROISIÈME PARTIE

**Principes nouveaux et tendances nouvelles
qui régissent le droit successoral « ab intestat »
en 1905**

GÉNÉRALITÉS

Objet de cette partie. — Division du sujet. 143

CHAPITRE PREMIER

Le fondement du droit de succession 145

Le droit de succéder est toujours regardé comme une création de la loi, mais on saisit mieux la portée pratique du principe posé en 1804, p. 145. — On ne l'explique plus de la même manière, p. 146. — L'intérêt social du droit de succession est nié par l'école socialiste; réfutation des arguments présentés, p. 147 et 148. — Impuissance de l'intérêt social seul à justifier le droit de succession, p. 148 et 149. — On fait produire au principe de 1804 des effets nouveaux, p. 149.

CHAPITRE II

Le Patrimoine héréditaire 151

Le principe du patrimoine héréditaire a été maintenu, p. 151. — La distinction entre meubles et immeubles serait incompatible aujourd'hui avec la révolution économique qui s'est opérée au cours du siècle, p. 151 et 152. — Toutefois l'abandon complet des biens immobiliers a conduit beaucoup de familles, à la perte de leur foyer, p. 152.

La suppression de toute distinction des biens selon leur origine, enlèverait sa portée à l'institution projetée du « bien de famille »; il sera nécessaire d'y déroger, p. 153. On peut voir un retour vers la distinction des biens d'après leur origine dans le droit d'usufruit reconnu au conjoint survivant, p. 154.

Objection contre toute réforme tendant à porter atteinte à l'unité du patrimoine, tirée de cette raison que l'unité sociale est l'individu. Réfutation de cette objection; l'unité sociale est toujours la famille, p. 155 et 156.

CHAPITRE III

La Dévolution successorale

157

La dévolution successorale a subi des transformations et dans le domaine des faits et dans celui des idées, p. 157. Tout d'abord on ne l'explique plus aujourd'hui comme on l'expliquait jadis, p. 158. — L'explication nouvelle reconnaît des droits de créance de la famille et de la société envers le *de cuius*, p. 159. — Il semble que l'ancienne explication par la copropriété soit d'un autre âge, p. 160. — Division du chapitre en quatre paragraphes relatifs aux modifications de fait de la dévolution successorale, p. 161.

§ I. *Le conjoint survivant* 161

La place actuelle faite au conjoint survivant dans la dévolution successorale est l'expression des mœurs familiales nouvelles, p. 162.

§ II. *Les Parents naturels* 163

L'entrée de certains parents naturels dans la catégorie des héritiers réguliers est la conclusion des idées nouvelles moins sévères que celles dont s'inspire l'ancien droit, p. 164. — Toutefois, à égalité de titre, les parts héréditaires sont différentes en considération de l'origine des biens, p. 165.

§ III. *L'État* 166

L'État ne porte pas encore le titre de successible, mais on tente de justifier sa participation actuelle à l'héritage par des considérations des devoirs du *de cuius* envers l'État et des arguments d'analogie, p. 166 et 167. — Ces raisons expliquent les empiètements de l'État sur les héritages privés, mais ne les justifient pas, p. 168. — L'école socialiste invoque des arguments d'ordre économique faciles à réfuter, p. 169.

L'impôt successoral est un procédé indirect de limitation de la successibilité, mais plus facile à faire admettre, p. 170. — On a prétendu que l'État percevait ces impôts de succession à titre de copartageant; était-il donc copropriétaire? p. 170 et 171.

§ IV. *Le principe de l'égalité entre les enfants* 171

Les funestes effets du partage forcé en nature ont provoqué plusieurs projets de loi et notamment ceux relatifs au « bien de famille », p. 171 et 172. — Nécessité de recourir à une dévolution spéciale en faveur du « bien de

famille», p. 173. — L'héritier unique de ce bien devra être avantagé, p. 174. — L'avantage peut être indirect; mais un avantage réel complétant le premier semble nécessaire, p. 175 et 176. — Cet avantage est plus apparent que réel, loin de consacrer une injustice, il peut être considéré comme une sorte d'assurance familiale, p. 177.

CONCLUSION

Le régime successoral français *ab intestat* a subi l'influence des mœurs et le contre-coup de la révolution économique du XIX^e siècle, p. 179 et 180. — Il a, de plus, sanctionné, dirigé et préparé l'évolution, p. 181 et 182. — Limite de l'évolution du régime à son point de départ et à son aboutissement, p. 182 et 183. 183

